Vol. 4 No. 46 • Du 1er au 7 Juin 2011 Haiti: 10gdes / USA: $1.00 / France 1.50 / Canada: $1.50

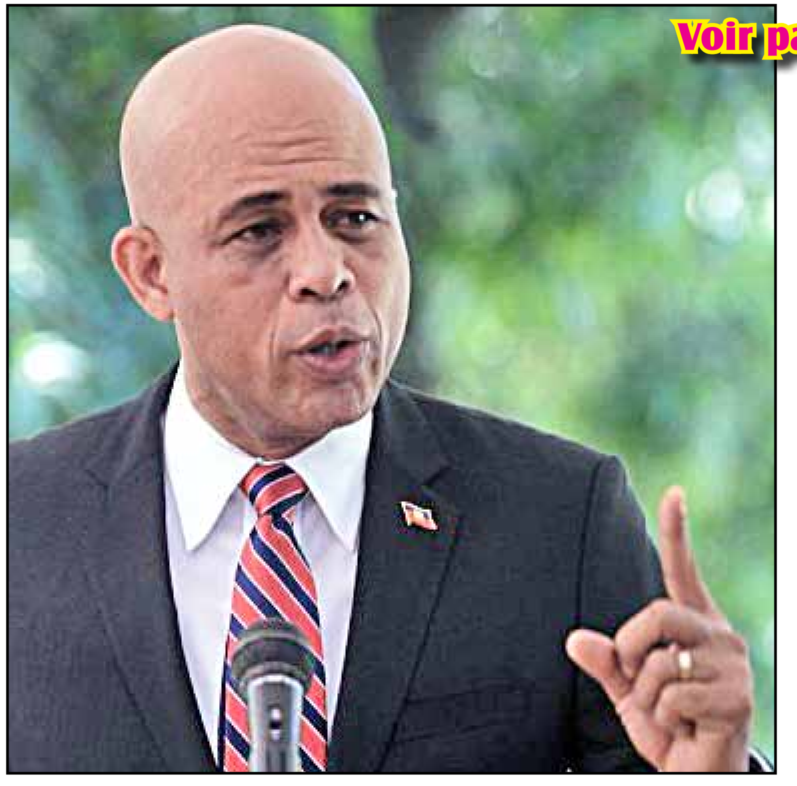
HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162 Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

HAÏTI, VERS UN PRÉSIDENTIALISME EXACERBÉ

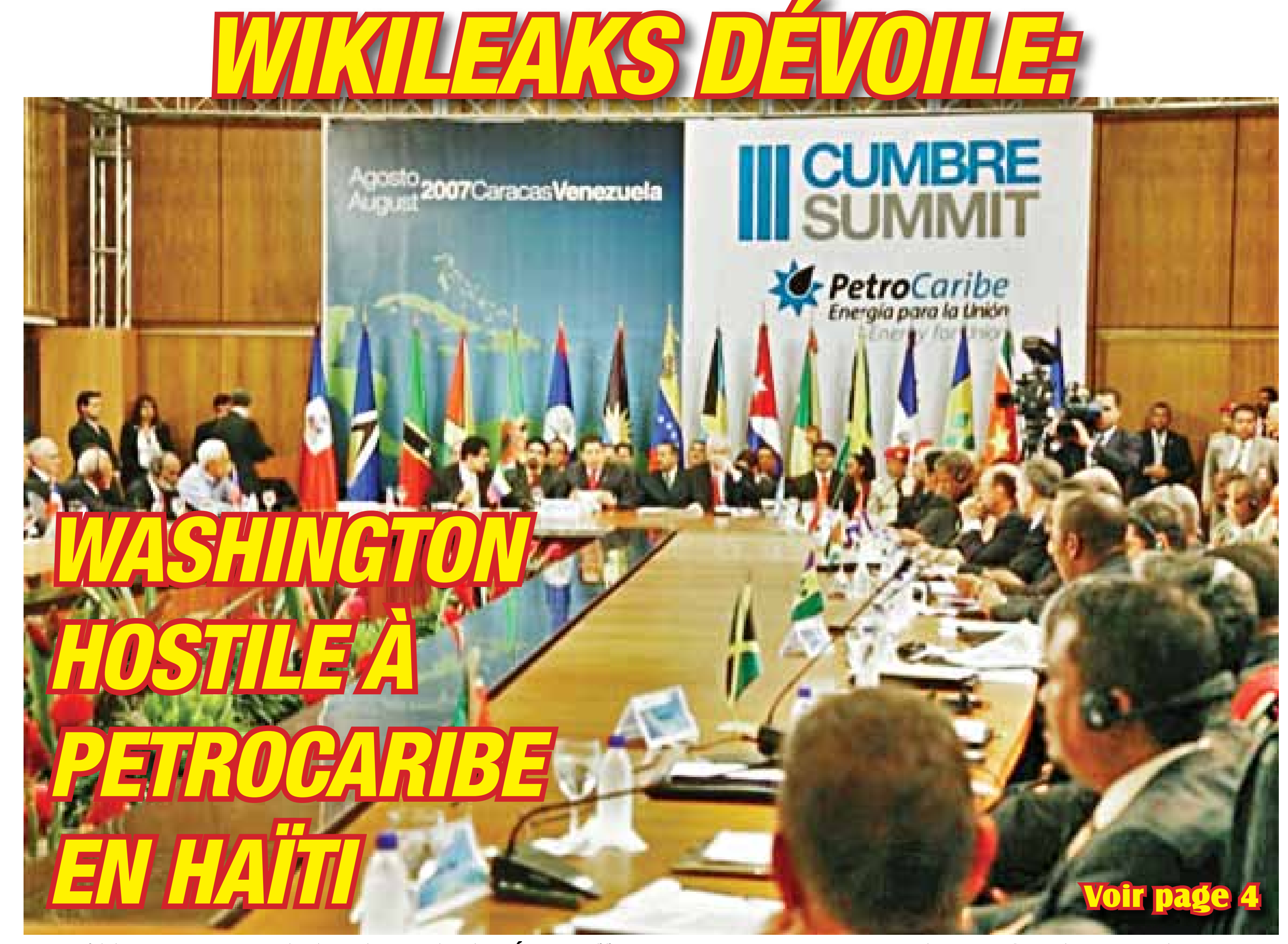
Voir page 4





Malgré la convocation du corps législatif pour plancher sur le processus devant aboutir à la ratification du Premier ministre désigné, Daniel Gérard Rouzier, (à droite) Martelly et le Groupe des Parlementaires pour le Renouveau, GPR-INITE) n'ont pas encore accordé leurs violons sur la formation du gouvernement

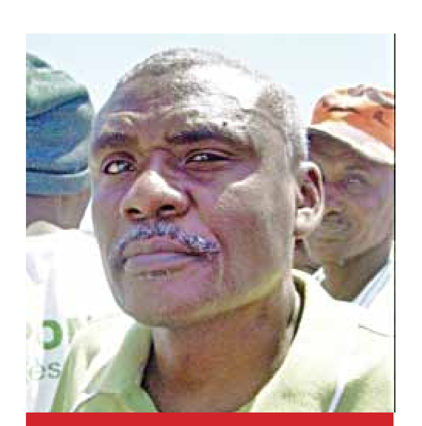
WIKILEAKS DÉVOILE:



WASHINGTON HOSTILE À PETROCARIBE EN HAÏTI

Voir page 4

Les câbles provenant de l'ambassade des É.-U. offrent une vue prenante sur la manière dont Washington a cherché à décourager, torpiller et saboter l'accord PetroCaribe, malgré ses avantages indiscutables, accord en vertu duquel le gouvernement haïtien « économiserait 100 millions de dollars US par année»



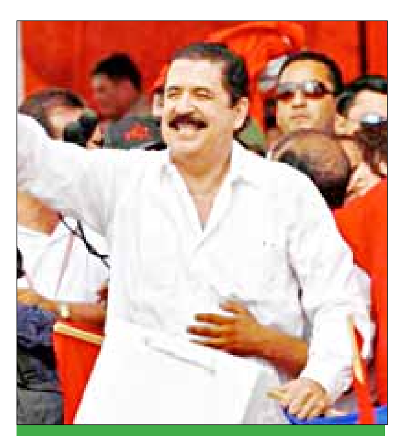
Lettre ouverte du Député Jean Baptiste A. Dumont à l'ambassadeur des Etats-Unis en Haïti Kenneth Merten

Page 4



1er Juin 2004- 1er Juin 2011: 7 ans d'occupation

Page 7



Manuel Zelaya, de retour en retour jusqu'au retour final !

Page 10



Au G8, l'unanimité contre Kadhafi !

Page 16

HAITI LIBERTÉ

1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti
Tél: 509-3407-0761
Responsable:
Yves Pierre-Louis

Email : editor@haitiliberte.com

Website : www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

EDITEUR
Dr. Frantz Latour

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Fanfan Latour
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Wadner Pierre
Jean Ristil

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Morisseau Lazarre
Didier Leblanc
Jacques Elie Leblanc
Roger Leduc
Joël Léon
Claudel C. Loiseau
Anthony Mompérousse
Dr. Antoine Fritz Pierre
Jackson Rateau
Eddy Toussaint

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Jean Bertrand Laurent

DISTRIBUTION: CANADA
Pierre Jeudy
(514)727-6996

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
416-789-9933 * fmelani@rogers.com

WEBMASTER
Frantz Merise
frantzmerise.com

Toute une panoplie de flagrantes illégalités !

Par Berthony Dupont

Haiti est un pays dévasté! Depuis son indépendance, la république d'Haiti a toujours été la principale cible des pays impérialistes. En effet, l'invasion du territoire haïtien par les troupes des Nations Unies depuis 2004 a donné lieu à l'un des pires délabrements dans l'histoire du pays, encourageant la destruction de toutes les infrastructures sociales et politiques. Désormais, au centre de la vie nationale, le pays vit non seulement à l'heure du blocage des institutions, mais aussi à celle d'un malaise conflictuel bien qu'encore débutant. A ce stade, est-il appelé à connaître des développements graves et durables ?

Cette interrogation prend en outre un sens vraiment particulier, d'autant que la paix sociale actuelle à force de se fragiliser, est devenue plus apparente que réelle. Concrètement, elle ne reflète que la stratégie des décideurs américains nous poussant à avaler des solutions toutes prêtes, concoctées dans les laboratoires de Washington. Et, ce n'est pas sans raison que l'ambassadeur américain en Haiti vient de déclarer que : *« M. Martelly représente le changement en Haïti »*. Tout à fait. Le changement pour eux, c'est de poursuivre leur objectif ultime à savoir l'élimination graduelle et la destruction systématique de toutes les institutions haïtiennes de sorte que le pays sombre dans le néant abandonnant par ainsi le peuple haïtien à un attentisme de mauvais aloi confondu à l'espoir d'une possible manne grâce aux reconquêtes coloniales.

La domination des décideurs s'est révélée être d'une brutalité et d'une férocité inouïes à l'égard des masses populaires, vu que pour eux tout pays occupé a besoin d'être déstabilisé afin que l'occupant puisse parvenir à s'infiltrer dans ses affaires internes pour en prendre le contrôle en douceur. C'est ainsi que de crise en crise la société haïtienne est tombée dans un abîme, qui la prive de plus en plus ses repères moraux. Une situation bien orchestrée jetant la jeunesse à la dérive et secrétant un grand nombre d'individus superficiels et irresponsables au sein d'une société en passe d'abandonner ses valeurs humaines propres au profit de celles du néolibéralisme. Et Washington en est bien responsable.

C'est d'ailleurs le résultat des tractations et des bassses manœuvres menées par ces bandits de grand chemin de l'empire qui a abouti à l'installation le 14 mai dernier de ce président fantoche qui forcément accouchera d'un gouvernement du même acabit. C'est aujourd'hui, premier juin, que Daniel Gérard Rouzier, le Premier ministre désigné doit se présenter au Parlement pour la ratification devant lui donner les mains libres pour appliquer légalement et à la lettre la politique néolibérale à savoir piller et vendre les richesses du pays et saigner à blanc les masses affamées. Rappelons que ce Premier ministre n'a été désigné que par un président imposé, élu illégalement sur un vote illégitime vu que le gros de la population n'avait pas participé aux mascarades électorales de la Communauté Internationale. Un président illégal qui jusqu'à nos jours ne sait point sur quelle Constitution il avait prêté serment mais qui fonce comme un «déjoué» au sein d'une bande carnavalesque. Elections illégales, investiture illégale, presque toutes les institutions du pays gisent dans l'illégalité totale et absolue. Le pays est désemparé suite à une panoplie d'illégalités flagrantes.

Ainsi le conflit déclaré entre les parlementaires de l'Inité et Sweet Micky n'est que divergence secondaire pour montrer qui des deux secteurs des forces dominantes, est le plus apte à servir les intérêts coloniaux de leurs maîtres.

Par ailleurs, n'y a-t-il pas conflit d'intérêt quand le premier ministre désigné n'est autre que le propriétaire de la compagnie d'électricité E-Power, un concurrent de l'EDH. C'est avouer déjà que la compagnie d'électricité d'Haiti va être sa première victime pour que s'épanouisse son E-Power. Avec ce bourgeois local qui se mettra volontiers au service des intérêts du capitalisme international, disons le tout net: en vérité c'est la politique néolibérale qu'il va continuer à la tête de son gouvernement pour céder à vil prix le patrimoine de l'Etat comme l'avaient fait les deux régimes de Préval pour la Minoterie, le Ciment d'Haiti, la Teleco et autres.

L'ambition majeure de l'impérialisme américain et de ses satellites locaux va entièrement à l'encontre de la volonté et de l'aspiration des masses populaires. Il s'agit de tenir à jamais notre pays comme une marchandise aux mains d'une infime minorité anti-nationale afin de prolonger tant soit peu des régimes de fantoches et de marionnettes recrutés au sein des propriétaires fonciers, des capitalistes compradores de façon à apporter d'incommensurables malheurs et souffrances au peuple tout en dressant de grands obstacles à son développement.

Résurgence de l'épidémie de choléra dans le Plateau Central



Le choléra semé dans le pays par les soldats des forces onusiennes en Haïti, a fait une résurgence brutale dans le département du Centre.

Par Jackson Rateau

La semaine dernière, la contagion par le choléra semée dans le pays par les soldats des forces onusiennes en Haïti, a fait une résurgence brutale dans le département du Centre. Dans le bas Plateau Central plus particulièrement, une situation dramatique s'abat sur la population. Il s'agit en effet d'une conséquence directe du chamboulement issu du 2e tour des mascarades électorales du 20 mars dernier qui a emporté dans les flammes le Centre du Traitement Cholera (CTC) dans la commune de Belladère.

Du fait de la disparition de ce centre, les nouvelles victimes de l'épidémie de choléra venant des différentes communes et sections communales telles Belladère, Portino, Savanette, Baptiste, Boucan Carré, Saut d'Eau, sont mortes en route avant même d'atteindre les centres hospitaliers La Tombe à Mirebalais et Zanmi Lasante à Cange, toujours dans la commune de Mirebalais. Disons aussi que même les malades qui ont eu la chance d'arriver dans l'un ou l'autre de ces centres n'ont pas eu la vie sauve. Il faut admettre aussi que les causes de ces décès sont multiples en raison du fait que les réseaux routiers sont en décrépitude. Les périodes de pluies et de consommation de mangues sont autant de causes de la recrudescence du choléra.

De toute façon, l'installation des forces de l'ONU dans le pays depuis juin 2004, a réellement coûté à notre nation. Nous nous attendons finalement à la disparition du peuple haïtien, si cette occupation doit perdurer. Est-ce pourquoi, il nous faut puiser de l'énergie et aussi nous préparer pour nous lancer dans un combat sans merci pour chasser du pays ces colons, une guigne pour notre pays.

Actes de vandalisme sur les sites historiques

D'où peuvent-ils provenir, ces actes de vandalisme sur les sites historiques basés dans le Nord d'Haïti ? Ainsi s'interrogent de nombreux fils du pays, les héritiers authentiques de son histoire. Ces actions nous ramènent à nous souvenir de l'acte odieux commis sur le bicolore haïtien par l'ancien colonel défroqué Himler Rébu quand il devait soutenir l'internationale à désacraliser Vertières.

La semaine dernière, des vandalistes qu'on n'a pas pu identifier ont escaladé le monticule où se trouvent percher les monuments de 4 héros et 2 héroïnes de la guerre de l'indépendance d'Haïti, emportant des objets accrochés à ces monuments dont deux sabres et la bride du cheval du vaillant héros Capois La mort. D'aucuns ont accusé des marchands de ferraille comme étant des présumés cambrioleurs, ayant emporté les pièces du monument.

Selon l'actuel chargé de mission du ministère du touriste dans le Nord et ancien directeur régional de l'Institut de Sauvegarde du Patrimoine National (ISPAN), Eddy Lubin, le vol enregistré au monument historique de Vertière la semaine dernière correspond à la demande folle de ferraille sur le marché haïtien. Les voleurs, convoités à trouver des débris de pièces de fer, de fonte, d'acier et d'autres métaux favorisant la rentabilité de leur commerce informel, vont jusqu'à débrancher et emporter les câbles d'électricité et de téléphonie.

La Citadelle Laferrière à Milot, elle aussi n'a pas été épargnée par ces actes de pillage. Des boulets de canon datant de l'époque de l'indépendance d'Haïti (1804), ont été emportés.

« *C'est une preuve de déliquescence de la société et de la faiblesse du sentiment patriotique d'identité. Cela découle également de la précarité des conditions de vie de la population condamnée à la survie* », a déclaré le responsable.

Mais, à qui incombe la responsabilité d'assurer la surveillance et la protection des sites historiques, si ce n'est à l'Etat haïtien d'attribuer leur réelle valeur aux patrimoines culturels de la nation.

Le chiffre des personnes décédées lors de la catastrophe du 12 janvier 2010 minimisé par l'USAID

Le gouvernement américain, à travers son ONG USAID, travaillant en Haïti depuis cela des décennies, a désapprouvé le chiffre des décès causés par le séisme hautement dévastateur du 12 janvier 2010, estimé entre 200 et 250 mille, chiffre qui a été publié par l'Etat haïtien au printemps 2010.

Selon le rapport de l'enquête de l'ONG USAID, entamée dès le lendemain de la catastrophe, relatée par l'Agence France Presse, le nombre de personnes décimées dans le désastre du 12 janvier 2010 en Haïti est un nombre assez minime, compris entre 46190 et 84961. L'enquête a aussi minimisé le chiffre issu de l'enquête de l'ONU en ce qui concerne les personnes vivant sous les tentes, voulant ainsi faire comprendre aux autorités haïtiennes qu'elles dirigent un état vassal sous la férule des Etats-Unis, état suzerain qui désapprouve toutes les grandes décisions de ce pays « souverain » pour imposer les siennes.

Le directeur de l'OAVCT écroué



Edrick Léandre

Le lundi 30 mai dernier, le directeur général de l'Office d'Assurance Véhicule Contre Tiers (OAVCT) Edrick Léandre a été mis aux arrêts puis retenu en garde à vue.

Accusé de fraudes, de corruption, de détournement de fonds publics, usage de faux et d'association de malfaiteurs, il a été envoyé au dépôt après avoir été entendu par le commissaire du gouvernement, maître Félix Léger.« *Nous avons pris une mesure de garde à vue où il est accusé de beaucoup de faits et nous allons continuer à l'interroger* », a indiqué le commissaire Félix à Radio Kiskeya. Un membre important du syndicat de l'OAVCT, Georges Ady qui a été révoqué il y a de cela 4 ans, a ainsi dénoncé un réseau de malfaiteurs opérant tambour battant dans l'institution.

« *Beaucoup de véhicules volés en République Dominicaine ou entrés dans le pays dans les conditions peu orthodoxes, en provenance du Canada et des Etats-Unis, ont été enregistrés au sein de cette annexe par le biais de ce réseau de malfaiteurs* », a déclaré le syndicaliste. Un rapport de l'enquête de l'Unité de Lutte Contre la Corruption (ULCC) fait état d'un faramineux montant de 17 millions de gourdes qui auraient été détournés par le directeur de l'OAVCT au cours de son administration pendant les années 2004 – 2009.

Lettre ouverte à Monsieur Kenneth Merten, ambassadeur des Etats-Unis d'Amérique en Haïti

Depuis votre arrivée en Haïti, votre comportement ne cesse de révolter mes compatriotes qui se veulent être dignes héritiers de cette portion de terre léguée par leurs ancêtres.

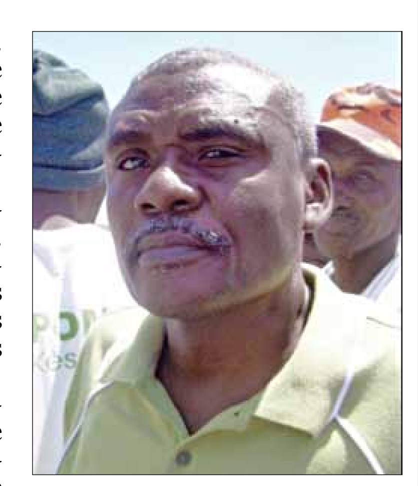
Vous semblez oublier ou méconnaître, Monsieur l'ambassadeur, l'histoire de ce pays au passé glorieux. Dans l'affirmative, je vous convie à vous enquérir des exploits de nos héros, qui ont culminé vers notre indépendance.

Vous semblez ignorer également les droits et devoirs de réserve d'un diplomate dans un pays souverain. Si c'est le cas, je vous invite à solliciter les bons offices de votre supérieur hiérarchique qui, certainement, vous exhortera à mettre de l'eau dans votre vin.

En tout cas, sachez, Monsieur l'ambassadeur, qu'il existe dans ce coin de terre des hommes et des femmes à même de protester publiquement contre vos interventions cavalières, hautaines, présomptueuses, dévastatrices pour le pays.

Vous vous considérez comme un petit dieu. La façon peu élégante dont vous intervenez dans les affaires internes du pays le prouve éloquemment.

Votre dernier affront, vous nous l'avez infligé à l'occasion des élections présidentielles et législatives. Pour satisfaire vos impulsions, vous avez intimé l'ordre aux membres du Conseil électoral provisoire et aux officiels du gouvernement dont le président de la République de violer, contre leur gré, les lois de leur pays, ayant brandi la menace de révocation de leurs visas, désormais votre arme de prédilection (art 173-2 de la Constitution ; art 191 de la loi électorale). Souffrez que je



Jean Baptiste Anthony Dumont, Député de Léogane

vous apprenne que le visa américain ne conduit pas au paradis. Vous vous croyez tout permis. Vous avez osé traiter d'impuretés certains compatriotes élus régulièrement le 20 avril, confirmés par le soit disant BCEN spécial.

Par ailleurs je ne crois pas superflu de vous rappeler la saga Bush-Al Gore. Où étiez-vous ? (se sou chen mèg yo wè pis).

Enfin, vous vous êtes permis d'employer la politique machiavélique en incitant les Haïtiens mécontents des résultats définitifs à la révolte. Quelle horreur!

Face à ces dérives, ma dignité, mon honneur, mon souci d'accrocher au strict respect de nos lois me commandent de restituer le visa américain dont je suis détenteur. Vous pouvez, dès la présente, prendre des mesures y relatives.-

N.B. : Cette décision n'engage que ma personne.

Salutations distinguées.
Port-au-Prince, le 23 mai 2011

Haïti, vers un présidentialisme exacerbé

Par Yves Pierre-Louis

Le 14 Mai inaugure l'ère d'un pouvoir populiste en Haïti, qui, semble-t-il, met fin au processus démocratique institué par la Constitution de 1987, établissant ainsi le principe de la séparation des trois pouvoirs et le respect des collectivités Territoriales. Faisant semblant d'apporter un certain changement, le président Michel Joseph Martelly élu à moins de 25% de l'électorat haïtien commence déjà à fausser les principes normatifs au profit de la classe dominante macouto-bourgeoise, de l'impérialisme et du néo-colonialisme qu'il représente. Dans ses discours et dans ses actes, il se plaît à intimer des ordres au pouvoir judiciaire, ridiculiser ou mettre hors dd jeu le pouvoir législatif et banaliser les collectivités Territoriales.

D'ailleurs, malgré la convocation à l'extraordinaire du corps législatif pour plancher sur le processus devant aboutir à la ratification du Premier ministre désigné, Daniel Gérard Rouzier, le président Martelly et le groupe majoritaire au Parlement (Groupe des Parlementaires pour le Renouveau, GPR-INITE) n'ont pas encore accordé leurs violons sur la formation du gouvernement, condition sine qua non pour l'acceptation ou le rejet d'un Premier ministre. Les sénateurs et députés de ce groupe ont clairement exprimé leurs revendications tout en critiquant sévèrement le comportement et les combines du chef de l'Etat. Le conflit Exécutif/Législatif commence à s'exacerber par des attaques verbales entre les responsables des deux branches des pouvoirs publics.

« Si l'INITE ne fera partie prenante du prochain gouvernement,[ce dernier] sera largement rejeté , comme convenu par le Groupe de Parlementaires pour le Renouveau. ». Selon le sénateur de la Plateforme INITE, Wencesclass Lambert, le groupe majoritaire revendique le partage du gâteau politique au niveau de 5 postes clés du gouvernement : la Justice, la Planification, l'Intérieur et les Collectivités Territoriales, l'Economie et les Finances et les Affaires étrangères.

Quant au président de la Chambre des députés, Sorel Yassainthe, il a dénoncé le président Martelly qui fait passer des appels robots demandant à la population de soutenir son Premier ministre désigné. Il voit dans cette démarche une forme de pression exercée sur les parlementaires en vue de la ratification de son Premier ministre. *« Ce n'est pas la procédure mise en place par la Constitution, le président ne doit pas faire pression sur le Parlement pour la ratification de son Premier ministre désigné »*, a fait savoir Sorel Yassainthe. Le sénateur Moïse Jean Charles ne passe par quatre chemins pour s'en prendre au président Martelly. Il a dénoncé la main invisible de Michel Martelly dans les actions criminelles du maire de Delmas contre les victimes du tremblement de terre du 12 janvier.

Entre-temps, le jeudi 26 mai dernier, à l'Hôtel Karibe Convention Center, le président Michel Joseph Martelly a lancé, ce qu'on appelle, le Fonds National pour l'Education (FNE). Selon lui, ce Fonds prévoit de collecter 144 millions de dollars US pour scolariser 1,444.000 enfants sur une période de 5 ans, ce qui donne en moyenne 100 dollars par enfant l'an pour son scolarisation dans le seul pays mis sur la liste des pays moins avancé (PMA) de l'Amérique. Au taux d'échange de 1 dollar pour 40 gourdes (100$ US =4000 gourdes), et tenant compte du coût de la vie qui a tendance à augmenter quotidiennement, peut-on scolariser un enfant avec 100 dollars US?

De toute façon, la diaspora haitienne et ses familles vivant en Haiti vont faire les frais. Sur chaque minute d'appel entrant, ce fonds prévoit prélever 0,05 dollars US. Sur ce point, le directeur général du Conseil National des Télécommunications (CONATEL), Jean Jaunasse Elysée a indiqué que le Conseil qu'il dirige dispose d'équipements pouvant contrôler le volume d'appels entrants dans le pays et que ce contrôle se fera.*» Dans le respect des lois haitiennes et surtout des clauses contractuelles des contrats de concession existant entre l'Etat haitien et les opérateurs.»* Ce Fonds prévoit également prélever 1,50 dollar Us sur les transferts d'argent entrant ou sortant du pays. A ce sujet, la Banque de la République d'Haïti (BRH) se chargera de collecter cet argent. Pour gérer ce fonds, un Conseil d'administration est mis en place et sera composé de 15 membres issus de deux sénateurs et des secteurs privés et public. Le président Martelly a invité les différents secteurs à aider le fonds : *« C'est une initiative que nous avons mis en place pour mettre tout le monde en confiance et pour que le monde entier sache que ce consortium public-privé va apporter aux enfants du pays l'éducation. Aujourd'hui nous disons à tous les secteurs qui veulent nous aider, participez au Fonds National pour l'éducation. »*

Le Fonds sera financé par deux contributions que l'on peut aussi qualifier de taxation. En principe, toutes contributions ou taxes doivent préalablement faire l'objet d'une loi et entrent automatiquement dans la loi de finances de la République. L'article 111 de la Constitution de 1987 en vigueur stipule : *« Le pouvoir législatif fait des lois sur tous les objets d'intérêts publics. L'initiative appartient à chacune des deux (2) Chambres ainsi qu'au pouvoir exécutif. Toutefois, l'initiative de la loi budgétaire, des lois concernant l'assiette, la quotité et le mode de perception des impôts et de contributions, celles ayant pour objet de créer des recettes ou d'augmenter les recettes et les dépenses de l'Etat est du ressort du pouvoir exécutif. Les projets présentés à cet égard doivent être votés d'abord par la Chambre des députés. »* A remarquer qu'aucune loi n'a été votée instituant le Fonds National pour l'éducation et les contributions de la diaspora dans la mise en place du renforcement du système éducatif haïtien. N'est-ce pas là une forme de présidentialisme exacerbé ? Et quel est le rôle du pouvoir législatif à cet égard ?

De son côté, le représentant de l'UNESCO en Haïti, Béchir Lamine qui participait à la cérémonie de lancement de ce Fonds a dit souhaiter : *« une école haïtienne plus équitable, plus ouverte, plus conviviale que la quantité de l'éducation soit renforcée, que les filles y trouvent leur place autant que les garçons. »* De là, le représentant de l'UNESCO a questionné la qualité de l'éducation offerte aux jeunes d'Haïti. Ce n'est pas seulement la quantité qu'il faut améliorer, mais également la qualité. En Haïti, il y a plusieurs types d'école et de formation différente : une école pour les riches, une autre pour la classe moyenne et une autre pour les pauvres avec pour finalité des examens uniques pour tous.

Rappelons que le 14 mai 2006, l'ex-président René Préval, immédiatement après son investiture à la première magistrature avait signé l'Accord Pétrocaribe avec le gouvernement Vénézuélien rapportant plus de 400 millions de dollars US pour Haïti. Mais cette rondelette somme a été détournée, dilapidée par les gouvernements de Michèle Duvivier Pierre-Louis (197 millions) et Jean Max Bellerive (163 millions).

Au Ministère des Travaux Publics Transport et de la Communication (MTPTC), il existe un Fonds d'Entretien Routier (FER) alimenté par les taxes prélevées sur les propriétaires des véhicules pour assurer disait-on l'entretien des réseaux routiers du pays, on constate que rien n'a été fait, les chaussées sont impraticables dans les rues de la capitale, les égoûts sont à ciel ouvert. Le plus souvent en Haïti on crée des fonds pour remplir ses poches non pas pour résoudre les problèmes de la population comme on veut le faire comprendre.

De même qu'au ministère de l'Intérieur et des Collectivités Territoriales, un fonds a été créé pour la mise en place des structures de base des collectivités capable de promouvoir la décentralisation effective de l'Etat haïtien. Après plus d'une vingtaine d'années, la décentralisation est restée lettre morte et le fonds continue à rapporter de l'argent au profit des « grands mangeurs » de l'Etat. Que peut-on espérer de la création de ce nouveau Fonds qui pourrait échapper au contrôle du Parlement ? On se le demande.

Les câbles de WikiLeaks sur Haïti publiés par Haïti Liberté



L'ancienne ambassadrice US en Haiti Janet Sanderson

Cette semaine, Haïti Liberté entame la publication d'une série d'articles tirés de 1 918 câbles diplomatiques à propos d'Haïti, provenant d'ambassades des États-Unis situées à travers le monde. Ils ont été obtenus par le groupe de défense de la transparence, WikiLeaks, et mis à la disposition d'Haïti Liberté.

Ces câbles couvrent une période de près de sept ans à partir du 17 avril 2003, dix mois avant le coup d'État du 29 février 2004, qui a renversé le président Jean-Bertrand Aristide, jusqu'au 28 février 2010, juste après le tremblement de terre du 12 janvier qui a dévasté la capitale, Port-au-Prince, et les villes avoisinantes.

Les câbles de l'ambassade de Port-au-Prince, qui auraient pu faire la lumière sur le rôle qu'ont joué les É.-U. dans le coup d'État de 2004, malheureusement ne débutent qu'en mars 2005, bien qu'il y en ait un qui date de mars 2004.

Ces câbles vont de la classification "Secret" et "Confidentiel" à "Non classifié." Ceux de cette dernière catégorie n'ont pas été rendus publics, et plusieurs portent encore la mention "Pour usage officiel seulement" ou "Confidentiel."

Tout en ne révélant rien des opérations de la CIA, militaires ou "de coulisses", ces câbles lèvent le voile sur les stratégies et manœuvres officielles des États-Unis en Haïti durant les années du coup d'État (2004-2006) et la période postérieure à l'élection du président René Préval (2006-2010). Nous voyons l'obsession de Washington à vouloir maintenir Aristide hors d'Haïti et de l'hémisphère, le télescope qu'il garde braqué sur les bidonvilles en révolte tels que Cité Soleil et Bel Air, et son étroite supervision de la direction de la police haïtienne, de la sélection des agents, et des 9000 membres de la force d'occupation des Nations unies connue comme la Mission des Nations unies pour la stabilisation d'Haïti (MINUSTAH).

Des diplomates y font de candides réflexions au sujet d'autres ambassadeurs et de politiciens haïtiens, de membres du gouvernement et autres personnages publics. Leurs déclarations sont parfois édifiantes; parfois arrogantes, à usage personnel, ou tout à fait fausses.

Suite à la page (6)

De l'usage des pilules

Par Fanfan La Tulipe

Quand on est malade, quand on ne se sent pas en forme, quand on traîne un peu la patte, quand on éprouve une impression de *kò kraz*, on consulte un médecin. Le toubib, après évaluation, prescrit des médicaments généralement administrés par voie orale. Sous forme de capsules, comprimés, tablettes, pastilles, losanges, gélules, pilules ou même de sirop. Pour nous autres Haïtiens, ce sont toutes des graines. Graines ceci, graines cela, graines pour ci, graines pour ça. Graines pour tousseteux, graines pour cracheteux, graines pour souffreteux, graines pour *biskèt tonbe*, graines pour graines molles et même des graines pour les mauvaises graines.

Alors qu'ils ne sont jamais passés par une faculté de médecine, alors qu'ils sont dépourvus d'un diplôme de médecins, les politiciens ont fait l'hippocratique serment de prescrire aussi des graines. Et dans leur arsenal thérapeutique, ils ne se servent que de pilules. Ces dernières peuvent être aussi amères que le fiel, mais les politiciens ont l'audacieuse astuce, le redoutable savoir-faire, le pernicieux savoir-dire des promesses et *pawòl dous* pour nous les faire avaler en douceur. Et avant même que d'y penser nous voilà des victimes pilulées de toutes les roueries politiciennes.

On connaît bien Micky le chanteur, le musicien dépravé, métamorphosé en candidat à la présidence, et aujourd'hui premier mandataire de la nation par la grâce de Bill et de Hillary. Mais l'on commence à découvrir le côté docteur de Micky. Doc Martelly et ses pilules «pour changer l'image d'Haïti», un de ses slogans de campagne électorale. Pour ses quinze jours au pouvoir, en attendant l'épreuve des cent jours, et pour apaiser nos maux d'estomacs affamés, le président a prescrit quelques pilules calmantes à base d'opérations de charme: inauguration d'un jardin d'enfants à Zoranje, cérémonie d'inauguration d'un nouveau service de tomographie (CAT SCAN) à l'hôpital Bernard Mevs sur la route de l'aéroport, invitation aux agents de la Police Nationale d'Haïti (PNH) à «plus de posture et de convenance» lors de sa participation à la cérémonie de sortie de la 22ème promotion de l›académie de police, inauguration du marché de Savane Pistache *à Carrefour-Feuilles* pour rejoindre ensuite à pied les abords du Champ de Mars, selon ce qui a été rapporté au journal Le Nouvelliste.

Ces pilules devraient pouvoir calmer les ardeurs vociférantes des INITEistes du Groupement des parlementaires pour le Renouveau (GPR), particulièrement le sénateur Moïse Jean-Charles, tous intéressés à avoir de bonnes tranches du gâteau ministériel. C'est de bonne guerre, encore que le partage doive pouvoir se faire dans la paix. En réalité, beaucoup tendent à oublier que la mauvaise humeur des INITEistes se rapporte aux antagonismes au sein de la classe dirigeante entre représentants de la bourgeoisie compradore et féodaux qui se disputent l'accaparement du pouvoir politique depuis les rivalités entre Bazelais et Salomon jusqu'à l'affrontement entre Martelly et Mme Manigat sans oublier le grand choc socio-électoral entre Duvalier et Louis Déjoie père. Pourtant, malgré leurs antagonismes qui ne sont que des pets de lapin, larrons et larbins sont toujours prêts à se liguer contre tout pouvoir émanant du choix populaire. On les a bien retrouvés toutes couleurs et tendances confondues, fraternisant au sein du mouvement déstabilisateur GNBiste-golpiste.

Bien sûr, les toubibs distributeurs de pilules n'opèrent pas seulement en Haïti. Tant s'en faut. Tenez par exemple les docteurs Obama, Sarkozy, Berlusconi, Angela Merkel et David Cameron. Diplômés des Universités *Petefyèl* et *Asasen granrak*, ils prescrivent des pilules à base de mensonge et de propagande fielleuse pour faire croire au grand public en Occident que le «fou» Kadhafi bombarde sa population sans défense, qu'il n'hésite pas à se servir de civils, entendez des femmes et des enfants, comme boucliers humains, et même qu'il affame le peuple libyen. De façon bizarre, on ne voit pourtant pas à Tripoli, comme à Bahreïn, des milliers de manifestants occupant la place de la Perle à Manama, épicentre de la contestation du régime. On ne voit pas non plus des milliers de personnes comme à Sanaa, massées pour exiger le départ du président Ali Abdallah Saleh. Au Maroc même, des milliers de Marocains ont manifesté hier dimanche dans de nombreuses villes du pays en faveur de réformes politiques limitant les pouvoirs du roi. Alors, pourquoi pas à Tripoli ? Les médias occidentaux *genlè sou blòf*.

Bien sûr, il a fallu saisir la Cour Pénale Internationale (CPI) en passe de prescrire ses fameuses pilules à base de jugements pour crimes contre l'humanité. Or les docteurs *petefyèl*, des deux côtés de l'Atlantique, ont diagnostiqué, sans appel, les grands maux dont souffrent Kadhafi et ses fils: crimes de guerre commis par décision politique, tirs sur des manifestants désarmés, utilisation du viol, arrestations systématiques de patriotes libyens, torture, déportation, meurtres, disparitions forcées, utilisation de bombes à fragmentation, et même, destruction de lieux saints à la gloire d'Allah et du Prophète. Donc, il faut juger Kadhafi. *Jij jije m byen…* Et la grande presse internationale n'hésite pas à distribuer à grande jède ces pilules amères fabriquées dans les pharmacies à mensonges des Etats-Unis et d'Europe.

Retour en Haïti, puisque *lakay se lakay*. Récemment, et de façon bizarre, il s'est installé dans les locaux de l'ambassade états-unienne à Port-au-Prince une pharmacie qui fonctionne en marge de toute déontologie. Le pharmacien en charge a été diplômé d'une faculté *konsakonsa* située dans le bled du Midwest des Etats-Unis. Sur demande des docteurs de Washington, il dispense des pilules très efficaces. Contrairement aux graines ordinaires qui se prennent une, deux ou trois fois par jour, la pilule pharmaco-ambassadale est administrée en une seule dose dont les effets secondaires peuvent être désorientants, déboussolants, décontenançants, désarçonnants, déroutants, voire même paralysants. Il s'agit de l'amère pilule anti-visa, le médicament-ramène-à-la-raison.

Le principe chimique de cette pilule est tiré d'une plante sauvage qui croît de façon débridée dans les déserts de l'Etat d'Arizona aux Etats-Unis, et qui est bien connue des botanistes sous le nom scientifique de *Papasela semortis*. En bon créole, c'est le *pa pase la se lanmò*. Aux dernières élections du 28 novembre, le *Papasela* a fait ses preuves. Une dose minimale administrée aux mecs du CEP a fait passer Martelly de la troisième place à la deuxième place des résultats du scrutin. Madame Manigat qui n'avait pas bien scruté l'horizon médico-pharmaceutique se plut à perroquetter : *m devan m devan nèt*.

Tard dans la soirée du dimanche 3 avril, le directeur-président du CEP Gaillot Dorsainvil qui ressentait encore de petites douleurs gastro-manigates reçut une dose pilulaire de rappel. Pris de saisissement, l'animal se ressaisit rapidement réalisant qu'il y allait de ses graines. Comme dans la chanson d'Hélène-au-bord-de-l'eau-un-bal-fut-annoncé, la planche se craqua sous les pieds de Mirlande qui plongea. Dorsainvil arriva juste à temps pour sauver Micky et faire de lui le président-*madigra* souhaité par les fabricants du *Papasela semortis.* Remis de ses troubles magouillo-digestifs, Gaillot se prépare à consulter le docteur-commissaire du gouvernement Harycidas Auguste qui lui a déjà fait parvenir une prescription pour pilules d'interdiction de départ du pays.

L'ingrédient chimique de base de la pilule d'interdiction de départ est proche du *Papasela*, il s'agit du *Kanpela selavi* administré *quotidie*, c'est-à-dire chaque jour. Maître Harycidas Auguste, maître *bakoulou*, *mèt gason*, maître-homme, homme du maître (*Je vèt*), du *Granmèt* et qui a ses entrées et sorties à la pharmacie ambassadale (à ce qu'on dit), a déjà fait parvenir des graines de *Kanpela* au président du CEP Gaillot Dorsinvil, au directeur général du Conseil électoral provisoire, Pierre-Louis Opont ainsi qu'aux conseillers électoraux Ginette Chérubin (démissionnaire), Jean Télève, Pierre Toussaint, Laurette Croyance et Jacques Balzin, selon ce qu'a rapporté Alter Presse. Il semblerait, selon *Dyòlalèlè* Presse, que la dose destinée à Balzin, trop forte pour la circonstance, lui a foutu une sacrée trouille diarrhéique au point qu'il a dû être hospitalisé.

Quoique la pilule anti-visa soit le médicament par excellence, la pharmacie ambassadale a quand même mis au point toute une panoplie de pilules, *pousizoka*. Spécialement pour les députés et sénateurs récalcitrants, la pilule anti-marronnage se tient en réserve de toute récalcitrance, désobéissance, impertinence, résistance, persistance, inconstance et inconsistance. A la même famille médicinale que la précédente graine appartient la pilule anti-négociation. Elle semble contenir un principe actif particulièrement efficace contre les rodomontades, fanfaronnades, gasconnades, déblatarades et blablablades des membres du GPR, un peu trop remuants au goût de la pharmacie ambassadale.

Avis, donc, aux intéressés : on ne badine pas avec certaines pilules *made in USA*. Au moindre *akasan*, sirop pour vous. Les politiciens du zoo haïtien seraient bien avisés de ne pas trop remuer leur queue. A l'ambassade-pharmacie, *chak lafyèv gen grenn li.* A la moindre incartade, foucade, toquade, mascarade, *tentennad*, une seule dose de la pilule anti-visa ramène tout récalcitrant à la raison. A bon entendeur, pilule !



Les politichiens du zoo haïtien seraient bien avisés de ne pas trop remuer leur queue. A l'ambassade-pharmacie, chak lafyèv gen grenn li



De gauche à droite, Dr Barth A. Green, Wyclef Jean et Michel Martelly au cours de la Cérémonie d'inauguration d'un nouveau service de tomographie (CAT SCAN) à l'hôpital Bernard Mevs sur la route de l'aéroport



Les docteurs Obama, Sarkozy, Angela Merkel et David Cameron. Diplômés des Universités *Petefyèl et Asasen granrak*

Men kaye doleyans AMTFH

Asosyasyon Machann Mache Touris Florvil Hyppolite (AMTFH) te bay yon konferans lendi 30 me-a pou fè sonje dife ki te ravaje mache sa-a 30 me 2008 epi lage tout machann nan gwo pwoblèm. Plizye machann ak manm komite Asosyasyon mache Hyppolite la, yon mache moun plis konnen sou non mache anfè, ki reyini tout kalite machann sitou sila yo k ap vann pwodui atizanal ki fèt nan peyi-a. Se te yon okazyon pou Asosyasyon an te fè otorite nan peyi a tande divès revandikasyon. Pòtpawòl AMTFH la, Jeune Augustin, akonpaye ak kòdonatè jeneral la Cetoute Jean Wandol, kòdonatè adjwen an Olguerre Benjamin epi trezorye-a Fritz St Jean te prezante diferan revandikasyon Asosyasyon an konsa :

1- Bi konferans pou laprès sa a se pou n raple memwa tout moun sou yon dife ki te eklate jou ki te 30 me 2008 la nan maten.

2-Dife a te ravaje tout sa nou te travay fè pandan 30 a 40 lane, depi lè sa-a mizè, chomaj, grangou, timoun pa ka ale lekòl plis 12 janvye ki vin ogmante mizè nou pi plis

3-Pou listwa ansyen premye minis Jacques Edouard Alexis te debloke pou nou 75 milyon goud, men minis Finans lan ak BRH kenbe kòb sa a sou pretèks pa t gen mache men kounye a mache a fin konstwi AMTFH ap mande minis Finans la avan l ale kite dosye sa sou biwo l pou lòt minis k ap vini an ka ban nou lajan sa-a

4-Yo te fè nou pwomès, y ap ban nou kredi nan BNC ak BRH se dòmi yo t ap fè nou dòmi pou lajan sa a ka fè lòt wout nan sans sa a nou mande gouvènman Michel Martelly a pou respekte pwen sa yo.

- Bese pri kontenè yo pou tout machann, ouvè kredi pou machan yo ka òganize sektè enfomèl la, konstwi mache Tèt Bèf ak lòt mache pou machann ki nan lari a, mete sou pye pwogram apezman sosyal pou soulaje mizè pèp la, desann pri gaz la, pri transpò, siman, tòl ak tout pwodui premyè nesesite yo, epi tou pou fè eleksyon kolektivite yo preseprese pandan gouvènman an ap kreye kondisyon pou gen travay pou chanje lavi popilasyon an, answit liberasyon tout prizonye politik yo ak repons revandikasyon anplwaye revoke nan antrepriz Leta yo.Pou fini otorite yo bay yon premye minis ki gen kapasite pou amelyore kondisyon pèp la nan 90 jou.

Suite de la page (4)

Il en ressort une image montrant jusqu'où va l'entêtement de Washington pour parvenir à diriger économiquement et politiquement le premier pays souverain de l'Amérique latine, spécialement à la lumière du coup d'État de 2004. Mais elles mettent également en lumière la fière résistance que lui oppose à sa manière le peuple haïtien.

Les câbles indiquent aussi de quelle façon Haïti représente sans doute le terrain de prédilection de l'hémisphère occidental pour les affrontements Nord-Sud et les intrigues Est-Ouest. Washington et Paris se positionnent face à Caracas et La Havane, particulièrement en ce qui a trait au pétrole, et la Chine et le vassal de Washington, autrement dit Taiwan, sont engagés dans un féroce bras de fer diplomatique qui menace de faire dérailler la mission militaire de l'ONU en Haïti.

À l'origine, en novembre 2010, WikiLeaks commençait à rendre publics les 251 287 câbles en provenance d'ambassades des États-Unis obtenus l'année dernière (la plus vaste série de documents confidentiels jamais versés dans le domaine public) en les remettant à des quotidiens à grand tirage tels que le New York Times, The Guardian et Der Spiegel.

À présent, WikiLeaks choisit des médias de plusieurs autres pays à qui confier les câbles des ambassades états-suniennes concernant leur pays respectif. Haïti Liberté s'honore de se voir confier par WikiLeaks la diffusion des câbles concernant Haïti. Nous sommes tout aussi fier de faire équipe avec The Nation, le plus ancien magazine publié sans interruption aux États-Unis, pour la publication et la distribution de la version anglaise de la couverture d'Haïti Liberté concernant WikiLeaks.

Quand Haïti Liberté publiera un article, les câbles dont nous l'aurons tiré paraitront dans leur intégralité sur le site de WikiLeaks (www.wikileaks.ch). Cependant, en certains cas, notre Rédaction pourra biffer le nom d'une personne si cela s'avère nécessaire pour la sécurité de cette dernière. En ce sens, la nouvelle approche de WikiLeaks d'agencer ses câbles pour un pays spécifique est tout à fait appropriée: un journal haïtien est plus à même de juger ce qu'il vaut bien la peine de présenter de ces câbles qui ont rapport avec Haïti.

Suite à la page (14)

Kolera fin anvayi peyi a



Se anba tant yo bije mete moun yo



Anbilans ki vin depoze moun nan sant lan

Se kounyea a malere nan peyi a ap tonbe pi rèd anba maladi kolera. Se nan lopital Bon Samariten ki chita nan Site Solèy, se la anpil moun ki sot nan zòn Kafou, Matisan ak Delma vin dèyè yon ti moso tretman.

Se anpil anbilans ou wè tout lasentjounen k ap vin depoze moun yo nan sant lan. Telman yo anpil kòmanse pa gen kote pou mete yo se sou kad yo lage yo avèk nouvo tant yo bije konstwi pou sa.

Maladi kolera a okipe peyi a menmjan ak fòs okipasyon minista a, li pa bay moun yo yon ti souf. Jounen jodi a se 2500 moun ki kouche sou do nan Sant Bon Samariten nan Site Solèy, poukisa se la a tout moun sa yo vin lage kadav kò yo ?

Se paske gouvènman sankoutya Preval-Bellerive la te panse yo mete yon fren nan pwopagasyon maladi a. Se pou sa yo kouri fèmen yon bann ak pakèt sant menm sant ki te nan lopital jeneral la, sant medsen sanfwontyè ki te nan Delma 33, sant Sent Katrin, ak youn ki te nan Kwadèboukè. Jounen jodia sèl grenn sant CTC k ap fonksyone se sant Bon Samariten an. Se sa ki fè se la ou jwenn anpil moun ki trape maladi kolera a jounen jodia nan Kapital la.

Jean Ristil Jean Baptiste

1er Juin 2004 - 1er Juin 2011: 7 ans d'occupation

Par Yves Pierre-Louis

Les événements de 2003-2004 qui ont abouti au coup d'Etat/ kidnapping contre le président Jean Bertrand Aristide démocratiquement élu en l'an 2000 ont donné l'occasion une fois de plus aux forces étrangères de débarquer sur le sol légué par l'Empereur Jean Jacques Dessalines. Le 30 Avril 2004, le Conseil de Sécurité de l'Organisation des Nations Unies a adopté la résolution 1542 établissant ainsi la Mission des Nations pour la Stabilisation en Haïti, désigné sous le terme Minustah. Le 9 Juillet 2004, le Premier ministre de facto, Gérard Latortue a signé à côté du responsable de la Minustah, représentant de l'ONU, Adama Guindo, au nom du gouvernement haïtien, l'Accord et la Convention qui englobent tous les privilèges et immunités des occupants. L'article 63 du document titré : *« Accord entre l'Organisation des Nations Unies et le gouvernement haïtien concernant le statut de l'opération des Nations Unies en Haïti. »* stipule : *« Le présent Accord restera en vigueur jusqu'au départ du dernier élément de la Minustah. »*.

Depuis lors, il existe un accord anti-constitutionnel et anti-démocratique signé par le régime de facto de Gérard Latortue. Alors que les articles 138 et 139 de la constitution haïtienne de 1987 en vigueur stipulent : *« Le président de la République est le garant de l'Indépendance nationale et de l'intégrité du territoire.*

Il négocie et signe tous traités, Conventions et Accord internationaux et les soumet à la ratification de l'Assemblée Nationale. »

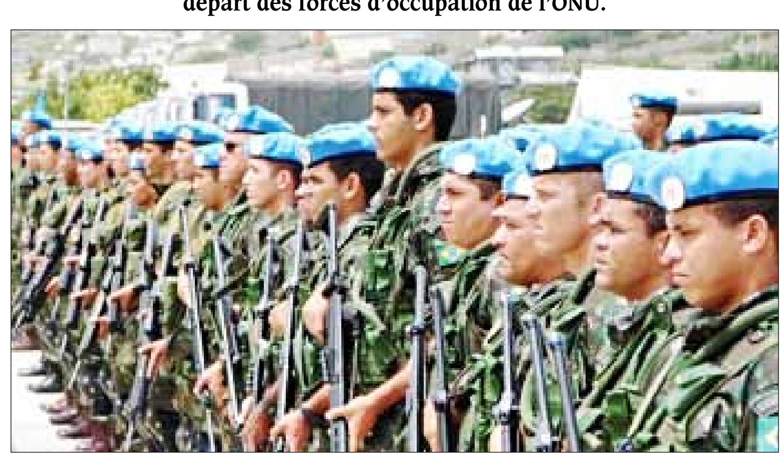
En fait, l'Accord donnant aux forces d'occupations de l'ONU de violer les espaces territoriaux de la République d'Haïti a été signé par le Premier ministre et non le président de la République et cet Accord n'a jamais été soumis à l'Assemblée Nationale. La constitution haïtienne dans son article 98-3, alinéa 3 qui définit les attributions de l'Assemblée Nationale est ainsi libellé : *« D'approuver ou de rejeter les Traités et Conventions Internationaux. »*

Donc la Minustah en tant que force d'occupation a violé et la constitution haïtienne et la Charte des Nations Unies, parce que, selon l'article premier de sa Charte : « Les buts des Nations Unies sont : *« Maintenir la paix et la sécurité internationale. Développer entre les Nations des relations amicales fondées sur le respect du principe de l'égalité de droit des peuples et de leur droit de disposer d'eux-mêmes, et de prendre toutes autres mesures propres à consolider la paix du monde. »*

En réalité, depuis des années la Minustah a fait l'objet de vives critiques, relatives aux violations des droits de l'homme, aux actes criminels sur la population des bidonvilles du pays, à la propagation de l'épidémie de choléra au début du dernier trimestre de l'année 2010 qui a déjà coûté la vie à plus de cinq mille Haïtiens dans moins d'une année.



Des organisations progressistes d'Haïti n'ont jamais cessé d'exiger le départ des forces d'occupation de l'ONU.



Les forces d'occupation de la Minustah

Depuis la fin de l'année 2010, des représentants de l'International en Haïti sont montés au créneau pour dénoncer les agissements de l'ONU. En décembre 2010, à la fin de son mandat, l'ex-représentant spécial du Secrétaire général de l'OEA, Ricardo Seitenfus a mis l'ONU à nu. *« Depuis 1990, nous en sommes ici à notre huitième mission onusienne. Haïti a été l'objet d'une attention négative de la part du système international. Il s'agissait pour l'ONU de geler le pouvoir et de transformer les Haïtiens en prisonniers de leur propre Ile. Pendant deux cents ans la présence des troupes étrangères a alterné avec celle de dictateurs. C'est la force qui définit les relations internationales avec Haïti et jamais le dialogue.*

Aujourd'hui, l'ONU applique aveuglement le chapitre 7 de sa Charte, elle déploie ses troupes pour imposer son opération de paix. On ne résout rien, on empire. L'ONU échoue. La communauté internationale a le sentiment de devoir refaire chaque jour ce qu'elle a terminé la veille. La fatigue d'Haïti commence à poindre. »

Dans cet même ordre d'idées, Edmond Mulet qui a passé plus de 2 ans à la tête de la Minustah a exprimé sa grande frustration, une fois qu'il a quitté Haïti en ses termes : *« Malgré 30 années d'expériences en Haïti, la communauté internationale a réalisé des centaines de projets dans le pays, qui n'ont aucune valeur réelle. »* Selon Edmond Mulet, le représentant le plus contesté de la population, la communauté internationale est coresponsable de la faiblesse des institutions haïtiennes, en raison de sa tendance à ne pas vouloir travailler avec ses institutions.

De plus, il appelle Haïti à rompre le cordon ombilical avec la communauté internationale afin de parvenir à un pays autonome, ce qui nécessitera, pour ce faire, un développement économique. A l'occasion de la septième année de débarquement des forces étrangères en Haïti, le premier juin 2011, un nouveau représentant du Secrétaire général de Ban Ki-Moon entre en fonction. Il s'agit du chilien, Mariano Fernandez, en remplacement de Edmond Mulet.

Des organisations progressistes d'Haïti n'ont jamais cessé d'exiger le départ des forces d'occupation de l'ONU. Le 18 mai dernier, ils étaient des dizaines de membres d'organisations et de militants politiques qui ont organisé une manifestation contre la présence des forces de l'ONU en Haïti. Haïti le seul pays classé sur la liste des Pays Moins Avancé (PMA) est occupée depuis sept (7) ans par les forces militaires et policières de plusieurs grandes nations de la planète. Pourtant Haïti a été appauvrie jusqu'à devenir le pays le plus pauvre de l'Amérique.

La Présidence et la Primature d'Haïti dans le Théâtre de l'Absurde



Martelly le Chef suprême, devenu derechef journaliste, en train d'interviewer son PM Rouzier sous les yeux amusés des caméras de la Télévision Nationale d'Haïti.

Par Castro Desroches

« Effrayante et ridicule à la fois cette créature étrange, jamais avare de grossièretés, nous entraîne dans une rocambolesque farce où l'on rit mais où l'on frémit aussi... » **(Nadia Ettayeb, introduction de Ubu Roi)**

« Martelly n'a qu'à se mettre au boulot et cesser d'emmerder les gens avec ces trouvailles stupides ». C'est ainsi qu'a réagi un internaute, sur le site de Radio Caraïbes, à l'occasion de la dernière bouffonnerie du Président cousue de fil rose. Au fil des jours, Micky Martelly qui ne fait pas dans la dentelle révèle aux fanatiques et confirme pour les sceptiques qu'il est loin, très loin d'avoir l'étoffe d'un chef d'État. Tiré à quatre épingles, il demeure un Président de pacotille dans un pays zombifié, accoutré de haillons roses.

Le Premier ministre désigné accorde sa première interview à... Micky Martelly. Daniel Rouzier, qui est un homme éclairé (il a sa propre compagnie d'électricité) aurait pu protester. Sans tambour ni trompette, il aurait pu apprendre au musicien parvenu que cela ne se passe pas ainsi dans les « pays civilisés ». Il a malheureusement accepté de participer à la mascarade et s'est placé dès le départ dans une situation ridicule, indigne de son statut de super patron.

Presse renvoyée à l'encan. Rôle de second plan. Sur le petit écran : le Chef suprême, devenu derechef journaliste, en train d'interviewer son PM sous les yeux amusés des caméras de la Télévision Nationale d'Haïti.

D'après la Constitution haïtienne, le Premier ministre est le chef du gouvernement. S'il est ratifié par la Chambre, M. Rouzier saura-t-il faire face aux demandes incongrues et loufoques de l'Homo Erectus ? Saura-t-il s'imposer face aux pulsions primitives de ce spécimen décadent de l'Homo Papadocus ?

Appel de la jungle ? Pitittig se tig. Daniel Gérard Rouzier est le fils du tristement célèbre Gérard Raoul Rouzier, ancien Ministre de Baby Doc et signataire de la loi de censure (9 mai 1979) contre les représentations artistiques. Il a donc de qui tenir. C'est un échantillon authentique de l'oligarchie haïtienne : putschiste, monopoliste et brasseuse d'affaires louches. A la séance de ratification, les parle/menteurs devraient se pencher attentivement sur les redevances de Daniel Rouzier envers le fisc haïtien au cours des sept dernières années. Avant d'essayer de gruger la diaspora, la lumpen bourgeoisie haïtienne devrait apprendre à payer ses propres taxes.

Pour couper court aux critiques acerbes et aux papotages qui ont la tête dure en Haïti, le Président « tête calée » a pris en main la sortie médiatique de son PM. Faisant très peu cas de la Presse locale, il a décidé d'avoir, lui-même, en grande première, un tête-à-tête télévisé avec Daniel Rouzier. Spectacle de soap-opera d'un chef d'entreprise masochiste en train de postuler à un poste dans un bordel de banlieue dirigé par Sweet Micky.

Les salles de spectacle sont fermées dans la République de Port-au-Prince. Prochainement sur grand écran ? Pas même un film muet ou en noir et blanc. On aurait bien aimé voir Le Grand Dictateur de Charlie Chaplin pour se dérider un peu sur ce qui se passe en Haïti en ce moment. La comédie du pouvoir comme seule distraction possible et imaginable. Voisine Violette viens voir. C'est surréel ce que je vois là dans le trou de la serrure. Pourvu que ça dure deux heures, sans interruption, sans aucune coupure de courant.

Suite à la page (13)

De la coexistence démocratique en Haiti (1)

Par Jacques Nesi

René Préval a réussi son double pari de rejeter l'exil et d'assurer, au prix d'une déstructuration et d'une fragilisation institutionnelles dont l'ampleur reste à mesurer, la transition d'une présidence chaotique à une présidence aventureuse. Malgré les reproches qu'on pourrait lui adresser dans sa témérité intrépide de s'en tenir à son propre agenda, quoique contrarié par la récurrence des immixtions étrangères, il permet à Haïti de connaître une expérience de tolérance, de pacification démocratique, de respiration républicaine Faut-il le souligner, l'exercice du pouvoir est fait de trophées symboliques, de représentations matérielles pour marquer les esprits, convaincre à peu de frais les incrédules, emporter l'adhésion des cassandre. Cette passation du pouvoir d'un président qui a réussi à dominer l'arène politique au travers d'un double quinquennat, à l'abri des tempêtes habituelles qui ont interrompu l'exercice du mandat de ses prédécesseurs, renvoie à un phénomène davantage intéressant, celui qu'on pourrait appeler la coexistence démocratique.

Observée dans les démocraties consolidées, sinon occidentales, présentée comme un marqueur de consolidation de la démocratie et de la stabilité politique, la coexistence démocratique se définit comme une configuration d'un espace politique occupé par des acteurs politiques de tendances opposées, d'idéologies différenciées, des origines politiques différentes, d'un passé qui les a opposés comme des gladiateurs aux cuirasses impénétrables, comme des guerriers assoiffés de sang et des vengeurs qui festoyaient au spectacle des vaincus avalant la boue et le déshonneur dans les aventures du combat politique. La coexistence démocratique, c'est l'union symbolique des ennemis acharnés en politique qui tentent de dépasser leurs oppositions constantes pour engager leur pays dans un avenir moins sombre qu'ils vivent aujourd'hui.

Une symphonie contagieuse

D'abord aux Etats-Unis d'Amérique, le président Obama administre sous l'œil vigilant et attentif de ses quatre prédécesseurs dont l'expérience est mise à contribution à travers leurs fondations, qui les conduisent à s'engager comme médiateurs soit dans des conflits réputés difficiles, soit comme des humanistes au grand cœur soignant les souffrances des peuples meurtris, ou des conférenciers dont les interventions s'arrachent à coups d'honoraires surdéterminés…Il s'agit de Jimmy Carter, Bill Clinton, Georges Bush et Georges Bush fils. En France Nicolas Sarkozy règne sous les regards avisés de Jacques Chirac et de Valéry Giscard d'Estaing qui, quoique en âge avancé, continuent à lui prodiguer conseils et à s'entretenir des relations qui s'épanouissent à la lumière des valeurs républicaines.

En Allemagne, Italie, Espagne Russie, les anciens présidents continuent à pratiquer la coexistence démocratique pour le bien être des peuples qu'ils ont dirigés en souverains attachés à la recherche du bien commun.

La coexistence démocratique ne se résume pas à un phénomène géographique limité aux pays riches, elle est observable en Afrique où elle prend une forme extensive incluant des Etats que certains considéraient comme effondrés, d'autres incapables d'accéder à la démocratie. Ils sont 24 pays du continent africain à pratiquer la coexistence démocratique , renonçant aux pratiques prédatrices et de pillage des ressources minières, à l'initiative des bandes assassines tribales, saisies par ce que l'économiste nobellisé Joseph Stiglitz appelle la malédiction des ressources..

En Haïti, la coexistence démocratique trouve son champ d'application : la galerie d'anciens présidents de la République, acteurs silencieux, ou retraités résignés, témoigne des signes d'une conquête significative ; s'y prélassent : un ancien président à vie, Jean –Claude Duvalier, trois présidents élus Lesly Manigat,, Jean Bertrand Aristide, René Préval, deux présidents provisoires Prosper Avril et Boniface Alexandre. Apparaît donc révolu le temps où le président déchu de ses fonctions, ou qui arrive à la fin de son mandat , ne se voyait offrir qu'une option, celle de l'éloignement forcé, du bannissement humiliant, de la souffrance dans l'errance, de la mélancolie au bord de la folie. S'éloigne ainsi la perspective d'un président fuyard qui, se montrant incapable d'exercer ses fonctions, dans la sérénité et l'unité haïtiennes, serait sommé de démissionner .C'est une évolution positive qui mérite d'être soulignée et qui contraste avec le siècle précédent.

On est songeur des séances interminables du politburo soviétique désignant un secrétaire général sénile, impotent dont le mandat ne dure que deux ans On pense également aux chefs d'Etat qui ont quitté la scène politique, à l'âge de 80 ans, des figures historiques qui ont marqué leur époque et leur siècle : De Gaulle, Churchill, Adenauer, Mitterrand.

On a vu que la coexistence, comme une symphonie contagieuse, a traversé les régimes politiques de tous les continents, rendant fréquentables ceux qu'on croyait à jamais engloutis dans les eaux de l'autoritarisme et de la criminalité organisée .La coexistence démocratique donc est universelle .Quels sont les facteurs explicatifs de ce phénomène politique ?

La première explication réside dans l'émergence d'un leadership nouveau, débarrassé des acteurs qui nourrissent la folie meurtrière d'engager leurs nations dans des confrontations et des rivalités dangereuses. L'improbabilité de la guerre a délégitimé les militaires et facilité l'accession au pouvoir des leaders plus jeunes à la suite d'une compétition politique organisée La deuxième explication est la quasi généralisation d'une démocratie apaisée dans de nombreux pays qui permet à un ancien président de couler ses jours de retraite, aux termes d'un mandat dont le bilan a amélioré la qualité de vie de ses concitoyens. La troisième explication est le choix d'un mandat plus court :l e quinquennat semble être le tempo dominant ,permettant aux présidents sortants de se représenter ,ou de s'abstenir de toute nouvelle tentative. Enfin, les progrès de la médecine permettent à des dirigeants de se soigner, de dissimuler leurs maladies à l'opinion publique, de poursuivre leurs actions politiques en témoignant d'une infaillibilité malicieuse singeant cet illusoire « sur-homme » qu'ils prétendent posséder.

Les exigences et les ambiguïtés de son application

Autant la coexistence démocratique est louée, autant elle a ses exigences :elles sont doubles .Le titulaire de la fonction a pour obligation d'exécuter ses responsabilités dans des conditions définies par la constitution ;le président qui souhaite renoncer aux affres de l'exil est conduit à agir pour la prospérité et l'épanouissement individuel des haïtiens. La deuxième exigence est la capacité pour les citoyens, les administrés, les élus de saisir la justice, en l'occurrence la haute Cour si le président est auteur d'actes délictueux, ou ,une fois sevré de sa protection immunitaire ,le président, devenu citoyen ordinaire répond librement de ses actes devant la justice ordinaire.

Mais, en Haïti, telle qu'elle se déploie ,la coexistence démocratique souffre de certaines ambigüïtés Contrairement à la cohabitation qui réunirait aux fins d'exercer le pouvoir au cours d'une même mandature dans l'intérêt général, deux orientations partisanes qui s'opposent tant sur le plan idéologique que sur le plan des choix programmatiques, la coexistence démocratique relève plutôt de l'ordre des représentations qui peut être aussi mal vécue , et conclure aux effets contradictoires:;elle peut être sans issue, sans lendemain,

Pour qu'elle soit acceptée et libre de tout soupçon d'instrumentalisation, la coexistence démocratique obéit au respect de certaines étapes : d'abord, elle convoque la justice, l'acceptation pour les victimes de l'arbitraire du président retraité d'être écouté, pour le bourreau de faire droit à son aveu, ou à la demande de pardon du tyran où il légitimerait l'action de reconnaissance des torts par des actions symboliques envers les victimes. ; la deuxième étape est marquée par le temps du débat qui doit être clairement engagé. Sans vouloir engager le débat sur la justice, certains objectent qu'il serait préférable de ne pas s'en tenir au passé, puisque la justice ne ressuscitera pas les victimes. Or, c'est la justice qui facilitera l'harmonisation de la société haïtienne. Comme l'explique Laennec Hurbon, le « pardon ne s'exprime qu'après avoir identifié le crime comme tel, et surtout ne s'adresse qu'à celui qui reconnait avoir causé du tort. » (Pour une sociologie d'Haïti au XXIème siècle.La démocratie introuvable, Paris :Karthala, 2001,p.114)

En lieu et place de la justice, certains tentent le recours à la « réconciliation nationale »mais au risque de conduire la société haïtienne à une crise profonde et sans doute se livrer à la vengeance à l'aide de des propres moyens.

En ce sens , est prématurée l'idée de tenir la réunion symbolique des acteurs qui rivalisent de haine; derrière cette idée se cache plutôt une stratégie politique: la recherche d'une considération compassionnelle, pour les tyrans ; les spectateurs qui les ont vus ne peuvent pas faire l'économie de l'étincelle émotionnelle qui s'est allumée en eux ; le recours à l'émotion vise à rechercher la pitié et donc la banalisation des actes délictueux ,d'une part ; de l'autre il s'agissait de préparer l'opinion publique aux orientations gouvernementales en matière de justice..

La troisième limite de la coexistence démocratique est le risque de la reproduction du passé .L'union sacrée, provisoire, au service de la politique – le spectacle ne se donne pas les moyens d'en finir avec la reproduction du passé, vaste programme ,quand on sait que sur le plan anthropologique, le primat de la culture constitue l'essence de l'individu., de même ,rien n'empêche les dirigeants de reproduire les comportements et les pratiques délictueuses de leurs prédécesseurs, car ils sont fondamentalement influencés par l'ordre social, pour reprendre l'analyse de Louis Naud Pierre.(Sous la direction de Louis Naud Pierre, Haïti, Les recherches en sciences sociales et les mutations sociopolitiques et économiq ues,L'Harmattan,2007,208p.)

Ainsi, la coexistence démocratique est un acquis supplémentaire dans l'apprentissage haïtien de la démocratie. Si elle est traversée par des logiques partisanes, il faut s'attendre à ce qu'elle connaisse sa crise de puberté qui exercera des effets collatéraux, somme toute contreproductifs et débouche sur une crise majeure menaçant la stabilité politique et la méfiance enracinée dans les institutions.

(1)Le titre est emprunté à Béchir ben Yahmed dans « ce que je crois», de Jeune Afrique No.2558 du 17 au 29 Janvier 2

Le Nouvelliste applaudit les mots grivois de Sweet Micky



Sweet Micky Marthelly

Par Pierre-Philippe Noel

Pendant que le monde entier, à part des gens immoraux, se plaint des mots grivois de Michel "Sweet Micky" Marthelly, Le Nouvelliste, dans son édition du 27 mai 2011, sous la plume de Belmondo Ndengué, minimise ces accrocs à la morale, à la bienséance et à l'éthique, pour les qualifier, comme si de rien n'était, de "déclarations métaphoriques en créole" ou des "petites phrases du président de la République". Donc, les insanités sont, selon Le Nouvelliste, de " l'humour couleur locale" et traduisent "la volonté affichée de faire triompher la justice et de rompre avec les pratiques du passé". Dans la même veine, Sweet Micky est devenu" un grand communicateur". En effet, dans un discours à un Centre d'opérations d'urgence, à Tabarre, le président Sweet Micky Martelly a déclaré sans aucune retenue, sans aucun décorum: « *Se avèk anpil fyète ke mwen antre nan kay sa-a. Yon enstitisyon flanban nèf, byen kale, byen bande* ».

Franchement, au cours de sa carrière, Coupé Cloué, connu pour ses mots dévergondés, n'a jamais franchi ce cap. Voici maintenant qu'un soi-disant président de la République dit des insanités ouvertement. Qui pis est, il est applaudi par Le Nouvelliste, le soi-disant doyen de la presse haitienne. Même à cet âge, ce quotidien n'a pas encore trouvé la raison, se faisant même le défenseur de propos malsains? En fait, cela ne peut étonner personne, car Le Nouvelliste est l'une des rares institutions du pays à n'avoir jamais été inquiétée au cours des 29 ans de la dictature duvaliériste. C'est un journal qui n'a jamais une seule fois dénoncé les mots ordurierss que disaient Sweet Micky dans ses morceaux musicaux depuis le début des années 1990 jusqu'à l'année dernière.

Quand on envoie un article qui dénonce les grivoiseries de Sweet Micky, Le Nouvelliste soutient que ces genres d'article ne rentrent pas dans la philosophie du journal. Donc, les articles qui rentrent dans la philosophie du Nouvelliste sont ceux dans lesquels on applaudit Sweet Micky qui, même devenu président (déjà une honte!), dit des mots vulgaires. Si on traite Micky Marthelly de Ti Simone, Le Nouvelliste ne peut publier un tel article en "raison de son orientation". Donc, pour qu'un article soit bien "orienté", on doit flatter "le 56ème président". Je m'imagine comment Le Nouvelliste serait content de publier ces genres de texte s'il s'agissait de l'ex-président Jean-Bertrand Aristide!

New WikiLeaked Cables Reveal:
How Washington and Big Oil Fought PetroCaribe in Haiti

by Kim Ives

René Préval, who passed Haiti's presidential sash to Joseph Michel Martelly on May 14, was described by U.S. Ambassador to Haiti Janet Sanderson as "*Haiti's indispensable man*" in a Jun. 1, 2009 Embassy cable released by WikiLeaks last December.

Sanderson judged him "*still moderately popular, and likely the only politician capable of imposing his will on Haiti - if so inclined.*" At the same time, "*dealing with Préval is a challenge, occasionally frustrating and sometimes rewarding,*" she continued. "*He is wary of change and suspicious of outsiders, even those who seek his success.*"

Préval's suspicions about "*outsiders*" seeking his "*success*" turned out to be justified. In two rounds of presidential and legislative elections held in November and March, Washington aggressively intervened, pushing out of the presidential run-off Jude Célestin, the candidate of Préval's party Inite (Unity), to replace him with Martelly, a neo-Duvalierist *konpa* singer who vocally supported the 1991 and 2004 coups d'état against former president Jean-Bertrand Aristide.

Now the U.S. has even challenged the legislative races which would have given Inite virtual control of the Parliament, and hence approval of the President-designated Prime Minister, Haiti's most powerful executive post. With U.S. support, challenges were brought against Inite victories in 17 Deputy and two Senate races. The Provisional Electoral Council (CEP) ruled in favor of only 15 challenges, leaving four seats with the original Inite winners. The U.S. is not even letting this mild, partial impertinence go, yanking the U.S. travel visas of six of the CEP's eight members.

How did Haiti's "*indispensable man*" become so dispensable? Why has Washington so brazenly intervened in Haiti's elections to limit the power of Préval's party and oust Inite's presidential candidate from the run-off?

Clues to the answer lie in secret U.S. Embassy cables which the transparency-advocacy group WikiLeaks has provided to *Haïti Liberté*. The cables reveal that the U.S. was primarily irked by Préval's dealings with Cuba and Venezuela, where the former Haitian president was unable "*to resist displaying some show of independence or contrariness in dealing with [Venezuelan president Hugo] Chavez,*" as Sanderson griped in a 2007 cable.

U.S. dismay began when Préval signed – the very day of his inauguration – a deal to join Venezuela's PetroCaribe alliance, under which Haiti would buy oil paying only 60% to Venezuela up front with the remainder payable over 25 years at 1% interest. The leaked U.S. Embassy cables provide a fascinating look at how Washington sought to discourage, scuttle and sabotage the PetroCaribe deal despite its unquestionable benefits, under which the Haitian government " *would save USD 100 million per year from the delayed payments,*" as the Embassy itself recognized in a 2006 cable.

A review of PetroCaribe's genesis and the Embassy's response to it provides a window into understanding why the U.S. has been so forceful in backing the U.S.-centric Martelly team over Préval's two-timing sector.

Venezuelan Trial Balloon Shot Down

Venezuela first offered a PetroCaribe deal to Haiti under the de facto government of Prime Minister Gérard Latortue, whom Washington installed in March 2004 after the Feb. 29 coup against Aristide. "*The government of*



Ambassador Janet Sanderson in Cité Soleil in 2008. She warned that Préval might have "some show of independence or contrariness in dealing with Chavez."

Venezuela planned to send a negotiating team to Haiti (exact time undetermined) to negotiate a deal to sell oil at a preferential rate via PetroCaribe," Embassy Chargé d'affaires Timothy Carney (the Charge) reported in an Oct. 19, 2005 cable. "*Upon returning from a recent trip to Venezuela, Minister of Culture and Communication, Magali Comeau Denis told the Charge she was bringing Venezuelan oil back to Haiti with her.*"

Prior to that trip, Carney "*and Econ Counselor [his economic counselor] had spoken to acting Prime Minister Henri Bazin who said that the Interim Government of Haiti [IGOH] was looking for concessional terms for oil purchases from Mexico and Nigeria --but not Venezuela, he was quick to emphasize,*" Carney continued. "*In a follow-up conversation, Charge reiterated the negatives of such a deal with Venezuela. Bazin listened and understood the message,*" that Washington would be unhappy about any oil deal with Venezuela.

To drive the point home, "*Econ Counselor met with a contact at the Finance Ministry October 13 who confirmed that the IGOH has no plans to participate in any PetroCaribe deal,*" Carney explained. "*He added that our message to Bazin had an impact: Bazin had seen a draft of comments to be made by Haiti's representative to the IMF [International Monetary Fund] that included a vague reference to someday purchasing oil at concessional prices from Venezuela, and Bazin had the sentence deleted, the only change he made on the text.*" This was the kind of ultra-servile response Washington expected from a puppet regime in Haiti.

But Carney understood that Venezuela had not really expected to strike a deal with Latortue's *de facto* government. "*We suspect that the recent efforts by Venezuela here are designed more to get the issue on the agenda, and that Chavez's strongest efforts will come after the elections, when a new Haitian government is inaugurated in February 2006,*" Carney concluded.

In a Nov. 7, 2005 cable, Carney noted that "*the pressure is still on the IGOH to strike a deal with Venezuela*" as "*organizations that have organized demonstrations in the past against high prices in Haiti have publicly called on the IGOH to accept Venezuela's offer to negotiate on a concessional deal.*" However Bazin reassured the Embassy that "*Haiti was far from any agreement with Venezuela*" and "*instead discussions were ongoing with the Government of Mexico to obtain a special deal from them on petroleum imports.*" (Dominican Foreign Minister Morales Troncoso told the DR's U.S. Ambassador and visiting Western Hemisphere Affairs Deputy Assistant Secretary Patrick Duddy that "*President Fox of Mexico was proposing a 'Plan Puebla Panama' to counter Chavez's 'Petrocaribe',*" reported a Jan. 23, 2006 cable from the Santo Domingo Embassy.)

As Préval Comes In, Troubles Emerge

Haiti's presidential election did not take place until Feb. 7, 2006, and it was won by René Préval. Even before his May 14, 2006 inauguration, Préval clearly was anxious to allay Washington's worries that he might lean towards its South American challengers. "*He wants to bury once and for all the suspicion in Haiti that the United States is wary of him,*" Ambassador Sanderson, then newly appointed, reported in a Mar. 26, 2006 cable. "*He is seeking to enhance his status domestically and internationally with partners. Nevertheless, the chance to score political points [with the Haitian people] and generate revenue he can control himself proved too good an opportunity to miss.*"

Embassy cables always flag "*independence*" as this one decried Préval's being able to "*generate revenue he can control himself .*" Sanderson went on to warn that Préval could "*redirect the 40% that would have been spent on fuel to 'special presidential' development projects*" and "*we are wary of the creation of a special presidential fund.... We will encourage Préval to channel the money through existing programs,*" meaning those which the State Department's U.S. Agency for International Development (USAID) had funded and therefore controlled.

In April 2006 cable, we see Sanderson hint at an observation that



Thousands of Haitians turned out to greet Venezuelan President Hugo Chavez when he visited Haiti on Mar. 12, 2007.

a successful visit to the United States." This was so important that *"Préval has declined invitations to visit France, Cuba, and Venezuela in order to visit Washington first,*" Sanderson approvingly noted.

The new Haitian president went to great lengths to dispel the notion that he had any political sympathies for Latin America's socialist regimes. "*Préval has close personal ties to Cuba, having received prostate cancer treatment there, but has stressed to the Embassy that he will manage relations with Cuba and Venezuela solely for the benefit of the Haitian people, and not based on any ideological affinity toward those governments.*"

But in April, shortly after his Washington visit, Préval traveled to Havana; the result confirmed Washington's fears. "*President-elect Préval announced to the press April 18 that Haiti will soon join Venezuelan President Hugo Chavez's energy initiative, PetroCaribe,*" Sanderson reported in an April 19, 2006 cable. "*Préval made the announcement after returning from a five-day trip to Cuba, where he discussed the subject of Petrocaribe with the Venezuelan Ambassador to Cuba.*" But Sanderson made clear that the Embassy – her "Post" – would not give up without a fight.

"*Post will continue to pressure Préval against joining PetroCaribe,*" she wrote. "*Ambassador will see Préval's senior advisor Bob Manuel today. In previous meetings, he has acknowledged our concerns and is aware that a deal with Chavez would cause problems with us.*"

In a cable nine days later, Sanderson recognized that Préval was under "*increasing pressure to produce immediate and tangible changes in Haiti's desperate situation.*" She also noted that "*Préval has privately expressed some disdain toward Chavez with Emboffs [Embassy officials], and delayed accepting Chavez' offer to visit Venezuela until after he had visited Washington and several other key Haitian* she would make almost a year later, that "*Préval and company may be overselling their irritation toward Chavez for our benefit, but Préval has consistently voiced wariness of Chavez in conversations with Emboffs going back to the early stages of the presidential campaign in 2005.*"

On the surface, Préval feigned ignorance of the hemispheric conflict between the U.S. and Venezuela. "*One journalist asked Préval when he returned from Caracas if there would be 'consequences' for Haiti building links with Venezuela, which Washington increasingly sees as a regional threat,*" wrote the weekly *Haïti Progrés* in May 2006. "*'The problems between the United States and Venezuela are problems that those two countries have to resolve themselves,' Préval responded. 'It does not affect Haiti in any way.'*"

This was patently untrue. In a May 15, 2006 cable reviewing the now-inaugurated president, Sanderson noted that "*despite U.S. discomfort with his links to Cuba and Venezuela, Préval seems determined to mine those relationships for what he can obtain.*" This "pragmatism" would become the essence of U.S. dissatisfaction with Préval.

Big Oil Fights PetroCaribe in Haiti

On May 14, 2006, immediately after his inauguration, Préval summoned the press to a room in the Palace where he ostensibly signed the PetroCaribe agreement with Venezuelan Vice President Jose Vincente Rangel ("*Apparently, the signing... at the inauguration on May 14 was ceremonial... and the first shipment was a grant, not a part of the loan agreement,*" Sanderson wrote later in an August cable.)

But it would be almost two years before PetroCaribe oil would begin flowing into Haiti, due to a myriad of political and logistical obstacles.

The first hurdle was that Venezuela needed to give the petroleum to a state-owned oil company, which Haiti doesn't have. So it was proposed that the oil be given to Electricité d'Haïti (EDH), the state-owned power company.

Michel Guerrier, the director of Haiti's only domestic oil distribution company, Dinasa or National (which is owned by Haiti's richest man, Gilbert Bigio), told the Embassy's Economic Officer "*one possibility is that PetroCaribe will sell the oil to Haiti's National Electricity Company ... which will then sell to the four oil companies operating in Haiti: Texaco, Esso (a.k.a. Exxon), National (formally Shell), and [French-owned] Total,*" explains a May 12, 2006 cable. Guerrier also said that PetroCaribe "*is a great deal for the Haitian government*" and "*speculated that the government, in order to retain total control over the supply of the oil market (they already control the price), may put an end to the non-PetroCaribe oil-bearing ship which arrives every three weeks.*"

Sanderson predictably opposed to the idea, calling EDH "*an inefficient and corrupt public entity*" while recognizing that "*filtering oil through EDH could ensure enough fuel to power the electricity plants, without relying on the oil companies as a costly back-up plan.*"

Not surprisingly, all three foreign oil companies also opposed the Haitian government's plan. Sanderson reported in a May 17, 2006 cable that "*Dinasa, which supplies to Haiti's domestic oil company, National, is the only voice in the oil business to endorse Préval's proposal to have EDH control the oil supply. The other international oil companies are increasingly concerned -- both Texaco and Esso will meet with the Ambassador in the near future -- that they will have to buy their oil from the GOH [Government of Haiti].*" On behalf of the oil companies and against the obvious benefits for Haiti, Sanderson said "*we will continue to raise our concerns about the PetroCaribe deal with the highest levels of government...*"

In a June 1 cable, Sanderson reported that "*Haitians have noted... that electricity in Port-au-Prince has improved since Préval's inauguration with 6 to 8 hours a day, usually late at night until morning in residential areas,*" but the Embassy continued to oppose the Venezuelan oil delivery.

In a July 7 cable, she said that Dinasa President Edouard Baussan told her that "*the three international oil companies in Haiti feel uninformed about Haiti's PetroCaribe plan and are wary of how PetroCaribe will affect their operations.*" Baussan did not know that "*separately, the Ambassador met with representatives of ExxonMobil and Texaco [owned by Chevron],*" as Sanderson explained to Washington. "*Both companies were concerned and curious about how Préval planned to implement PetroCaribe.*" Sanderson finished with some wishful thinking: "*PetroCaribe seems stalled indefinitely, and it is possible that Haiti will not move forward with the agreement. The first and so far only ship, which was a minor victory for Venezuela's Caribbean campaign and a tangible sign from Préval to his constituents that he will bring change, may mark both the beginning and the end of PetroCaribe in Haiti.*"

Venezuelan Oil Starts to Flow

However, it was not to be the end, as the Embassy was to quickly learn. Three weeks later, on July 28, Sanderson had to write that "*the PetroCaribe petroleum ... has finally hit the local market. The Haitian Government (GOH) is selling the entire shipment, including the diesel (initially intended*

Continue in page(12)

MANUEL Z
RETOUR E
JUSQU'AU
FIN

Par Maurice Lemoine

« Sí, se pudo ! » (« Oui, on a pu ! ») C'est par cette formidable ovation qu'une foule enthousiaste a, le samedi 28 mai, à Tegucigalpa, accueilli l'avion de la compagnie vénézuélienne Conviasa dans lequel, en provenance de Managua (Nicaragua), rentrait au pays « son » président, Manuel Zelaya, renversé par un coup d'Etat le 28 juin 2009.

Lors de ce retour rendu possible par l'accord signé avec le chef de l'Etat hondurien en exercice, Porfirio Lobo, grâce à la médiation des présidents colombien Juan Manuel Santos et vénézuélien Hugo Chávez, le 22 mai, à Cartagena de las Indias (Colombie), « Mel » comme on l'appelle affectueusement dans son pays, était accompagné par une délégation très représentative de l'importance que l'Amérique latine accorde à l'événement.

Etaient en effet présents à ses côtés : les ministres des affaires étrangères vénézuélien et bolivien Nicolás Maduro et David Choquehuanca ; le représentant de la présidence de la République Dominicaine (où Zelaya a vécu en exil pendant seize mois) Miguel Mejía ; l'ancien président panaméen Martín Torrijos ; l'ex-sénatrice colombienne Piedad Córdoba ; des représentants des partis politiques de gauche récemment réunis à Managua, dans le cadre du Forum de São Paulo ; des membres des Parlements andin et centraméricain ; le prêtre catholique salvadorien Andrés Tamayo, expulsé par le gouvernement du putschiste Roberto Micheletti, pour sa proximité avec les secteurs populaires honduriens. La veille, étaient arrivés le secrétaire général de l'Organisation des Etats américains (OEA) José Miguel Insulza et la ministre des affaires étrangères colombienne María Ángela Holguín.

Sur la place Isis Obed Murillo – rebaptisée du nom d'un jeune homme assassiné à cet endroit par l'armée, une semaine après le coup d'Etat –, face aux drapeaux rouges du Front national de résistance populaire (FNRP) et bleus de la République du Honduras, Zelaya a remercié ses sympathisants pour s'être « maintenus sur le pied de guerre » et avoir « travaillé sans repos pour son retour », avant de rendre hommage « à ceux qui sont tombés dans cette bataille, à ceux qui ont versé leur sang sur cette place », allusion directe à Isis Obed Murillo. « Ce sang n'a pas coulé en vain. » Deux années d'une lutte particulièrement difficile, ont vraisemblablement, à cet instant, re-défilé dans plus d'un esprit enfiévré.

Ce matin du dimanche 28 juin 2009, 15 000 urnes avaient été installées dans les parcs des principales agglomérations honduriennes. Après la collecte de presque 500 000 signatures, dans le cadre de la loi de participation citoyenne, la question qui devait être soumise aux électeurs était la suivante : « *Etes-vous d'accord pour que, lors des élections générales de novembre 2009, soit installée une quatrième urne pour décider de la convocation d'une Assemblée nationale constituante destinée à élaborer une nouvelle Constitution politique ?* » Déjà présent dans le pays, le directeur des opérations électorales de l'Organisation des Etats américains (OEA), Raúl Alconada, avait déclaré : « Espérons que cette participation se déroulera de manière pacifique et que les groupes politiques qui s'y sont opposés sauront faire une lecture appropriée de ce que signifie une participation politique citoyenne. » De puissants intérêts voyant d'un très mauvais œil ces prémisses d'une démocratie plus « participative », son souhait ne sera pas entendu.

Il est cinq heures du matin quand, obéissant aux ordres du général Romeo Vásquez, chef de l'état-major conjoint des forces armées, des militaires pénètrent dans la résidence du président Manuel Zelaya et le maîtrisent brutalement. Deux heures plus tard, après une escale de 45 minutes sur la base militaire américaine de Palmerola (située en territoire hondurien), un avion le déposera, en pyjama, sur une piste de l'aéroport international Juan Santamaría, à San José, au Costa Rica.

Avec l'accord de la quasi-totalité des députés, le président du Congrès, Roberto Micheletti, caudillo grotesque et anachronique aux allures de mafieux italien, membre comme Zelaya du Parti libéral (PL), prête serment pour le remplacer. Tandis qu'est instauré un couvre-feu et que la répression se déchaîne contre les milliers de partisans du chef de l'Etat légitime descendus dans la rue, la « communauté internationale » – OEA, Organisation des Nations unies (ONU), Union européenne, Système d'intégration centraméricain (SICA), Groupe de Rio, Alliance bolivarienne des peuples d'Amérique (ALBA), Union des nations sud-américaines (Unasur) – condamne le golpe [1].

Le 3 juillet, la Cour suprême de justice (CSJ) rejette la demande du secrétaire général de l'OEA, José Miguel Insulza, dépêché en hâte à Tegucigalpa pour obtenir le retour au pouvoir du chef de l'Etat renversé (et non « déchu » comme l'ont rabâché tant de médias !). Le traître Micheletti annonce que Zelaya sera jugé pour… trahison ! s'il rentre au Honduras. Peine perdue… Le 5 juillet, ayant pris place à bord d'un avion vénézuélien, le président légitime tente de se poser sur l'aéroport Toncontín de Tegucigalpa. La veille, dans un message transmis obligatoirement par toutes les chaînes de télévision, le cardinal Óscar Rodríguez a tenté de l'en dissuader : son retour risque de provoquer un bain de sang. Voilà pour le goupillon. Le sabre, lui, dès les premières heures de la matinée, occupe les abords de l'aéroport pour réprimer les manifestations et place des camions militaires en travers des deux pistes pour empêcher l'atterrissage du président. Qui doit renoncer. Provisoirement.

Les pressions exercées pour calmer ses ardeurs ne manquent pas. Le 7 juillet, alors que les Etats-Unis tentent d'obtenir l'accord du « président intérimaire » (!) pour que Zelaya puisse terminer les six mois de gouvernement qui lui restent, « avec des pouvoirs limités et clairement définis » – c'est-à-dire avec les attributions d'une potiche –, la secrétaire d'Etat Hillary Clinton lui recommande de faire tout son possible pour éviter une situation comme celle vécue le dimanche précédent, quand il a survolé le pays. Dix jours plus tard, le porte-parole du Département d'Etat, Robert Wood, revient à la charge : il exprime clairement l'opposition de Washington à une nouvelle tentative de retour, estimant qu'une telle initiative « mettrait en danger les efforts de médiation du président costaricien Oscar Arias ». En effet, consciente de l'influence déterminante des gouvernements progressistes siégeant au sein de l'OEA, Hillary Clinton a habilement manœuvré avec ses alliés pour ôter à cet organisme la gestion du cas hondurien et pour le déposer entre des mains amies.

Alors que les demandes de prudence de la « communauté internationale » – à l'exception des pays membres de l'ALBA – se multiplient, Zelaya surgit à Las Manos, à la frontière honduro-nicaraguayenne, le 24 juillet. L'armée hondurienne a décrété le couvre-feu dans quatre municipaux frontaliers et interdit le passage aux centaines de manifestants venus l'appuyer. Si leur président entre brièvement sur le territoire national, il doit rebrousser chemin pour éviter d'être arrêté.

Le pouvoir croit avoir gagné la partie. Fin août, démarre la campagne électorale qui, le 29 novembre suivant, permettra de faire passer par profits et pertes la rupture de l'ordre constitutionnel. C'est compter sans l'opiniâtreté et le courage de Zelaya. Le 21 septembre,



Zelaya est rentré d'exil, mettant ainsi fin à une crise politique de près de deux ans, quand l'armée du pays le déposa dans un coup d'Etat. Photo: Eduardo Verdugo



Un fier partisan de l'ex-président

86 jours après avoir été expulsé par la force des baïonnettes, celui qui représente la volonté du peuple rentre clandestinement à Tegucigalpa et trouve refuge à l'ambassade du Brésil. Quelque 4 000 de ses partisans qui passent la nuit devant la résidence sont très violemment délogés – deux morts et trente blessés – le lendemain à l'aube.

Pendant les semaines qui suivent, Zelaya et ceux qui l'accompagnent vont subir un véritable calvaire, entourés d'un fort dispositif militaire et policier, privés d'eau, de téléphone, d'électricité, inondés de gaz toxiques, soumis à une torture physique et psychologique par l'émission de sons de haute fréquence et, la nuit, par de puissantes illuminations de projecteurs. Avec l'appui clairement exprimé du président brésilien Luiz Inácio Lula da Silva, qui met en garde Micheletti contre toute intervention dans l'ambassade, les insurgés tiennent bon.

En insufflant de l'énergie à ses partisans, la présence de Zelaya dans son pays oblige le médiateur Óscar Arias à s'activer pour sortir la négociation des manœuvres dilatoires dans lesquelles, à dessein, elle s'embourbait. Le 30 octobre, les représentants du gouvernement légitime et de la dictature s'entendent sur le rétablissement de Zelaya dans ses fonctions avant le 5 novembre, et sur la nomination d'un gouvernement d'unité et de réconciliation. Dans les faits, et tandis que le Congrès retarde le vote permettant le retour du chef d'Etat constitutionnel, Micheletti s'offre un cabinet qu'il dirige lui-même et en écarte tout représentant zelayiste, au mépris de ses engagements. Le 5 novembre, Zelaya met un terme à l'imposture : « A compter de cette date, et quoi qu'il arrive, je n'accepterai aucun accord de retour à la présidence de la République permettant de couvrir ce coup d'Etat. »

En phase avec son leader, le Front national de résistance contre le coup d'Etat (FNRG) annonce, le 9 novembre, que le délai fixé à San José pour le retour du président légitime étant dépassé, il ne reconnaîtra pas les élections générales qui doivent avoir lieu vingt jours plus tard. Multipliant les provocations, le Congrès annonce qu'il se réunira le 2 décembre – soit trois jours après le scrutin ! – pour décider d'un éventuel rétablissement de Zelaya dans ses fonctions. Au jour dit, laissant éclater au grand jour à quel point la négociation de San José a été une farce, les députés la rejettent (111 voix contre, 14 pour). Cela n'empêche pas les Etats-Unis de faire savoir qu'ils reconnaîtront la validité de la consultation à venir.

ELAYA, DE
N RETOUR
U RETOUR
AL !

Le 27 janvier 2010, élu pour le compte du Parti national (PN), et au terme d'un scrutin organisé par un gouvernement illégitime, Porfirio Lobo accède à la présidence, comme si rien ne s'était passé. Dans son uniforme de gala, le général Vásquez défile à son côté. Faisant partie des trois seuls chefs d'Etat qui assistent à l'investiture [2], le président dominicain Leonel Fernández emmène Zelaya dans son avion du retour, en tant qu' « hôte invité » de son pays. Nommé député à vie, Micheletti bénéficie d'une amnistie politique.

Tous les golpistas s'auto-absolvent, se récompensant les uns les autres et s'offrant des postes importants. (le général Vásquez reçoit la direction de l'Entreprise hondurienne de télécommunications Hondutel). Autre acteur majeur du pronunciamento, le général Miguel Angel García Padgett est nommé attaché militaire à l'ambassade hondurienne à Mexico. Egalement complices du coup d'Etat et du régime de facto, les membres de la Cour suprême de justice (CSJ), du Ministère public (MP) et du Tribunal suprême électoral (TSE) sont maintenus à leurs postes, au sein d'un prétendu gouvernement d'unité et de réconciliation nationale.

En revanche, des mandats d'arrêt sont lancés contre Zelaya « pour avoir dépensé de manière illégale 57 millions de lempiras [2 millions d'euros] en frais de publicité » pour la consultation prétendument illicite du 28 juin. S'il rentre, il sera immédiatement arrêté. Cette situation ne semble guère troubler le prix Nobel de la paix Barack Obama : « Les Etats-Unis gèrent l'économie, l'armée, les relations internationales et les combustibles, s'emporte Zelaya, depuis Saint- Domingue. Je ne comprends pas pourquoi ils permettent qu'on élise un président ; il vaudrait mieux qu'ils nomment un gouverneur [3] ! »

Pourtant, la situation ainsi créée ne signifie pas une défaite définitive des forces démocratiques. Pendant tous ces mois, le mouvement populaire s'est renforcé et le FNRG – dont la revendication initiale était le retour inconditionnel du président – se transforme en Front national de résistance populaire (FNRP), avec comme coordinateur « Mel » Zelaya. Au premier objectif, qui demeure intangible, il en ajoute un second : la convocation d'une Assemblée nationale constituante (ANC) pour refonder l'Etat. La très dure répression déclenchée par le pouvoir fera (au minimum) une centaine de morts, mais, jamais, ne parviendra à affaiblir la détermination du mouvement.

Confronté à la montée en puissance de cette Résistance – qui, lors de son Assemblée des 26 et 27 février 2011, a annoncé l'auto-convocation d'une ANC -, exclu de l'OEA, non reconnu par l'Argentine, la Bolivie, le Brésil, l'Equateur, le Nicaragua, le Paraguay et le Venezuela, en proie à une grave crise économique (car ne bénéficiant plus du pétrole bon marché de Caracas !), le gouvernement hondurien doit impérativement desserrer l'étau en « normalisant » la situation.

La demande la plus pressante (la seule, en réalité) de la « communauté internationale » est le retour de Zelaya. Mettant en fureur ses secteurs les plus droitiers, Lobo a commencé à préparer le terrain en promulguant le décret 005-2011 (14 février 2011) par lequel il autorise la procureure générale Ethel Deras Enamorado à « s'abstenir de présenter des recours légaux ou d'autres actions judiciaires dans les procès en matière pénale actuellement en cours contre le citoyen José Manuel Zelaya Rosales ». Ensuite, il exercera une pression non dissimulée sur la Cour suprême de justice pour qu'elle annule les « procès pour corruption » (inventés de toutes pièces !) intentés contre Zelaya – ce qui sera fait le 3 mai. La veille, José Miguel Insulza avait anticipé cette issue en rappelant que l'annulation des deux jugements « pourrait permettre le retour du Honduras au sein de l'OEA ».

Trois semaines auparavant, le 9 avril, et chacun poursuivant des objectifs à la fois communs et divergents, les présidents colombien (allié inconditionnel de Washington) et vénézuélien (chef de file de l'anti-impérialisme dans la région) avaient créé une forte surprise en faisant connaître leur rôle conjoint de médiateurs (approuvé par Zelaya), lors d'une rencontre au cours de laquelle les deux ennemis jurés Lobo et Chávez s'étaient serrés la main.



Manuel Zelaya avant de prendre l'avion pour son pays, de gauche à droite : Miguel Mejia le représentant de la République dominicaine, l'épouse de Zelaya, Xiomara Castro, l'ex-président Zelaya, le président nicaraguayen Daniel Ortega et sa femme Rosario Murillo, le ministre vénézuélien des Affaires étrangères Nicolas Maduro, la sénatrice Piedad Cordoba de la Colombie et l'ancien président Martin Torrijos du Panama



A partisan abrite une statue de Manuel Zelaya, attendant son arrivée à Tegucigalpa, le samedi 28 mai 2011.





L'une des principales revendications du Front est satisfaite : il retrouve avec enthousiasme le dirigeant qui fédère son hétérogénéité – et se définit désormais comme un « libéral pro-socialiste »



L'ancien président Manuel Zelaya et ses vagues de supporters lors d'un rassemblement d'accueil à Tegucigalpa, au Honduras, le samedi 28 mai 2011



Un vendeur de T-shirts avec des images de l'ancien président hondurien, Manuel Zelaya



De gauche à droite l'actuel président hondurien Lobo, celui de la Colombie, Santos et Zelaya, après la signature entre Lobo et Zelaya de l'Accord dit de Cartagena

C'est cette démarche, appuyée au Honduras par le FNRP et, entre autres, à l'extérieur, par la résolution finale du XVIIe Forum de São Paulo, qui, le 22 mai, a abouti à la signature entre Lobo et Zelaya de l'Accord dit de Cartagena : Accord pour la réconciliation nationale et la consolidation du système démocratique dans la République du Honduras. Puis, le 28, au retour de Zelaya.

L'une des principales revendications du Front est satisfaite : il retrouve avec enthousiasme le dirigeant qui fédère son hétérogénéité – et se définit désormais comme un « libéral pro-socialiste ». Il s'agit d'une incontestable victoire. Pour s'en convaincre, il suffit d'observer les réactions de l'oligarchie traditionnelle et de l'ex-putschiste Micheletti, pas loin d'accuser Lobo de « trahison de la patrie ». Toutefois, la présence de « Mel » sur le territoire national n'est qu'un des quatre points sur lequel porte l'Accord de Cartagena : 1) le retour des exilés, dont l'ancien chef de l'Etat, avec garantie de leur sécurité ; 2) la reconnaissance du FNRP en tant que parti politique ; 3) la mise en place d'une Assemblée nationale constituante « participative et démocratique » ; 4) le démantèlement des structures golpistas et le châtiment des responsables.

Si les deux premiers points sont acquis, le président du Congrès, Juan Orlando Hernández, s'étant engagé à faire reconnaître le FNRP par décret [4], de forts doutes demeurent sur (point 3) les conditions dans lesquelles le pouvoir acceptera l'organisation de la Constituante et (point 4) sur une réorganisation « démocratique » des structures de l'Etat et la fin d'une répression qui se poursuit.

Dans ces conditions, on ne s'étonnera guère que les principaux dirigeants du Front (Berta Cáceres, Carlos Reyes, Juan Barahona, etc.), de très nombreuses organisations de base et militants, mais aussi le président équatorien Rafael Correa, estiment prématuré un retour du Honduras au sein de l'OEA (une Assemblée générale extraordinaire de cette dernière étant convoquée à Washington, le 1er juin, pour évoquer cette possibilité). La précipitation n'est pas de mise et rien n'empêche de tester la sincérité du gouvernement Lobo. Après tout, c'est bien la raison pour laquelle, à Cartagena, a été créée une Commission de vérification composée de la Colombie et, surtout, compte tenu de la confiance que les mouvements sociaux honduriens mettent en elle, de la République bolivarienne du Venezuela.

Notes

[1] Coup d'Etat.

[2] Les deux autres sont le Panamá et Taïwan.

[3] Canal 13 de la télévision dominicaine, 21 février 2011.

[4] Le FNRP ne reconnaît pas l'autorité du Tribunal suprême électoral « putschiste », théoriquement habilité à gérer cette reconnaissance des partis.

Mémoire des luttes 30 mai 2011

Continue from page (9)

as a donation to the national electricity company) and the gasoline, at the same price as petroleum from a July 14 [oil] industry ship. (Note: The industry shipment arrives about every two to three weeks. Due to regular arrivals, petroleum companies have not experienced fuel shortages in several months. End note.) So far Dinasa, Haiti's domestic petroleum company, and Total, the French petroleum company with which the GOH has close relations, have expressed an interest in purchasing the PetroCaribe petroleum from the GOH. The two U.S. companies, Esso (ExxonMobil) and Texaco (Chevron), have received the proposal but have not responded."

Three days later, Sanderson added an SBU: Sensitive but Unclassified Information. "*The GOH continues to misconstrue the actual benefits of the PetroCaribe deal,*" she condescendingly complained. "*Ambassador has personally addressed the issue of PetroCaribe with GOH officials at the highest level explaining the pitfalls of the agreement... they do not have a state-owned oil company; they lack adequate port and storage facilities, necessitating use of private storage; and poorly-maintained roads and theft make transportation from the port to the final destination point difficult. Post has also reminded GOH officials that the transportation of PetroCaribe petroleum is not insured by Venezuela, and is often transported in ships which do not meet international standards.*" But, with her usual desire to highlight Préval's amenability, she concluded that "*finally, the GOH has stated that the international oil companies operating in Haiti are vital to the economy and does not want to risk pushing them out of the local market.*"

One month later, on August 25, 2006, Embassy Chargé d'Affaires Thomas C. Tighe wrote a cable that the Haitian Parliament was studying and likely to ratify the PetroCaribe agreement "*because of the seemingly huge benefit to Haiti*" and "*PetroCaribe provides easy access to extra cash.*" In the same cable, he provides an SBU that "*Public Works Minister Frantz Verella confirmed the arrival of a Venezuelan shipment of 10,000 barrels of asphalt. The GOH is having the same problems with the asphalt that they had with first shipment of petroleum: they are not sure how to transport the asphalt to its final destination and have no place for its storage.*" Haiti, which has some of the world's worst roads, ended up selling the asphalt to the Dominican Republic, according to a May 24, 2007 cable.

PetroCaribe Ratified Unanimously

In an August 30, 2006 cable, Tighe reported that "*Parliament ratified the PetroCaribe agreement during a session of the national assembly [Aug. 29], which included 19 of 27 senators and 47 of 88 deputies. 53 voted in favor and 13 abstained; no parliamentarians voted against ratification.*"

He also noted that "*because Haiti has a relatively low petroleum demand -- around 11,000 barrels per day -- and PetroCaribe has offered to supply up to 6000 barrels per day, the agreement could have a considerable effect on the petroleum industry in Haiti.*"

After ratification, "*the international oil companies were shocked*" when "*President René Préval and finance minister Daniel Dorsainvil informed the four oil companies operating in Haiti of intentions to meet 100% of Haiti's petroleum demand through its PetroCaribe agreement,*" we learn in an Oct. 4, 2006 cable. "*They thought they would still have the right to import their own oil, with PetroCaribe supplying only part of Haiti's petroleum demand,*" Sanderson explained, and only Dinasa "*was not surprised.*"

Christian Porter, ExxonMobil's country manager, "*speaking for both ExxonMobil and Chevron, stressed that they would not be willing to do this because they would lose their off-shore margins and because of Petrocaribe's unreliable reputation*" for timely deliveries, Sanderson wrote. She concluded that it was a "*dubious proposal that neither the U.S. oil companies in Haiti -- responsible for about 45 percent of Haiti's petroleum imports -- nor Venezuela, for that matter, is likely to agree to.*"

She was wrong about Venezuela, but right about the oil companies. An October 13 cable explains that ExxonMobil and Texaco/Chevron were "*shocked* " but hadn't "*informed the government of their concerns,*" to which Sanderson "*encouraged the two companies to do so.*"

Sanderson reiterated that despite her "*numerous attempts to discuss (and discourage)*

GOH intentions to move forward with the Petrocaribe agreement, the GOH insists the agreement, implemented in full, will result in a net gain for Haiti."

The U.S. Ambassador also detailed how the oil companies, with her encouragement, were sabotaging the agreement: "*Following Préval's September 27 meeting with all four oil companies... the oil industry association (Association des Professionals du Pétrole -- APP) received an invitation to meet with representatives of the Venezuelan oil company who were in Haiti. All four companies refused to attend. Also, the companies received letters separately requesting information on importation and distribution from the GOH on October 9. So far, no one has responded.*"

The oil companies also complained "*that a Cuban transport company, Transalba, will ship the petroleum from Venezuela to Haiti, and that as U.S. companies, they would not be allowed to work directly with the Cuban vessel.*"

Sanderson concluded the long October 13 cable by reminding that she had stressed "*the larger negative message that [the PetroCaribe deal] would send to the international community [i.e. Washington and its allies] at a time when the GOH is trying to increase foreign investment*" lamenting that "*President Préval and his inner circle are seduced by [PetroCaribe's] payment plan.*"

The Oil Companies and U.S. Embassy Dig In

With ratification and a state enterprise to receive the oil, Préval thought he now had everything in place to get PetroCaribe implemented in early 2007. But the oil companies still had ways to undermine the deal.

Préval appointed Michael Lecorps to head the government's Monetization Office for Aid and Development Programs (formally known as the PL-480 office), which would handle PetroCaribe matters rather than EDH. Lecorps told the oil companies that they would have to purchase PetroCaribe oil from the Haitian government, but the U.S. companies said no. Quickly, there was a stand-off.

Lecorps, "*apparently infuriated by Chevron's lack of cooperation with the GoH, stressed that Petrocaribe is no longer negotiable,*" Tighe reports in a Jan. 18, 2007 cable. He also learned that "*ExxonMobil has made it clear that it will not cooperate with the current GoH proposal either.*"

"*Chevron country manager Patryck Peru Dumesnil confirmed his company's anti-Petrocaribe position and said that ExxonMobil, the only other U.S. oil company operating in Haiti, has told the GoH that it will not import Petrocaribe products.*" Lecorps told the Embassy Political Officer that Chevron "*refused to move forward with the discussions because 'their representatives would rather import their own petroleum products.'*" Tighe continued that "*Lecorps was enraged that 'an oil company which controls only 30% of Haiti's petroleum products' would have the audacity to try and elude an agreement that would benefit the Haitian population. Ultimately Lecorps defended his position with the argument that the companies should want what is best for their local consumer, and be willing to make concessions to the GoH to this end. Lecorps stressed that the GoH would not be held hostage to 'capitalist attitudes' toward Petrocaribe and that if the GoH could not find a compromise with certain oil companies, the companies may have to leave Haiti.*" Needless to say, the Embassy took a dim view of Lecorps' attitude.

Tighe reported that "*according to Dumesnil, ExxonMobil and Chevron have told the GoH that neither company can work within the GoH's proposed framework to import 100% of petroleum products via Petrocaribe*" and that "*together, ExxonMobil and Chevron supply 49% of all oil products in Haiti.*" He explained that "*the U.S. companies stand together in opposition to the current proposal*" while the French concern "*Total is discussing the agreement but has not promised cooperation; and the only local company, Dinasa, has pledged cooperation.*"

Tighe noted that Lecorps and other Haitian officials "*focused primarily on the cost benefits (estimated to be USD 100 million per year) to the GoH, which would be used for social projects like schools and hospitals*" and that in discussing the U.S. oil companies' intransigence, "*Lecorps' self-control wavered.*"

Enter Hugo Chavez

In a Feb. 7, 2007 cable, Ambassador Sanderson reports that the Embassy learned from the Haitian media on Feb. 2 "*that Venezuelan President Hugo Chavez planned to visit Haiti as early as the following week.*" She recalled that in March, 2006, prior to his inauguration, "*President Préval told visiting [Western Hemisphere Affairs Assistant Secretary of State] WHA A/S Shannon that Chavez was pushing a visit to commemorate the bicentennial of Venezuelan flag day from March 12 in Jacmel*" but that "*Préval told A/S Shannon he would do his best to avoid Chavez, and the visit did not occur. Since Préval's inauguration, however, Haitian-Venezuelan relations have warmed considerably... Haitian officials report that Chavez continues to aggressively court Haiti.*"

Indeed, Hugo Chavez arrived in Haiti on Mar. 12, 2007 to an unorganized, spontaneous hero's welcome by tens of thousands of Haitians, who jogged alongside his motorcade to the Palace from the airport. And the Venezuelan president came bearing many gifts.

First, Chavez pledged a $20 million grant, which he had announced in Venezuela a week earlier. "*Reportedly, the money will serve as humanitarian reserve fund for Haiti in order to back social, infrastructure and power-supply programs,*" Sanderson noted in a Mar. 13 cable.

Next, Venezuelan Vice Minister of Foreign Affairs Rodolfo Sanz had in January "*announced a Venezuelan donation of five garbage trucks and one tanker as part of 'operation pure air for Haiti,' which he attributed to Chavez' earlier remarks to GoH officials that Venezuela owed a 'historic debt to Haiti,'*"Sanderson had noted in a February cable. Chavez "*re-announced his donations of garbage trucks to Haiti,*" Sanderson's Mar. 13 cable reported.

Thirdly, "*the Venezuela president said he would augment the amount of fuel Haiti will receive through Petro-Caribe from 5,000 barrels [in reality, 6,000] a day to 14,000 barrels,*" Sanderson continued, surpassing Haiti's daily fuel consumption of 11,000 barrels.

Finally, the icing on the cake: "*Venezuela pledged funds for improvement to provincial*

Haitian airports and airport runways (also previously announced) and experts on economic planning to help identify development priorities. Other pledges include Cuban commitment to bring medical coverage to all Haitian communes, Cuban and Venezuelan electrical experts to improve energy generation, and a trilateral cooperation bureau in Port-au-Prince," Sanderson wrote.

Somehow, Sanderson had to give all this good news a negative spin. She did so with her SBU "Comment" at the cable's end: "*[Former long-time USAID employee and now presidential economic counselor] Gabriel Verret, one of Préval's closest advisors, told the Ambassador that the trip could have been worse. The GoH stopped a rally that was supposed to take place in favor of Chavez and tried to limit Chavez' speaking time at the press conference. While waiting at the airport, Verret had let the Ambassador know that he (and presumably the President) were frustrated with Chavez' late arrival. Overall, disorganization and last-minute planning were evident, and even the pledges of aid and assistance are either old news or vague. GoH officials have complained to post privately in the past that Venezuelan aid can be a burden [on] the GoH...*"

But Sanderson's real vitriol would come in her next cable on Mar. 16. She was beginning to suspect (and imply) that the Haitians were feeding her Embassy negative reports about Chavez disingenuously, but she wanted Washington to be the final judge. "*To hear President Rene Préval tell it, Venezuelan President Hugo Chavez' visit to Haiti on March 12 was a logistical nightmare and an annoyance to the GoH,*" Sanderson begins the "Summary" of that cable. "*Préval told Ambassador and others that he is skeptical of Chavez's promises, especially on delivery of gasoline through the Petrocaribe agreement. Secretary General of the Presidency Fritz Longchamps told Polcouns that the GoH viewed the Chavez visit as the price to pay for whatever assistance Venezuela provides to Haiti.*"

Sanderson highlighted the Haitian government's negative feedback. "*Préval told Ambassador the evening of March 13 that Chavez was a difficult guest*" and "*did not have a GoH invitation but insisted on coming to mark Venezuelan flag day.*" Préval then did his best to smooth Sanderson's ruffled feathers. "*Responding to Ambassador's observation that giving Chavez a platform to spout anti-American slogans here was hard to explain given our close relationship and support of Haiti and of Préval's government in particular, Préval stressed that he had worked hard to stop much of Chavez' proposed grandstanding,*" Sanderson wrote. "*He vetoed a Chavez-led procession/demonstration from the airport to the Venezuelan Embassy (substituting a wreath laying at Port-au-Prince's monument to Bolivar) and limited the length of the press conference. Chavez, for his part, insisted that the press conference proceed as scheduled, thus cutting into bilateral meeting time. Préval added that he, Préval, is 'just an independent petit bourgeoisie' and doesn't go for the grand gestures that Chavez favors. Haiti needs aid from all its friends, Préval added, and he is sure that the US understands his difficult position.*"

Préval then addressed the massive show of support Chavez received. "*He refused to get out of the car when Chavez insisted on greeting his demonstrators in the street on his way in from the airport,*" Sanderson relayed. "*Préval and others in the government believe that the Venezuelan Charge d'Affaires orchestrated and paid for the demonstrations by Fanmi Lavalas militants at the airport, the Venezuelan Embassy, and the Palace, which numbered roughly 1,000 and also called for the return of former President Aristide.*" (This absurd account, whether concocted for Washington's benefit or not, is scoffed at by several popular organization leaders who joined with thousands in the rapidly organized and largely spontaneous unpaid outpouring that day, similar to the human flood which greeted Aristide's return to Haiti on Mar. 18, 2011.)

But despite the complaints of Haitian officials, Sanderson speculates that "*Préval and company may be overselling their irritation toward Chavez for our benefit... It is clear that the visit has left a bad taste in our interlocutors' mouths and they are now into damage control.*"

So Sanderson felt compelled to read the Haitians the riot act. "*The Ambassador and Polcouns have voiced concern to senior officials that Chavez had used his visit as a platform for an attack on Haiti's closest and steadiest bilateral ally, most recently with [Prime Minister Jacques Edouard] Alexis yesterday,*" she wrote, ending characteristically on a rationalizing note: "*At no time has Préval given any indication that he is interested in associating Haiti with Chavez's broader 'revolutionary agenda'*" but "*it is neither in his character -- nor in his calculation -- to repudiate Chavez, even as the Venezuelan abuses his hospitality at home.*"

Préval Continues to Play "Oblivious"...

Despite his hand-wringing and Sanderson's scoldings, Préval kept pissing off the Americans. On April 26, 2007, Longchamps told the Embassy's Political Counselor that "*Préval will attend the ALBA [Bolivarian Alternative for the Americas] summit in Venezuela as a 'special observer' for the express purpose of finalizing a tri-lateral assistance agreement between Haiti, Venezuela, and Cuba, whereby Venezuela will finance the presence of Cuban doctors and other technicians in rural Haiti,*" wrote Sanderson in a cable the same day. "*Longchamps expressed surprise that the USG [U.S. Government] would take issue with Préval's attendance at this meeting.*" Longchamps reminded the Polcouns "*how President Préval had curtailed Chavez' activities during the visit and how uncomfortable Chavez' behavior had made everyone during his stay.*" Unimpressed, "*Polcouns replied that though that may have been the case, for the USG, the net result was that President Préval gave Chavez another platform from which to attack the United States and then saw him off from the airport,*" and that Washington "*did not understand why he continued to participate in fora where Chavez vilified Haiti's most important and reliable bi-lateral partner. USG officials would ask President Préval this question during his upcoming trip to Washington in May.*"

Sanderson said the meeting was "*specifically to raise our displeasure with Préval's Venezuela trip*" and that "*Longchamps' reaction probably reflects Préval's own obliviousness to the impact and consequences his accommodation of Chavez has on relations with us.*" Longchamps "*betrayed a common trait among Haitian officials in misjudging the relative importance that U.S. policy makers attach to Haiti versus Venezuela and Chavez' regional impact.*" Sanderson suggested the U.S. "*convey our discontent with Préval's actions at the highest possible level when he next visits Washington.*"

Continue in page(13)

Continue from page (12)
...While Getting More Aid from Venezuela

Préval returned from Caracas with "*Chavez' promises to provide a combined total of 160 megawatts of electricity*" to Haiti, after "*parading with Chavez' rogues gallery of ALBA leaders,*" Sanderson fumes in a May 4, 2007 cable.

She outlined the essence of the Venezuelan/Cuban aid package: "*The Cubans will replace two million light bulbs throughout Port-au-Prince with low-energy bulbs. The initiative will cost USD four million, but save the country 60 megawatts of electricity, which costs the country USD 70 million annually. Venezuela promised to repair the power plant in Carrefour, generating an additional 40 megawatts of electricity. Additionally, Venezuela will by December of this year build new power plants across the country to add 30 megawatts to Port-au-Prince's electrical grid and 15 additional megawatts each for Gonaïves and Cap-Haitian, all of which will use heavy Venezuelan fuel oil, a more efficient and less-expensive alternative to diesel.*" Venezuela did carry through on all these "*extravagant promises and commitments,*" as Sanderson called them. Chavez also "*promised to build a petrochemical complex, a natural gas plant, and an oil refinery to refine the crude sent from Venezuela.*" Those are still under construction but almost finished.

In May 4, Sanderson sent a second cable explaining that Lecorps "*gave the four oil companies operating in Haiti until July 1 to sign the GoH contract on Petrocaribe,*" hoping that they "*will sign the agreement voluntarily, instead of passing legislation obliging oil companies operating in Haiti to participate in the Petrocaribe agreement.*" After talking to ExxonMobil Caribbean Sales Manager Bill Eisner, the Embassy reported that Eisner "*was shocked when he realized that Lecorps expected the oil industry to coordinate the PetroCaribe deal on behalf of the GoH*" which would "*make the oil industry prisoner to two incompetent governments,*" Haiti and Venezuela, in Sanderson's words.

Meanwhile, Préval continued trying to bluff Sanderson that things were not so rosy with the Venezuelans, this time sending Senate President Joseph Lambert to deliver the spin. Lambert "*described a 'very tense' atmosphere behind the scenes of the ALBA summit between President Préval and President Chavez in a meeting with Embassy staff on May 4,*" Sanderson's Public Affairs Officer James Ellickson-Brown reported in a May 7 cable. "*According to Lambert, Préval refused to join ALBA and told Chavez that if ALBA membership were a condition for Venezuelan aid, he would leave the summit,*" he wrote. "*Lambert added that Préval and Chavez also clashed over drug-trafficking, diplomatic representation, what to wear to the summit's closing ceremony (Chavez wanted everyone in red), and the terms of the energy agreement Chavez offered Haiti.*" Lambert said that "*Préval would never do anything to compromise relations with his 'friends to the North'*" and that Chavez "*complained that for all the he gives to Haiti, the Haitians give nothing in return.*" Lambert trumpeted that "*Préval's resistance to signing the ALBA accords so upset Chavez that the Cubans tried to get Préval to play along,*" but "*Préval stood firm, in the end agreeing only to a 'very general' cooperation agreement.*"

The Americans clearly felt Lambert's report was a little fishy, prompting the Political Counselor to ask "*why Préval had not shared some of this with the Ambassador during their meeting,*"Ellickson-Brown wrote. "*Lambert replied that Préval would be uncomfortable revealing details regarding such a sensitive subject.*"

Despite the Embassy's misgivings, Sanderson chose to take Lambert at his word when reporting to Washington on May 24, just prior to Préval's trip there to meet President Bush. She said that Préval "*appears to be losing patience: Lambert told Emboffs [Embassy officers] that Préval took an anti-ALBA stance during private meetings with Chavez at the ALBA summit in April, telling Chavez he can keep his aid if ALBA membership is a condition.*" She judged that Préval was coming to the realization that "*seeing is believing when it comes to promises from Venezuela, and Chavez' words are empty until he arrives with cash in hand.*"

Perhaps this generous appraisal explains why Bush administration officials were so nice to their wayward ally when Préval visited Washington a few days later. "*Préval was very pleased with the reception he received from President Bush, Secretary Rice, other USG officials and members of Congress,*" Sanderson reported in a May 29 cable, and he "*was neither surprised nor taken aback by President Bush's concerns regarding Haitian-Venezuelan relations.*" Nonetheless, "*Préval's visit appears to have underlined for the delegation the importance of the Haiti-U.S. partnership and their need to cultivate Washington decision-makers,*" Sanderson reported, while expressing "*hope that President Bush's clear message on Venezuela sank in, but only time will tell.*"

"Stonewalling" of PetroCaribe Continues

Two weeks after Préval's return, a transport strike on June 12 and 13, 2007 "*gripped Haiti's major cities and underscored a mounting crisis over fuel prices, which rose nearly 20% in just two weeks,*" the IPS reported. Many in Haiti believed that Haiti's joining PetroCaribe "*would alleviate high gasoline costs,*" and word was leaking out that "*the two large US oil companies that export to Haiti are said to have stonewalled negotiations*" for PetroCaribe's implementation. The July 1 deadline for PetroCaribe compliance was fast approaching.

"*Negotiations between the GOH and fuel vendors operating in Haiti to implement the PetroCaribe agreement with Venezuela remain stalled,*" Ambassador Sanderson begins a Jul. 20 cable. Oil company "*representatives seem to accept that the government may eventually force them to accept PetroCaribe terms, but in the near term, they appear to hold most of the negotiating cards*" because "*in light of Haiti's weak infrastructure and precarious distribution system, the departure of any of the four companies from the market could severely disrupt the supply of gasoline throughout the country.*"

The stand-off over PetroCaribe would continue throughout the rest of 2007 with Chevron the most resistant to working within the PetroCaribe framework. But Haiti needed Chevron to ship the oil from Venezuela.

"*It was ridiculous because they had been buying and shipping petroleum products from Venezuela for 25 years,*" said Michael Lecorps when asked by *Haïti Liberté* last week why Chevron put up such a fight. "*And you know, Chevron is an American company, so maybe there were some politics behind that too, maybe because of Venezuela and Chavez. But they never said anything about that.*"

Indeed, the cables suggest that Lecorps' suspicions that Chevron had a political beef are correct. After returning to Haiti on Dec. 22, 2007 from a PetroCaribe summit, Préval announced the negotiations with Chevron were nearing a close. "*We're going to sign with Chevron and then we're going to start ordering oil,*" he said at the airport, reported the AP, adding that Venezuelan technicians would visit Haiti to consult on the project. But "*Chevron management in the U.S. does not want to make a lot of 'noise' about the agreement because they do not want to appear to support PetroCaribe,*" Sanderson explained in a Feb. 15, 2008 cable. The AP also reported that "*Chevron officials at the company's San Ramon, California, headquarters did not respond to requests for comment.*"

Sanderson explained that the deal was sealed when "*Chevron finally obtained its desired terms from the GOH*" whereby the Venezuelan state-owned oil company Petroleum of Venezuela, Inc. or PDVSA "*will sell to the GoH, which will then sell to private oil traders, who finally will sell to the oil companies in Haiti for distribution... Chevron also agreed to ship the refined petrol on one of its tankers. The GoH expects to receive a PetroCaribe shipment in late February or early March.*"

And PetroCaribe shipments, covering all of Haiti's fuel needs, did begin on March 8, 2008, marking a victory for Venezuela and Haiti in surmounting the roadblocks thrown up by the U.S. Embassy and oil companies.

Préval strictly paid his oil bills, despite having to borrow money from the PetroCaribe fund following the disastrous events of September 2008, when four tropical storms slammed Haiti in as many weeks. "*The Sixth PetroCaribe Summit in St. Kitts on June 12 [2009] congratulated Haiti as the 'best payer' out of [PetroCaribe's] 13 countries, having paid approximately USD 220 million to Venezuela,*" reported Tighe in a June 19, 2009 cable. "*As of April 30, Haiti's PetroCaribe account (after Haiti's withdrawal of USD 197 million for its emergency response to the 2008 hurricanes), had a balance of USD 58.5 million. On May 27, the Government of Haiti (GOH) announced that its total fuel imports under PetroCaribe, since the first shipment was received in March 2008, amounts to approximately USD 489 million. Haiti's long-term debt, payable over 17 to 25 years, amounts to approximately USD 240 million.*"

Tighe also reported that Chavez renewed his pledge, made at the July 2008 PetroCaribe Summit, to construct an oil refinery in Haiti. "*Lecorps put its capacity at 20,000 bpd [barrels per day] and the cost at USD 400 million,*" Tighe wrote. He also noted that although Haiti was not an ALBA member, "*a tripartite (Haiti-Venezuela-Cuba) energy cooperation agreement is waiting to be ratified by Parliament*" whose "*purpose is to decide how 10% of funds from Haiti's PetroCaribe revenue would be spent on social programs in Haiti.*"

Tighe continued: "*Lecorps stated that PetroCaribe '...is very good for the country.' He noted that Venezuelan-financed electricity generating plants are operating in Port-au-Prince [30 megawatts], Gonaïves and Cap Haïtien [15 megawatts each] and have led to longer hours of power in those areas. Haiti receives shipments of PetroCaribe fuel every two weeks... Lecorps asserted that Haiti is satisfied with the PetroCaribe agreement and that it should not be 'politicized.'*"

But politicized it was, and Tighe sounded the alarm, concluding: "*In addition to three power plants already in operation and promises to modernize the airport in Cap Haïtien, Venezuela's oil refinery project... would expand Venezuelan and Cuban influence in Haiti.*"

Aftermath of a Struggle

Haiti's Parliament did ratify the Tripartite agreement between Haiti, Venezuela and Cuba in late 2009, and in October 2009, Dinasa acquired Chevron's assets and operations in Haiti, which included 58 service centers, the country's largest gas station network. Shell Oil tankers now transport the PDVSA oil from Venezuela to Haiti, Lecorps told *Haïti Liberté.*

Under the current PetroCaribe terms, Haiti pays up front 40% to 70% of the value of the petroleum products it imports from Venezuela – asphalt, 91 and 95 octane gas, heavy fuel oil (mazout), diesel and kerosene – with the remaining 60% to 30% paid over 25 years, with a two year grace period, at an annual interest rate of 1%.

The U.S. Embassy's campaign against the South-South cooperation represented by PetroCaribe – which provides such obvious benefits for Haiti – reveal the ugly nature and true intentions of *"Haiti's most important and reliable bi-lateral partner,"* as Sanderson calls the U.S.

Préval and his officials employed a preferred form of Haitian resistance, which dates back to slavery, known as "*marronage,*" where one pretends to go along with something but then does the opposite surreptitiously. The U.S. got wise to this tactic and began to doubt Préval's reliability. This is why Washington moved so forcefully to see that Martelly and his crew of pro-American Haitian businessmen were put in power.

So now we may see a marked shift in Haiti's political direction. Instead of Préval, who tried to walk the battle-line between Washington and the ALBA alliance, we find a pro-coup, long-time Miami resident in power who makes no secret of his antipathy towards Haiti's "*stinking*" masses, as he described them in a YouTube video.

"*We have been on the wrong road for the past 25 years,*" Martelly recently declared, placing Haiti's wrong turn, in his opinion, at about the time of the U.S.-backed Duvalier dictatorship's fall and the emergence of the democratic nationalist movement that became know as the Lavalas. Martelly had a pre-inauguration meeting not with Venezuela's Foreign Minister, but with that of Colombia, whose development plan he has said he will emulate.

His reception by Secretary of State Hillary Clinton, after his highly controversial and fraud-marred election, was exceedingly warm.

All of this augurs woe for Cuban and Venezuelan projects in Haiti, and possibly for the PetroCaribe agreement, despite its tremendous and evident contribution to the Haitian people's welfare.

Suite de la page (7) La Présidence et la Primature...

Cinéma gratuit pour les curieux dans l'incurie collective. Cauchemar en rose. Film d'épouvante et de catastrophes en slow motion. L'horreur est sortie de l'écran pour s'installer confortablement dans le quotidien. Ailleurs, la fin du Monde prévue pour le 21 mai, a été renvoyée à une date ultérieure. Ici, c'est déjà l'enfer. Appel local à Lucifer.

En moins de deux semaines, Micky Martelly a bien affiché les signalements cliniques de la mégalomanie. A défaut de pouvoir être, il est en mal de paraître à tout bout de champ. Il est tout et partout à la fois. Inaugurations quotidiennes taillées sur mesure. Aucun ruban n'échappe aux ciseaux du nouveau bozo national. Chef suprême, journaliste, polémiste, baladeur, balayeur de rues, amuseur public, ministre de l'éducation, de la défense, de la santé, etc. En tant que rédacteur en « chef », Micky a donné toute la mesure de son talent. Des discours officiels discordants, décousus, emmaillés de fautes dans les deux langues officielles. Par charité chrétienne, les journaux en Haïti devraient corriger les allocutions et les divagations de Micky Martelly avant de les publier. Il y va de l'image du pays tout entier.

M. Daniel Rouzier doit se présenter bientôt devant la Chambre en vue de déballer ce qu'il a dans son macoute. Le concubinage entre le créole et le français donne parfois des contresens tout à fait indépendants de ma volonté. Toutefois, les pratiques macoutiques ont commencé avant même la validation des pouvoirs de Daniel Rouzier. A Delmas, déguerpissement matinal et musclé des victimes du séisme refugiés sous les tentes. Ceux qui candidement ont voté Micky Martelly commencent déjà à ressentir les contrecoups. A travers le Maire de Delmas, l'ancien putschiste est déjà engagé dans les coups fourrés contre la population. Evidemment, il a cherché à se dédouaner sans toutefois condamner ce ratiboisage arbitraire et imprévu.

Chassé-croisé de négociations pour le partage du pouvoir. Députés, Sénateurs, sinécuristes, affairistes, trafiquants d'influence, dealers, parle/menteurs, affameurs, grands mangeurs, tous les corrompus rompus à l'art de bien magouiller attendent impatiemment. M. Rouzier parle déjà avec la confiance d'un homme qui se sent soutenu par Washington. Parmi ses projets, il y aurait la fermeture du Ministère à la Condition Féminine. Ce gouvernement est très mal placé pour prendre une telle initiative quand on sait que Micky Martelly a une solide réputation de phallocrate pervers et sadique. Dans un pays où les femmes sont constamment abusées et où l'on vient d'élire un individu dérangé dont la seule présence et le discours (byen bande, byenkale) sont susceptibles d'encourager les violeurs, le Ministère à la Condition Féminine est plus que jamais indispensable.

M. Rouzier est un entrepreneur à succès. Dans l'univers ténébreux d'Haïti, il est un grand électrificateur et le courant passe très bien entre Micky Martelly et lui. Il est concessionnaire de voitures. Le Président Micky Martelly est d'avis que chaque jeune haïtien soit à même d'acquérir une petite voiture. Il est Président du Conseil à Food for the Poor. Il a tout ce qu'il faut pour satisfaire les goûts des élus d'un peuple à qui on refuse tout. Même le droit de prendre refuge près des égouts.

Un poste au Parlement ? Ticket à l'enrichissement et à la grande bouffe. On s'attend à ce que Gérard Rouzier (qui s'y connaît bien en alimentation) apporte sur la table des négociations un plat de résistance très copieux, de l'argent liquide et des pots-de-vin en vue de faire digérer son dossier.

Dans la platitude des séances de ratification, rien n'est gagné d'avance. On connaît, en effet, l'appétit gargantuesque et le caractère théâtral des parle/menteurs. Double langage, chantage, marchandage, accrochages, ventes aux enchères, dilatoires, réclamations, contorsions. Retournements acrobatiques et airs maussades sous les pressions de l'Ambassade. Autant de pitreries qui sont sources intarissables de calembours et de palabres tête en bas dans une langue bâtarde. Le Master vient d'annuler les Visas qui permettent de Discover American Express. Dieu merci, mon nom ne figure pas sur la liste. Les Lambert croyaient pouvoir bêtiser avec le Blanc, jouer au master brain. On a déjà préparé des Green Cards roses pour la résidence permanente dans les prisons US pour ceux qui veulent donner le carnet.

Carte de visite de Rouzier : catholique bon chic bon genre. Homme très pieux qui prie matin, midi et soir. Mais qu'est-ce qu'il vient chercher dans ce merdier ? Pardon my French. En effet, quel citoyen honorable, en pleine possession de ses facultés, voudrait s'associer à un personnage aussi crapuleux que Micky Martelly ? Voire l'accepter sans nécessité comme « Chef suprême ». S'humilier publiquement en appelant Micky « Président » sans éclater de rire. Comment réagir lorsque Micky Martelly à l'occasion d'une inauguration trouve moyen de comparer un immeuble à un phallos en érection. « byen bande, byenkale. » Voilà à quoi nous en sommes réduits aujourd'hui. Comment donc concilier la piété dont se réclame Rouzier avec la gouaille pornographique de Micky Martelly ?Le pouvoir, dit-on souvent est le plus grand aphrodisiaque. En Haïti, il exerce souvent une attraction irrésistible. A sa décharge, on pourrait signaler que M. Rouzier a hésité pendant trois ou quatre mois (c'est Micky qui l'a dit) avant de céder à la tentation. Cela signifie peut-être qu'il y a encore en lui, caché quelque part, quelques scrupules.

Pour son bonheur, M. Rouzier a trouvé un défenseur intéressant (à défaut d'être intéressé) en la personne d'un ancien condisciple de St Louis de Gonzague. Ce dernier qui cumule les titres de « professeur », « d'historien » et « d'ethnologue » nous apprend des choses intéressantes sur l'économie politique du sous-développement intellectuel : « La richesse étant une grâce divine, nous invitons nos frères et sœurs haïtiens à s'enrichir par le travail bien fait, par l'amour du prochain. » Avant le déguerpissement de toutes les victimes du séisme, nous espérons que ce théoricien génial aura le temps d'aller sous les tentes enseigner à nos frères et sœurs comment acquérir cette « richesse ». Ce serait autant de gagné pour le pays.

Micky Martelly est en train de créer, à un rythme accéléré, les conditions favorables à une chute précipitée dans la poubelle de l'Histoire. Cette fois, la pintade duvaliériste risque de mourir dans l'œuf avant même de prendre son envol dans la caisse publique. La dictature en gestation va avoir devant elle de grandes vagues de contestation. A commencer par les sinistrés du séisme chassés illégalement de leur camp à six heures du matin par les barbouzes de la Mairie de Delmas. Passez les prendre et ils passeront vous chercher. Si vous voyez dans la foule Sweet Micky (en talons quiquites) en train d'insulter Michel Martelly, gardez votre distance mais n'en soyez pas étonné. Haïti est le pays du cauchemar et de l'illusion optique.

Suite de la page (6)

En résumé, les câbles offrent beaucoup d'indices quant aux agissements de Washington en Haïti, du coup d'État paramilitaire et des forces spéciales en 2004 au coup d'État électoral qui a conduit à la présidence le néo-duvaliériste Michel Martelly en 2011. C'est l'histoire de la contre offensive de l'Empire face à la révolte acharnée d'une nation, que Washington s'est arrangé à l'occasion pour cloîtrer, mais sans jamais parvenir à la dompter.

De nouveaux câbles divulgués par WikiLeaks révèlent:

Comment Washington et les grandes compagnies pétrolières se sont battus contre PetroCaribe en Haïti

Par Kim Ives

Dans un câble diplomatique du 1er juin 2009 publié par WikiLeaks en décembre dernier, René Préval, qui a passé l'écharpe présidentielle à Joseph Michel Martelly le 14 mai, a été décrit par l'ambassadrice des É.-U., Janet Sanderson, comme *« l'homme indispensable d'Haïti »*.

Sanderson l'estimait *« toujours modérément populaire et probablement le seul politicien capable d'imposer sa volonté sur Haïti, si telle est son intention »*. Toutefois, *« traiter avec Préval s'avère un défi, parfois frustrant et parfois fructueux, »* poursuivait-elle. *« Il se méfie du changement et soupçonne les intrus, même ceux qui cherchent sa réussite. »*

Les soupçons de Préval quant aux « *intrus* » qui veulent sa « *réussite* » se sont avérés justifiés. À l'occasion des deux tours des élections présidentielles et législatives tenues en novembre et en mars, Washington est agressivement intervenu, écartant du scrutin de ballotage Jude Célestin, le candidat du parti de Préval, *Inite* (Unité), pour le remplacer par Martelly, un chanteur de konpa néoduvaliériste qui soutint haut et fort les coups d'État de 1991 et 2004 contre l'ancien président Jean-Bertrand Aristide.

À présent, les États-Unis ont été jusqu'à contester les élections législatives qui auraient donné à Inite le contrôle quasi total du Parlement, et de ce fait, l'approbation ou non du Premier ministre désigné par le président, le poste de l'exécutif le plus puissant d'Haïti. Avec l'appui des É.-U., les victoires d'Inite furent contestées dans 17 élections de députés et deux élections sénatoriales. Le Conseil électoral provisoire (CEP) a statué en faveur de seulement 15 contestations, laissant quatre sièges aux gagnants d'origine d'Inite. Les É.-U., refusent même de laisser passer ne serait-ce que cette légère et relative impertinence, ôtant les visas d'entrée aux É.-U., de six des huit membres du CEP.

Comment « *l'homme indispensable* » d'Haïti est-il devenu superflu ? Pourquoi Washington est-il si effrontément intervenu dans les élections haïtiennes pour limiter le pouvoir du parti de Préval et écarter le candidat à la présidentielle d'Inite du ballotage ?

Des indices quant à la réponse se trouvent dans les câbles secrets de l'ambassade des É.-U., que le groupe de défense de la transparence WikiLeaks a mis à la disposition *d'Haïti Liberté*. Les câbles révèlent que les États-Unis ont été profondément irrités par les rapports qu'entretenait Préval avec Cuba et le Venezuela, où l'ancien président haïtien a été incapable de *« s'empêcher d'exhiber une forme d'indépendance ou de désinvolture en transigeant avec* [le président vénézuélien Hugo] *Chavez »*, de pester Sanderson dans un câble du 2007.

L'agacement des É.-U. a débuté lorsque Préval a signé – le jour même de son inauguration – un accord pour rejoindre l'alliance PetroCaribe du Venezuela, en vertu duquel Haïti achèterait du pétrole en ne payant dans l'immédiat que 60 % au Venezuela avec le solde payable sur 25 ans à 1 % d'intérêt. Les câbles provenant de l'ambassade des É.-U. offrent une vue prenante sur la manière dont Washington a cherché à décourager, torpiller et saboter l'accord PetroCaribe, malgré ses avantages indiscutables, accord en vertu duquel le gouvernement haïtien *« économiserait 100 millions de dollars US par année grâce aux paiements différés »*, tel que l'ambassade l'a elle-même reconnu dans un câble du 7 juillet 2006. Une analyse de la genèse de PetroCaribe et la réaction de l'ambassade en la matière offrent une piste pour comprendre l'acharnement mis par les É.-U. à appuyer la clique inféodée aux É.-U. de Martelly, plutôt que la coterie à deux faces de Préval.

Le ballon d'essai vénézuélien abattu

Le Venezuela a d'abord offert un accord PetroCaribe à Haïti sous le gouvernement de facto du Premier ministre Gérard Latortue, installé par Washington en mars 2004 après le coup d'État du 29 février contre Aristide. *« Le gouvernement du Venezuela avait prévu l'envoi d'une équipe de négociation en Haïti* (le moment exact n'est pas spécifié) *pour négocier la vente de pétrole à un taux préférentiel via PetroCaribe, »* rapportait le chargé d'affaires de l'ambassade, Timothy Carney, dans un câble du 19 octobre 2005. *« À son retour d'un récent voyage au Venezuela, la ministre de la Culture et des Communications, Magali Comeau Denis confiait au chargé d'affaires qu'elle rapportait du pétrole vénézuélien avec elle en Haïti. »*

Avant cette visite, Carney *« et son conseiller économique avaient parlé avec le Premier ministre par intérim, Henri Bazin, qui affirmait que le gouvernement provisoire d'Haïti* [GPH] *était à la recherche de conditions préférentielles pour l'achat de pétrole du Mexique et du Nigeria, mais pas du Venezuela, n'a pas tardé à souligner ce dernier, »* de poursuivre Carney. *« Lors d'une conversation subséquente, le chargé d'affaires a réitéré les aspects négatifs d'un tel accord avec le Venezuela. Bazin a écouté et compris le message »*, que Washington verrait d'un très mauvais œil tout accord pour du pétrole avec le Venezuela.

Pour s'assurer de s'être bien fait comprendre, *« le conseiller économique a rencontré le 13 octobre un contact au ministère des Finances, qui a confirmé que le GPH ne prévoyait nullement prendre part à un quelconque accord PetroCaribe, »* explique Carney. *« Il a ajouté que notre message à Bazin a eu un effet : Bazin avait vu une ébauche des commentaires qui devaient être faits par le représentant d'Haïti au FMI* [Fonds monétaire international], *qui comprenait une vague référence à l'achat de pétrole du Venezuela à des prix préférentiels, et Bazin avait fait supprimer la phrase, le seul changement qu'il apporta au texte. »* C'est le genre de réponse ultra-servile que Washington attendait d'un régime fantoche en Haïti.

Mais Carney avait compris que le Venezuela ne s'attendait pas vraiment à parapher un accord avec le gouvernement de facto de Latortue. *« Nous soupçonnons que les récents efforts du Venezuela sont plutôt destinés à mettre la question à l'ordre du jour, et que les efforts plus sérieux de Chavez viendront après les élections, lorsqu'un nouveau gouvernement haïtien sera inauguré en février 2006, »* conclut Carney.

Dans un câble du 7 novembre 2007, Carney remarque que *« le GPH subit encore une pression pour convenir d'un accord avec le Venezuela »* alors que *« des organisations qui ont organisé des manifestations par le passé contre les prix élevés en Haïti ont publiquement sommé le GPH d'accepter l'offre du Venezuela de négocier un accord préférentiel. »* Toutefois, Bazin rassure l'ambassade qu'*« Haïti était loin de convenir un quelconque accord avec le Venezuela »* et que *« des discussions étaient plutôt en cours avec le gouvernement du Mexique pour obtenir un accord spécial de sa part pour les importations de pétrole »*. (Le ministre des Affaires étrangères dominicain, Morales Troncoso, déclara à l'ambassadeur des É.-U. en République dominicaine et au sous-secrétaire d'État adjoint pour les Affaires de l'hémisphère occidental en visite, Patrick Duddy, que *« le président du Mexique, Fox, proposait un 'Plan Puebla Panama' pour contrer le 'PetroCaribe' de Chavez »*, d'après un câble du 23 janvier 2006 de l'ambassade de Santo Domingo.)



Hugo Chavez est arrivé en Haïti le 12 mars 2007 et a été spontanément accueilli comme un héros par des dizaines de milliers d'Haïtiens

René Préval fait son entrée et les problèmes émergent

Les élections présidentielles d'Haïti ont dû attendre jusqu'au 7 février 2006, et elles ont été remportées par René Préval. Même avant son inauguration du 14 mai 2006, Préval était manifestement soucieux d'apaiser les inquiétudes de Washington quant à se ranger du côté des adversaires sud-américains. *« Il souhaite, une fois pour toutes, enterrer les soupçons dont il fait l'objet en Haïti, à l'effet que les États-Unis se méfient de lui, »* rapporte l'ambassadrice Sanderson, alors nouvellement nommée, dans un câble du 26 mars 2006. *« Il cherche à accroître son statut à domicile et sur la scène internationale par une visite réussie aux États-Unis. »* Ceci était tellement important que *« Préval a décliné des invitations de la France, de Cuba, et du Venezuela afin de pouvoir se rendre à Washington en premier »*, fait remarquer Sanderson d'un ton approbateur.

Le nouveau président s'est donné beaucoup de mal pour infirmer la notion qu'il arborait quelque sympathie politique à l'égard des régimes socialistes d'Amérique latine. *« Préval a des liens personnels étroits avec Cuba, du fait qu'il y a été soigné pour le cancer de la prostate, mais il a affirmé à l'ambassade qu'il gérerait les relations avec Cuba et le Venezuela uniquement pour le bénéfice du peuple haïtien et que celles-ci ne seraient fondées sur aucune affinité idéologique envers ces gouvernements. »*

Cependant, en avril, peu après sa visite à Washington, Préval s'est rendu à La Havane; le résultat confirma les craintes de Washington. *« Le président Préval a annoncé à la presse le 18 avril qu'Haïti se joindrait bientôt à l'initiative énergétique du président vénézuélien Hugo Chavez, PetroCaribe, »* rapporte Sanderson dans un câble du 19 avril 2006. *« Préval a fait cette annonce après son retour d'un voyage de cinq jours à Cuba, où il a discuté du sujet de PetroCaribe avec l'ambassadeur vénézuélien à Cuba. »* Cependant, Sanderson a clairement indiqué que l'ambassade – sa *« Mission »* – n'abandonnerait pas sans se battre.

« La Mission continuera d'exercer une pression sur Préval pour qu'il renonce à se joindre au PetroCaribe », écrit-elle. *« L'ambassadrice rencontrera le conseiller spécial de Préval, Bob Manuel, aujourd'hui. Lors de réunions précédentes, il s'est montré réceptif à nos préoccupations et est conscient qu'un accord avec Chavez risque de causer des problèmes avec nous. » »*

Dans un câble neuf jours plus tard, Sanderson reconnaît que *« Préval subit une pression croissante pour apporter des changements immédiats et tangibles à la situation désespérée d'Haïti »*. Elle souligne également qu'*« en privé, Préval a exprimé aux représentants de l'ambassade un certain dédain à l'endroit de Chavez, et a tardé à accepter l'invitation de Chavez jusqu'à ce qu'il ait rendu visite à Washington et à plusieurs autres partenaires clé d'Haïti. Néanmoins, l'occasion de marquer des points politiques [avec le peuple haïtien] et de générer des revenus sur lesquels il aurait le contrôle s'est avérée trop belle pour la laisser passer »*.

Les câbles de l'ambassade signalent toujours « l'indépendance » tel que celui dans lequel la possibilité qu'a Préval *« de générer des revenus sur lesquels il aurait le contrôle »* est décriée. Sanderson émet par la suite une mise en garde à l'effet que Préval serait en mesure *« de réaffecter les 40 % qui auraient été dépensés pour du carburant à des projets de développement 'présidentiels spéciaux' »* et que *« nous nous méfions de la création d'une caisse présidentielle spéciale.... Nous encouragerons Préval à attribuer les fonds aux programmes existants »*, c'est à dire ceux financés par l'Agence de développement international du Département d'État des États-Unis (US-AID) et, de ce fait, sous contrôle.

Dans un câble d'avril 2006, Sanderson fait allusion à une remarque, qu'elle articulera, un an plus tard, à l'effet que *« Préval et compagnie exagèrent probablement leur aversion pour Chavez pour nous faire plaisir, mais Préval a toujours exprimé sa méfiance envers Chavez lors de conversations avec les représentants de l'ambassade qui remontent aux premiers stades de la campagne présidentielle en 2005 »*.

En apparence, René Préval feint l'ignorance concernant le conflit hémisphérique entre les États-Unis et le Venezuela. *« Un journaliste a demandé à Préval à son retour de Caracas s'il y aurait des 'conséquences' pour Haïti du fait qu'elle tisse des liens avec le Venezuela, que Washington perçoit de plus en plus comme une menace dans la région »* , peut on lire dans le numéro du 3 mai 2006 d'*Haïti Progrès*. *« Les problèmes entre les États-Unis et le Venezuela sont des problèmes que ces deux pays doivent résoudre eux-mêmes »*, répondit Préval. *« Ceci n'a aucune incidence sur Haïti. »*

Ceci est manifestement faux. Dans un câble du 15 mai 2006, dans le cadre d'un portrait d'ensemble du président à présent inauguré, Sanderson souligne le fait que *« malgré l'inconfort des États-Unis en regard des relations qu'il entretient avec Cuba et le Venezuela, Préval semble déterminé à exploiter ces relations pour ce qu'il peut en tirer »*. Ce « pragmatisme » allait devenir la source de l'insatisfaction des É.-U. avec Préval.

Les grandes pétrolières s'en prennent au PetroCaribe en Haïti

Le 14 mai 2006, aussitôt après son inauguration, Préval convie la presse au Palais où il signe de manière ostensible l'accord PetroCaribe avec le vice-président vénézuélien José Vincente Rangel (*« de toute évidence, la signature ... lors de l'inauguration le 14 mai était cérémonieuse... et la première expédition constituait une subvention, en sus de l'accord de prêt »*, écrirait par la suite Sanderson dans un câble du 10 août 2006.)

Pourtant, près de deux années s'écoulent avant que le pétrole de PetroCaribe commence à couler en Haïti, à cause d'une myriade d'obstacles politiques et idéologiques.

Le premier obstacle était que le Venezuela était tenu de fournir le pétrole à une société pétrolière d'État, qui n'existe pas en Haïti. Il a donc été proposé que le pétrole soit confié à Électricité d'Haïti (EDH), la compagnie d'électricité de l'État.

Michel Guerrier, directeur de l'unique entreprise de distribution de pétrole haïtienne, Dinasa ou National (qui appartient à l'homme le plus riche d'Haïti, Gilbert Bigio), a dit à l'agent chargé des affaires économiques qu'une *« possibilité est que PetroCaribe vende le pétrole à Électricité d'Haïti... qui la vendrait à son tour aux quatre entreprises pétrolières qui ont pignon sur rue en Haïti: Texaco, Esso (a.k.a. Exxon), National (formellement Shell), et [l'entreprise française] Total, »* selon un câble du 12 mai 2006. Guerrier affirmait également que PetroCaribe *« est une bonne affaire pour le gouvernement haïtien »* et *« opinait que le gouvernement, dans le but de garder le contrôle absolu sur l'approvisionnement du marché du pétrole (il en contrôle déjà le prix), peut mettre fin aux arrivages aux trois semaines des pétroliers ne transportant pas du pétrole de PetroCaribe »*.

Sanderson, naturellement, s'opposa à cette idée, qualifiant EDH d'*« entité publique inefficace et corrompue »*, tout en admettant que *« le fait de faire passer le pétrole par EDH assurerait un approvisionnement suffisant en carburant pour alimenter les centrales électriques, sans avoir à compter sur les pétrolières comme un onéreux plan B »*.

Il n'est pas surprenant que les trois pétrolières étrangères s'opposaient également au plan du gouvernement haïtien. Sanderson rapporte dans un câble du 17 mai 2006 que *« la Dinasa, fournisseur de la pétrolière haïtienne, National, est la seule voix à s'élever en faveur de la proposition de Préval qu'EDH contrôle l'approvisionnement en pétrole. Les autres pétrolières internationales s'inquiètent de plus en plus – Texaco et Esso rencontreront sous peu l'ambassadeur – de ce qu'elles auront à acheter leur pétrole du gouvernement d'Haïti »*. Pour le compte des compagnies pétrolières et contre les avantages évidents pour Haïti, Sanderson d'indiquer: *« Nous continuerons d'exprimer nos préoccupations quant à l'accord PetroCaribe auprès des plus hautes instances du gouvernement... »*

Dans un câble du 1er juin, Sanderson rapporte que *« les haïtiens on remarqué que... l'électricité s'est améliorée à Port-au-Prince depuis l'inauguration de Préval avec 6 à 8 heures par jour, habituellement tard dans la nuit jusqu'à tôt le matin dans les zones résidentielles »*, mais l'ambassade a continué à s'opposer à la livraison du pétrole vénézuélien.

Dans un câble du 7 juillet, elle affirme que le président de Dinasa Edouard Baussan lui a dit que *« les trois compagnies pétrolières internationales en Haïti s'estiment mal informées sur le plan PetroCaribe d'Haïti et se méfient de l'incidence qu'aura PetroCaribe sur leurs opérations »*. Baussan ne savait pas que *« de son côté, l'ambassadrice avait rencontré des représentants d'ExxonMobil et Texaco (détenue par Chevron) »*, comme l'a expliqué Sanderson à Washington. *« Les deux entreprises étaient soucieuses et curieuses quant à la façon que Préval comptait mettre en œuvre le PetroCaribe. »* Sanderson conclut en exprimant un vœu pieux : *« PetroCaribe semble indéfiniment bloqué, et il est possible qu'Haïti n'ira pas de l'avant avec l'accord. Le premier et jusqu'à présent le seul navire, qui constituait une victoire mineure pour la campagne caribéenne du Venezuela et un signe concret de la part de Préval à ses électeurs qu'il apportera des changements, peut marquer à la fois le début et la fin de PetroCaribe en Haïti. »*

Le pétrole vénézuélien commence à couler

Toutefois, ce n'était pas la fin, comme l'ambassade allait rapidement s'en rendre compte. Trois semaines plus tard, le 28 juillet, Sanderson allait devoir écrire que *« le pétrole de PetroCaribe ... a finalement abouti sur le marché local. Le gouvernement haïtien*

est en train de vendre la cargaison au complet, y compris le diesel (conçu au départ comme un don à l'entreprise nationale d'électricité) et l'essence, au même prix que le pétrole d'un navire de l'industrie [pétrolière] du 14 juillet. (Remarque : Les expéditions de l'industrie arrivent toutes les deux à trois semaines. Grâce aux arrivages réguliers, les compagnies pétrolières n'ont pas connu de pénurie depuis plusieurs mois.) Jusqu'à maintenant, Dinasa, la compagnie de pétrole nationale d'Haïti, et Total, la compagnie pétrolière française avec qui le gouvernement d'Haïti a des liens étroits, ont exprimé un intérêt pour l'achat de pétrole PetroCaribe du gouvernement d'Haïti. Les deux entreprises des É.-U., Esso (ExxonMobil) et Texaco (Chevron), ont reçu l'offre, mais n'y ont pas donné suite. »

Trois jours plus tard, Sanderson ajoute une information sensible mais non classifiée. *« Le gouvernement d'Haïti continue de mal interpréter les avantages réels de l'accord PetroCaribe, »* se plaint-elle de manière condescendante. *« L'ambassadrice a personnellement abordé la question de l'accord PetroCaribe avec des représentants des plus hautes instances du gouvernement haïtien, leur expliquant les pièges de l'accord... Ils n'ont pas de compagnie pétrolière d'État; ils ne disposent pas d'installations portuaires et de stockage adéquates et doivent avoir recours à l'entreposage privé; et les routes mal entretenues et le vol rendent le transport du port à la destination finale difficile. La Mission a également rappelé aux représentants du gouvernement d'Haïti que le transport du pétrole PetroCaribe n'est pas assuré par le Venezuela, et son transport est souvent effectué par des navires qui ne répondent pas aux normes internationales. »* Mais, avec son désir habituel de mettre en évidence l'obligeance de Préval, elle conclut que *« finalement, le gouvernement haïtien a affirmé que les compagnies pétrolières internationales opérant en Haïti sont vitales pour l'économie et qu'il ne veut pas prendre le risque de les évincer du marché local »*.

Un mois plus tard, le 25 août 2006, le chargé d'affaires de l'ambassade Thomas C. Tighe rédige un câble indiquant que le Parlement haïtien étudiait et était susceptible de ratifier l'accord PetroCaribe *« en raison de l'avantage apparemment énorme pour Haïti »* et du fait que le *« PetroCaribe donne accès facilement à de l'argent extra »*. Dans le même câble, il fournit une information sensible mais non classifiée indiquant que *« le ministre des travaux publics Frantz Verella a confirmé l'arrivée d'une expédition du Venezuela de 10 000 barils d'asphalte. Le gouvernement haïtien connait les mêmes problèmes avec l'asphalte qu'ils ont eus avec la première cargaison de pétrole : ils ne savent pas vraiment comment transporter l'asphalte à la destination finale et n'ont pas d'endroit pour l'entreposer »*. Haïti, dont les routes comptent parmi les pires dans le monde, a fini par vendre l'asphalte à la République dominicaine, d'après un câble du 24 mai 2007.

PetroCaribe ratifié à l'unanimité

Dans un câble du 30 août 2006, Tighe indique que *« le Parlement a ratifié l'accord PetroCaribe au cours d'une session de l'Assemblée nationale* [29 août], *à laquelle prenaient part 19 sénateurs sur 27 et 47 députés sur 88. 53 ont voté pour et 13 se sont abstenus; aucun des parlementaires n'a voté contre la ratification »*. Et d'ajouter que *« parce qu'Haïti a une demande de pétrole relativement faible – environ 11 000 barils par jour – et que le PetroCaribe a offert de fournir jusqu'à 6 000 barils par jour, l'accord pourrait avoir un effet considérable sur l'industrie pétrolière en Haïti »*.

Après la ratification, *« les compagnies pétrolières internationales ont été choquées »* lorsque *« le président René Préval et le ministre des Finances, Daniel Dorsainvil ont informé les quatre compagnies pétrolières opérant en Haïti de l'intention de subvenir à 100 % à la demande de pétrole d'Haïti grâce à son accord PetroCaribe »*, apprendon dans un câble du 4 octobre 2006. *« Elles croyaient qu'elles auraient encore le droit d'importer leur propre pétrole, avec PetroCaribe ne fournissant qu'une partie de la demande de pétrole d'Haïti »*, explique Sanderson, et seule Dinasa *« n'était pas surprise »*.

Christian Porter, en charge d'ExxonMobil pour le pays, *« parlant au nom d'ExxonMobil et de Chevron, a souligné qu'elles* (les pétrolières) *ne seraient pas disposées à le faire car elles perdraient leurs marges d'économie d'échelle et en raison de la réputation peu fiable de PetroCaribe »* pour les livraisons ponctuelles, écrit Sanderson. Elle en conclut qu'il s'agissait d'une *« proposition douteuse que les compagnies pétrolières des É.-U. en Haïti – responsables d'environ 45 % des importations de pétrole d'Haïti – ni le Venezuela, non plus, ne sont susceptibles d'accepter. »*

Elle s'est trompée à propos du Venezuela, mais a eu raison en ce qui concerne les compagnies pétrolières. Un câble du 13 octobre explique qu'ExxonMobil et Texaco/Chevron étaient *« choquées »* mais n'avaient pas *« informé le gouvernement de leurs préoccupations »*, ce à quoi Sanderson *« a encouragé les deux compagnies »*.

Sanderson a réitéré que, malgré ses *« nombreuses tentatives pour discuter* (et décourager) *les intentions du gouvernement haïtien d'aller de l'avant avec l'accord PetroCaribe, le gouvernement d'Haïti insiste que la mise en œuvre intégrale de l'accord représentera pour Haïti un profit net »*.

L'ambassadrice des É.-U. a également donné des détails sur la manière dont les compagnies pétrolières, avec ses encouragements, sabotaient l'accord : *« Après la rencontre du 27 septembre de Préval avec les quatre compagnies pétrolières... l'Association de l'industrie pétrolière* (Association des professionnels du pétrole -- APP) *reçut une invitation pour rencontrer des représentants de la compagnie pétrolière du Venezuela qui se trouvaient en Haïti. Les quatre compagnies ont refusé l'invitation. Par ailleurs, les compagnies ont chacune reçu une lettre du gouvernement d'Haïti demandant des renseignements sur l'importation et la distribution, le 9 octobre. Jusqu'à présent, personne n'a répondu. »*

Les compagnies pétrolières se sont également plaint *« qu'une entreprise de transport cubaine, Transalba, assurerait le transport du pétrole du Venezuela vers Haïti et, qu'en tant que compagnies américaines, elles ne seraient pas autorisées à travailler directement avec le navire cubain »*.

Sanderson conclut le long câble du 13 octobre en rappelant qu'elle avait souligné *« le message négatif plus étendu que l'accord PetroCaribe enverrait à la communauté internationale* [c.-à-d., Washington et ses alliés] *à un moment où le gouvernement d'Haïti essaie d'accroître les investissements étrangers »*, regrettant que *« le président* Préval *et sa garde rapprochée sont séduits par l'échéancier de paiement* [de PetroCaribe] *»*.

Les compagnies pétrolières et l'ambassade des É.-U. s'accrochent

Avec la ratification et une entreprise d'État pour recevoir le pétrole, Préval croyait à présent tout avoir en place pour obtenir la mise en œuvre de PetroCaribe au début de 2007. Mais les compagnies pétrolières avaient encore des moyens de saper l'accord.

Préval a nommé Michael Lecorps à la tête du Bureau de monétisation pour l'aide et des programmes de développement du gouvernement (formellement le bureau PL-480), qui s'occuperait des affaires de PetroCaribe à la place de l'EDH. Lecorps a dit aux compagnies pétrolières qu'elles devraient acheter le pétrole PetroCaribe du gouvernement haïtien, mais les compagnies pétrolières des É.-U. ont refusé. Rapidement, il y a eu confrontation.

Lecorps, *« apparemment exaspéré par le manque de coopération de Chevron avec le gouvernement d'Haïti, a souligné que PetroCaribe n'est plus négociable »* rapporte Tighe dans un câble du 18 janvier. Il a également appris qu'*« ExxonMobil a clairement indiqué qu'elle ne coopérerait pas non plus avec la proposition actuelle du gouvernement d'Haïti... Le chargé de pays de Chevron, Patryck Peru Dumesnil, a confirmé la position anti-PetroCaribe de sa compagnie et a dit qu'ExxonMobil, la seule autre compagnie pétrolière des É.-U. opérant en Haïti, a indiqué au gouvernement d'Haïti qu'elle n'importera pas de produits PetroCaribe. »*

Lecorps a indiqué à l'agent politique de l'ambassade que Chevron *« a refusé de poursuivre les discussions parce que leurs représentants préfèrent importer leurs propres produits pétroliers' »*.Tighe poursuit en disant que *« Lecorps était furieux 'qu'une société pétrolière qui contrôle seulement 30 % des produits pétroliers en Haïti' ait l'audace de tenter de se soustraire à une entente qui profiterait à la population haïtienne. En fin de compte, Lecorps a défendu sa position en faisant valoir que les compagnies devraient vouloir ce qu'il y a de mieux pour leurs clients locaux, et être prêtes à faire des concessions au gouvernement à cette fin. Lecorps a souligné que le gouvernement d'Haïti ne serait pas l'otage 'd'attitudes capitalistes' à l'égard de PetroCaribe et que si le gouvernement d'Haïti n'arrivait pas à obtenir un compromis de la part de certaines compagnies pétrolières, les compagnies auront peut-être à quitter Haïti. »* Inutile de dire que l'ambassade a vu cette attitude d'un mauvais œil.

Tighe a rapporté que *« d'après Dumesnil, ExxonMobil et Chevron ont dit au gouvernement d'Haïti qu'aucune des compagnies ne pouvaient travailler à l'intérieur du cadre proposé par le gouvernement d'Haïti pour importer 100 % des produits pétroliers via PetroCaribe »* et qu'*« ensemble, ExxonMobil et Chevron fournissent 49 % de tous les produits pétroliers en Haïti »*. Il a expliqué que *« les entreprises américaines sont solidaires dans leur opposition à la proposition actuelle »*, de son côté, l'entreprise française *« Total discute de l'accord mais ne s'est pas engagée à coopérer; et seule l'entreprise locale, Dinasa, s'est engagée à coopérer »*.

Tighe a remarqué que Lecorps et d'autres représentants d'Haïti *« s'attardaient principalement aux bénéfices* (estimés à 100 millions par année) *pour le gouvernement haïtien, qui serviraient à des projets sociaux comme des écoles et des hôpitaux »* et qu'en discutant de l'intransigeance des compagnies pétrolières des É.-U., *« Lecorps a perdu un peu contenance »*.

Hugo Chavez fait son entrée

Dans un câble du 7 février 2007, l'ambassadrice Sanderson rapporte que l'ambassade a appris dans les médias haïtiens le 2 février *« que le président du Venezuela Hugo Chavez prévoyait une visite en Haïti aussi tôt que la semaine suivante »*. Elle a rappelé qu'en mars 2006, avant son inauguration, *« le président Préval avait dit à l'assistant secrétaire d'État aux Affaires hémisphérique, Shannon, que Chavez se préparait à une visite pour commémorer le bicentenaire du drapeau du Venezuela le 12 mars à Jacmel »* mais que *« Préval avait dit à l'assistant secrétaire d'État Shannon qu'il ferait de son mieux pour éviter Chavez… Cependant, depuis l'inauguration de Préval, les relations entre Haïti et le Venezuela* se *sont considérablement raffermies... Les responsables haïtiens rapportent que Chavez continue de courtiser Haïti agressivement. »*

En Effet, Hugo Chavez est arrivé en Haïti le 12 mars 2007 et a été spontanément accueilli comme un héros par des dizaines de milliers d'Haïtiens, qui couraient à côté de son cortège de l'aéroport au Palais. Et le président vénézuélien est arrivé avec de nombreux cadeaux.

Tout d'abord, Chavez s'est engagé à verser une subvention de 20 millions de dollars, qu'il avait annoncée au Venezuela une semaine plus tôt. *« Selon toute vraisemblance, l'argent servira pour un fonds de réserve pour Haïti pour appuyer des programmes sociaux, d'infrastructure et d'approvisionnement en énergie, »* note Sanderson dans un câble du 13 mars.

Par la suite, le vice-ministre des Affaires étrangères du Venezuela, Rodolfo Sanz, a annoncé en janvier *« un don du Venezuela de cinq camions à ordures et d'un camion-citerne dans le cadre d'une 'Opération air pur pour Haïti,' en référence aux remarques précédentes faites par Chavez aux représentants du gouvernement d'Haïti, à l'effet que le Venezuela avait une dette 'historique envers Haïti' »* note Sanderson dans son câble du 7 février. Chavez *« a répété l'annonce de son don de camions à ordures pour Haïti »*, rapporte Sanderson dans un câble du 13 mars.

Troisièmement, *« le président du Venezuela a dit qu'il augmenterait la quantité de carburant qu'Haïti recevra par l'entremise de PetroCaribe de 5 000 [en réalité, 6 000] barils par jour à 14 000 barils, »* poursuit Sanderson, surpassant la consommation quotidienne de carburant d'Haïti de 11 000 barils.

Enfin, la cerise sur le gâteau : *« Le Venezuela s'est engagé à verser des fonds pour améliorer les aéroports et les pistes d'aéroports provinciaux (également annoncé précédemment) et à fournir des experts pour la planification économique pour aider à identifier les priorités en matière de développement. Les autres engagements comprennent l'engagement cubain à apporter une couverture médicale à toutes les communes haïtiennes, des experts en électricité cubains et vénézuéliens pour améliorer la production d'énergie, et un bureau de coopération trilatérale à Port-au-Prince, »* écrit Sanderson.

Étonnement, Sanderson a senti le besoin de tourner toutes ces bonnes nouvelles à la négative. Elle l'a fait dans son « commentaire » d'information sensible mais non classifiée à la fin du câble : *« Gabriel Verret* [un ancien employé de longue date de l'USAID et maintenant conseiller économique du président]*, l'un des conseillers les plus proches de Préval, a dit à l'ambassadrice que le voyage aurait pu être pire. Le gouvernement haïtien a stoppé une marche qui était censée avoir lieu en faveur de Chavez et a tenté de limiter le temps de parole de Chavez lors de la conférence de presse. En attendant à l'aéroport, Verret a fait savoir à l'ambassadrice que lui et* (et, semble-t-il, le président) *étaient choqués de l'arrivée tardive de Chavez. Dans l'ensemble, la désorganisation et la planification de dernière minute étaient évidentes, et même les promesses d'aide et d'assistance sont soit des anciennes nouvelles ou vagues. Les représentants du gouvernement haïtien se sont plaints en privé par le passé à la Mission que l'aide du Venezuela peut être un fardeau pour le gouvernement d'Haïti... »*

Mais Sanderson lâcherait son vitriol pour de bon dans son câble suivant du 16 mars. Elle commençait à soupçonner (et insinuer) que les Haïtiens fournissaient des rapports négatifs à l'ambassade sur Chavez à dessein, mais elle voulait que Washington en soit l'ultime juge. *« À entendre le président René Préval, la visite du président du Venezuela, Hugo Chavez, le 12 mars a été un cauchemar logistique et un désagrément pour le gouvernement haïtien »*. Sanderson entame le « résumé » de ce câble. *« Préval a dit à l'ambassadrice et à d'autres qu'il a des doutes quant aux promesses de Chavez, surtout en ce qui concerne la livraison de carburant par l'entremise de l'accord PetroCaribe. Le secrétaire général de la Présidence, Fritz Longchamp, a dit au conseiller politique que le gouvernement haïtien percevait la visite de Chavez comme le prix à payer pour toute assistance que le Venezuela fournit à Haïti »*.

Sanderson a mis en évidence les commentaires négatifs du gouvernement haïtien. *« Préval a dit à l'ambassadrice le soir du 13 mars, que Chavez était un invité difficile »* et que celui-ci *« n'avait pas reçu d'invitation du gouvernement d'Haïti mais avait insisté pour venir célébrer le Jour du drapeau du Venezuela. »* Préval a ensuite fait de son mieux pour apaiser Sanderson. *« Répondant aux observations de l'ambassadrice voulant que le fait d'offrir à Chavez une plateforme pour débiter des slogans anti-É.-U., était difficile à expliquer vu nos liens étroits et notre appui à Haïti et au gouvernement en particulier, Préval a souligné qu'il avait fait beaucoup d'effort pour empêcher Chavez d'épater la galerie tel que prévu »*, écrit Sanderson. *« Il s'est opposé à une procession/manifestation menée par Chavez de l'aéroport vers l'ambassade du Venezuela* (y substituant une cérémonie de dépôt d'une gerbe au monument en l'honneur de Bolivar à Port-au-Prince) *et a limité la durée de la conférence de presse. Chavez, pour sa part, a insisté pour que la conférence de presse se déroule tel que prévu, empiétant ainsi sur le temps de la rencontre bilatérale. Préval a ajouté, qu'il n'était 'qu'un petit bourgeois indépendant' et qu'il n'a pas le goût des grands gestes que favorise Chavez. Haïti a besoin de l'aide de tous ses amis, a ajouté René Préval, et il est certain que les États-Unis comprennent la position délicate dans laquelle il se trouve »*.

Préval a ensuite abordé la manifestation de soutien massive dont a fait l'objet Chavez. *« Il a refusé de sortir de la voiture lorsque Chavez a insisté pour saluer ses supporters dans la rue à son entrée de l'aéroport »*, a relayé Sanderson. *« Préval et d'autres membres du gouvernement croient que le chargé d'Affaires du Venezuela a orchestré et payé pour les manifestations de militants de Fanmi Lavalas à l'aéroport, à l'ambassade du Venezuela, et au Palais, qui comptaient 1 000 personnes et appelaient également au retour de l'ancien président Aristide. »* (Cette version absurde, concoctée ou non pour le bénéfice de Washington, plusieurs dirigeants d'organisations populaires s'en sont moqué qui ont rejoint des milliers de personnes lors du déferlement humain rapidement organisé, largement spontané, non soudoyé, ce jour-là, semblable à la marée humaine qui a accueilli le retour d'Aristide en Haïti le 18 mars, 2011.)

Mais malgré les plaintes des fonctionnaires haïtiens, Sanderson suppose que *« Préval et compagnie exagèrent probablement leur aversion envers Chavez pour nous faire plaisir... Il est clair que la visite a laissé un mauvais goût dans la bouche des nos interlocuteurs, et ils en sont maintenant à limiter les dégâts »*.

Sanderson s'est donc sentie obligée de passer un savon aux Haïtiens. *« L'ambassadrice et le conseiller politique ont exprimé leurs préoccupation aux hauts responsables, que Chavez s'était servi de sa visite pour s'en prendre à l'allié bilatéral le plus proche et le plus fiable d'Haïti, plus récemment avec* [le premier ministre Jacques Edouard] *Alexis hier, »* écrit-elle, et pour finir, de ratiociner : *« À aucun moment Préval n'a semblé intéressé à associer Haïti à 'l'agenda révolutionnaire' plus étendu de Chavez »* mais *« ce n'est ni dans sa nature ni dans ses calculs de désavouer Chavez, même lorsque le Venezuela abuse de son hospitalité chez lui. »*

Préval continue à jouer à l'« inconscient »

Malgré ses nombreux constats d'impuissance et les réprimandes de Sanderson, Préval a continué à exaspérer les États-Unis. Le 26 avril 2007, Longchamp a dit au conseiller politique de l'ambassade que *« Préval assisterait au Sommet de l'ALBA* [Alternative bolivarienne pour les Amériques] *au Venezuela à titre 'd'observateur spécial' dans le but spécifique de finaliser un accord d'aide trilatérale entre Haïti, le Venezuela, et Cuba, par lequel le Venezuela financerait la présence des médecins Cubains et d'autres techniciens dans les régions rurales d'Haïti »*, écrit Sanderson dans un câble le même jour. *« Longchamps s'est dit étonné de ce que le gouvernement des États-Unis s'offusque que Préval assiste à cette rencontre. »* Longchamp a rappelé au conseiller politique *« la manière dont le président Préval avait limité les activités de Chavez durant la visite et comment le comportement de Chavez avait rendu tout le monde inconfortable durant son séjour »*. Peu impressionné, *« le conseiller politique a rétorqué que cela a bien pu être le cas, mais que pour le gouvernement des États-Unis, le résultat net a été que le président Préval a donné à Chavez une autre plateforme d'où attaquer les États-Unis avant de l'accompagner à l'aéroport »* et que Washington *« ne comprenait pas pourquoi il continuait à participer à des forums à l'occasion desquels Chavez vilipendait le plus important et plus fiable partenaire bilatéral d'Haïti. Les représentants du gouvernement des É.-U. allaient poser cette question au président Préval à l'occasion de son voyage à Washington prévu pour le mois de mai. »*

Sanderson dit que la rencontre devait servir *« spécifiquement à exprimer notre mécontentement en regard du voyage au Venezuela de Préval »* et que *« la réaction de Longchamp*

Suite à la page (16)

Suite de la page (15)
reflète probablement l'inconscience de Préval quant à l'incidence et aux conséquences que son accommodement avec Chavez a sur ses relations avec nous ». Longchamps « *a trahi un trait commun au sein des responsables haïtiens à sous-estimer l'importance relative que les décideurs de la politique des États Unis attachent à Haïti vis-à-vis le Venezuela et à l'influence régionale de Chavez* ». Sanderson suggère que les É.-U. transmettent « notre *mécontentement, quant aux actions de Préval, aux plus hautes instances possibles lors de sa prochaine visite à Washington* ».

…Tout en recevant plus d'aide du Venezuela

Préval est revenu de Caracas avec des engagements de « *Chavez pour la fourniture de 160 mégawatts d'électricité* » pour Haïti, après « *avoir défilé aux côtés d'un éventail des peu recommandables dirigeants de l'ALBA de Chavez* », fulminait Sanderson dans un câble daté du 4 mai 2007.

Elle soulignait l'essence de l'ensemble de l'aide cubano-vénézuélienne : « *Les Cubains remplaceront deux millions d'ampoules électriques à travers Port-au-Prince avec des ampoules à faible consommation énergétique. L'initiative coûtera quatre millions US, mais permettra au pays d'économiser 60 mégawatts d'électricité, qui coûtent 70 million de dollars US annuellement. Le Venezuela s'est engagé à restaurer la centrale électrique de Carrefour, pour générer 40 mégawatts supplémentaires d'électricité. En outre, le Venezuela en décembre de cette année construira de nouvelles centrales à travers le pays pour ajouter 30 mégawatts au réseau électrique de Port-au-Prince et 15 mégawatts supplémentaires pour les Gonaïves et le Cap-Haïtien respectivement, qui seront toutes alimentées par du mazout du Venezuela, un choix plus efficace et moins cher que le diesel.* » Le Venezuela a en effet tenu l'ensemble de ses « *promesses et engagements extravagants* » comme Sanderson les a appelés. Chavez s'est également « *engagé à bâtir un complexe pétrochimique, une usine de gaz naturel, et une raffinerie pour raffiner le pétrole brut du Venezuela.* » Ces projets sont encore en chantier mais presque achevés.

Le 4 mai, Sanderson a envoyé un second câble pour expliquer que Lecorps « *a donné aux quatre compagnies pétrolières opérant en Haïti jusqu'au 1er juillet pour signer le contrat du gouvernement d'Haïti concernant PetroCaribe* », dans l'espoir qu'ils « *signeront le contrat de plein gré, au lieu qu'il soit nécessaire d'adopter une loi pour les contraindre à prendre part à l'accord PetroCaribe* ». Suite à des discussions avec le directeur des ventes d'ExxonMobil aux Caraïbes, Bill Eisner, l'ambassade a rapporté qu'Eisner « *a été choqué quand il s'est rendu compte que Lecorps attendait de l'industrie pétrolière qu'elle coordonne l'accord PetroCaribe, pour le compte du gouvernement d'Haïti* », ce qui « *rendait l'industrie pétrolière prisonnière de deux gouvernements incompétents* » Haïti et le Venezuela, dans les termes de Sanderson.

Entretemps, Préval continuait d'essayer de faire croire à Sanderson que tout n'était pas si rose avec les Vénézuéliens, envoyant cette fois le président du Sénat, Joseph Lambert, pour faire passer la pilule. Lambert « *décrit une atmosphère 'très tendue' dans les coulisses du Sommet de l'ALBA entre le président Préval et Chavez lors d'une rencontre avec le personnel de l'ambassade le 4 mai* », rapporte le responsable des Affaires publiques de Sanderson, James Ellickson-Brown, le 7 mai. « *Selon Lambert, Préval a refusé d'adhérer à l'ALBA et a fait savoir à Chavez que si l'adhésion à l'ALBA constituait une condition pour recevoir l'aide du Venezuela, il quitterait le Sommet* », écrit-il. « *Lambert a ajouté que Préval* et *Chavez ont également eu une confrontation au sujet du trafic de drogue, des représentations diplomatiques, de la tenue vestimentaire pour la cérémonie de clôture du Sommet (Chavez voulait que tout le monde porte du rouge), et des termes de l'accord d'énergie que Chavez a offert à Haïti* ». Lambert a dit que « *Préval ne ferait jamais rien qui puisse compromettre ses relations avec ses 'amis du Nord'* » et que Chavez « *a déploré que pour tout ce qu'il donne à Haïti, les Haïtiens ne donnent rien en retour.* » Lambert a claironné que « *le refus de Préval de signer les accords de l'ALBA a tellement contrarié Chavez que les Cubains ont tenté de convaincre Préval,* » mais « *Préval n'a pas flanché, n'acceptant en fin de compte que de signer un accord de coopération 'très général'* ».

Les Étatsuniens ont clairement pressenti que le rapport de Lambert était un peu tortueux, incitant le conseiller politique à demander « *pourquoi Préval n'avait pas partagé ces informations avec l'ambassadrice lors de leur rencontre* », écrit Ellickson-Brown. Lambert « *a répondu que Préval ne se sentirait pas à l'aise de révéler les détails d'un sujet si délicat* ».

Malgré les doutes de l'ambassade, Sanderson a choisi de croire Lambert sur parole, lors de son rapport à Washington le 24 mai, juste avant le voyage de Préval là-bas, pour y rencontrer le président Bush. Elle dit que Préval « *semble être en train de perdre patience* : *Lambert a dit au responsables de l'ambassade que Préval s'est affiché comme anti-ALBA à l'occasion de rencontres privées avec Chavez au sommet de l'ALBA en avril, disant à Chavez qu'il pouvait garder son aide si l'adhésion à l'ALBA constituait une condition* ». Elle a estimé que Préval se rendait compte du fait qu'« *il faut le voir pour le croire lorsqu'il est question des promesses du Venezuela, et les paroles de Chavez sont creuses tant qu'il ne se présente pas argent en main* ».

Cette généreuse appréciation explique peut-être pourquoi les responsables de l'administration Bush ont été si gentils avec leur allié rétif lors de la visite de Préval à Washington quelques jours plus tard. « *Préval était très enchanté de l'accueil qu'il a reçu du président Bush, de la secrétaire d'État Rice, des autres représentants du gouvernement des É.-U.et des membres du Congrès* » rapporte Sanderson dans un câble du 29 mai, et il n'« *a été ni surpris ni décontenancé par des préoccupations du président Bush concernant les relations haïtiano-vénézuéliennes.* » Néanmoins, « *la visite de Préval semble avoir accentué, pour la délégation, l'importance du partenariat entre Haïti et les États-Unis et leur besoin d'entretenir de bonnes relations avec les décideurs de Washington* » a rapporté Sanderson, en exprimant « *l'espoir que le message clair du président Bush concernant le Venezuela leur soit bien rentré dans la tête, mais seul le temps nous le dira* ».

L'« obstruction » au PetroCaribe se poursuit

Deux semaines après le retour de Préval, une grève des transports les 12 et 13 juin 2007 « *a paralysé les villes principales d'Haïti et soulignée une crise croissante du prix du carburant, qui a augmenté de près de 20 % en à peine deux semaines* » rapporte l'agence Interpress Service (IPS). Nombreux sont ceux qui, en Haïti, croyaient que l'adhésion d'Haïti au PetroCaribe « *allégerait le coût élevé de l'essence* » et on entendait dire que « *les deux grandes compagnies pétrolières des É.-U. qui exportent vers Haïti font obstruction aux négociations* ». L'échéance du 1er juillet pour se conformer à PetroCaribe approchait à grands pas.

« *Les négociations entre le gouvernement d'Haïti et les fournisseurs de carburant opérant en Haïti visant à mettre en œuvre l'accord PetroCaribe avec le Venezuela restent au point mort,* » commence l'ambassadrice Sanderson dans un câble du 20 juillet. Les « *représentants des compagnies* [pétrolières] *semblent accepter que le gouvernement risque de finalement les obliger à accepter les termes de PetroCaribe, mais à court terme, ils semblent tenir la plupart des cartes de négociation dans leur jeu* » car « *compte tenu de la faiblesse des infrastructures d'Haïti et du système de distribution précaire, le départ de l'une des quatre sociétés du marché pourrait gravement perturber l'approvisionnement d'essence dans tout le pays* ». La confrontation au sujet de PetroCaribe s'est poursuivie pendant tout le reste de l'année 2007, Chevron se montrant la plus réfractaire à l'idée de travailler dans le cadre de PetroCaribe. Mais Haïti avait besoin de Chevron pour transporter le pétrole du Venezuela. « *C'était ridicule parce qu'ils effectuaient l'achat et le transport de produits pétroliers du Venezuela depuis 25 ans* » dit Michael Lecorps la semaine dernière quand *Haïti Liberté* lui a demandé pourquoi Chevron s'était à ce point obstiné. « *Et vous savez, Chevron est une entreprise des États-Unis, alors peut-être y a-t-il de la politique derrière, également ; peut-être à cause du Venezuela et de Chavez. Mais ils n'ont jamais dit quoi que ce soit à ce sujet.* »

Effectivement, les câbles laissent supposer que les soupçons de Lecorps quant à un blocage politique de Chevron sont fondés. Après son retour en Haïti le 22 décembre 2007 d'un Sommet de PetroCaribe, René Préval a annoncé que les négociations avec Chevron étaient sur le point d'aboutir. « *Nous allons signer avec Chevron et puis nous allons commencer à commander du pétrole* » disait-il à l'aéroport, rapportait l'Associated Press (AP), ajoutant que des techniciens vénézuéliens se rendraient en Haïti en vue de consultations sur le projet. Mais les « *dirigeants de Chevron aux É.-U. ne veulent pas trop 'ébruiter' l'accord car ils ne veulent pas donner l'impression d'appuyer PetroCaribe,* » a expliqué Sanderson dans un câble du 15 février 2008. L'AP a également rapporté que « *les représentants de Chevron au siège social de la compagnie à San Ramon, en Californie, n'ont pas répondu aux demandes de commentaires.* »

Sanderson a expliqué que l'entente a été conclue lorsque « *Chevron a finalement obtenu du gouvernement haïtien les conditions désirées* » selon lesquelles, la compagnie pétrolière de l'État vénézuélien, PDVSA, « *vendra au gouvernement haïtien, qui, lui, vendra aux commerçants de pétrole privés, qui, en bout de ligne, vendront aux compagnies pétrolières en Haïti pour la distribution… Chevron s'est aussi accordé pour expédier le pétrole raffiné sur l'un de ses pétroliers. Le gouvernement d'Haïti s'attend à recevoir une expédition de PetroCaribe vers la fin du mois de février ou au début du mois de mars.* »

Et les expéditions de PetroCaribe, subvenant à tous les besoins en carburant d'Haïti, ont, en effet, débuté le 8 mars 2008, marquant une victoire pour le Venezuela et Haïti qui avaient surmonté les obstacles dressés par l'ambassade des É.-U. et les compagnies pétrolières.

Préval acquittait strictement ses factures de pétrole, bien qu'il ait dû emprunter au fonds PetroCaribe suite aux événements désastreux de septembre 2008, lorsque quatre tempêtes tropicales ont frappé Haïti en autant de semaines. « *Le sixième Sommet PetroCaribe à Saint-Kitts, le 12 juin [2009] a félicité Haïti comme 'meilleur payeur' parmi les 13 pays* [de PetroCaribe], *ayant payé environ 220 millions US au Venezuela* », a rapporté Tighe dans un câble du 19 juin 2009. « *En date du 30 avril, le compte PetroCaribe d'Haïti (après son emprunt de 197 million US pour ses interventions d'urgence aux ouragans de 2008), avait un solde de 58,5 millions US. Le 27 mai, le gouvernement d'Haïti a annoncé que ses importations de carburant PetroCaribe, depuis que la première expédition a été reçue en mars 2008, totalisent environ 489 million US. La dette à long terme d'Haïti, payable sur 17 à 25 ans, totalise environ 240 million US.* »

Tighe a également rapporté que Chavez a renouvelé son engagement, pris au Sommet de PetroCaribe de juillet 2008, de construire une raffinerie de pétrole en Haïti. « *Lecorps a estimé sa capacité à 20 000 barils par jour et le coût à 400 millions US,* » écrit Tighe. Il a également noté que, bien qu'Haïti ne soit pas membre de l'ALBA, « *un accord de coopération tripartite* (Haïti-Venezuela-Cuba) *en matière d'énergie est en attente d'être ratifié par le Parlement* » dont « *le rôle est de décider comment 10% des sommes découlant des revenus de PetroCaribe d'Haïti seraient attribués aux programmes sociaux en Haïti* ».

Tighe poursuit : « *Lecorps a affirmé que PetroCaribe '…est très bon pour le pays.' Il a noté que les centrales financées par le Venezuela produisent de l'électricité à Port-au-Prince [30 mégawatts], aux Gonaïves et au Cap-Haïtien [15 mégawatts chacune] et fournissent de plus longues heures de courant dans ces régions. Haïti reçoit des expéditions hebdomadaires de carburant PetroCaribe… Lecorps a affirmé qu'Haïti est satisfaite de l'accord PetroCaribe et que celui-ci ne devrait pas être 'politisé'.* »

Mais l'accord a toujours été et demeure politisé, et Tighe a sonné l'alerte, concluant que : « *en plus des trois centrales déjà en opération et des engagements visant la modernisation de l'aéroport du Cap-Haïtien, le projet de raffinerie du Venezuela… étendrait l'influence du Venezuela et de Cuba en Haïti* ».

Les lendemains d'un affrontement

Le Parlement haïtien ratifiait effectivement l'accord tripartite entre Haïti, le Venezuela et Cuba à la fin de 2009 et, en octobre 2009, la Dinasa faisait l'acquisition des actifs et des opérations de Chevron en Haïti, qui comprenaient 58 centres de service, le plus grand réseau de stations d'essence du pays. Les pétroliers de la Shell acheminent maintenant le pétrole du PDVSA du Venezuela à Haïti, indiquait Michael Lecorps à *Haïti Liberté*.

Suivant les termes actuels de PetroCaribe, Haïti paie d'entrée 40 % à 70 % de la valeur des produits pétroliers qu'elle importe du Venezuela – asphalte, essence avec un indice d'octane de 91 et 95, mazout, diesel et kérosène – avec le solde de 60 % à 30 % à être payé sur 25 ans, avec une période de grâce de deux ans, à un taux d'intérêt annuel de 1 %.

La campagne menée par l'ambassade des É.U. contre la coopération Sud-Sud représentée par PetroCaribe – qui offre des avantages si évidents pour Haïti – révèle l'ignoble nature et les véritables intentions « *du plus important et plus fiable partenaire bilatéral d'Haïti* » comme Sanderson se plait à appeler les É.U.

Préval et son entourage ont utilisé une forme favorite de la résistance des Haïtiens, qui remonte au temps de l'esclavage, et connue sous le terme de « marronnage », où tout en feignant de poursuivre dans une voie, c'est à l'opposé qu'on se dirige subrepticement. Les É.-U. se sont aperçus de cette tactique et se sont mis à douter de la fiabilité de Préval. Voilà pourquoi Washington a manœuvré si agressivement pour voir à ce que Martelly et sa bande d'Haïtiens/Étatsuniens ou hommes d'affaires pro-État-Unis soient hissés au pouvoir.

Alors maintenant, on verra peut-être un changement marqué dans la direction politique en Haïti. Au lieu de Préval, qui a essayé de marcher sur la ligne de bataille entre Washington et l'alliance ALBA, nous trouvons au pouvoir un résident de longue date de Miami, pro-coup d'Etat, qui ne fait pas mystère de son antipathie à l'égard des masses «puantes» d'Haïti, comme il les décrit dans une vidéo YouTube.

« *Nous avons été sur la mauvaise route pendant les 25 dernières années* », a récemment déclaré Martelly, en mettant le mauvais virage d'Haïti, à son avis, à peu près au moment de la chute de la dictature de Duvalier soutenue par les É.U. et l'émergence du mouvement nationaliste démocratique qui est devenu connu sous le nom de Lavalas. Martelly a eu une réunion de pré-inaugurale non pas avec le ministre des Affaires étrangères de Venezuela, mais avec celui de la Colombie, dont il va essayer d'imiter le plan de développement.

Sa réception par le secrétaire d'Etat Hillary Clinton, après son élection hautement controversée et entaché de fraude, a été extrêmement chaude. Tout cela est de mauvais augure pour les projets cubains et vénézuéliens en Haïti, et peut-être pour l'accord Petrocaribe, en dépit de son immense et évidente contribution au bien-être du peuple haïtien.

Traduit de l'anglais par Guy et Camilo Roumer

Au G8, l'unanimité contre Kadhafi !



Dans la déclaration finale du sommet de Deauville, les dirigeants des huit nations les plus industrialisées, Russie comprise, appellent au départ du colonel Mouammar Kadhafi. Moscou propose sa médiation pour négocier la sortie du "Guide" mais Paris et Londres annoncent d'ores et déjà une intensification des bombardements. Pour le régime de Kadhafi, la position du Kremlin est une mauvaise nouvelle.« Mouammar Kadhafi et le gouvernement libyen ont failli à leur responsabilité de protéger la population libyenne et ont perdu toute légitimité. Il n'a aucun avenir dans une Libye démocratique et libre. Il doit partir. » Les mots choisis par les dirigeants des huit nations les plus industrialisées - réunis depuis deux jours à Deauville - pour décrire, dans la déclaration finale du sommet du G8, la situation en Libye sont forts.

Encore plus fort est le ralliement de la Russie à cet appel, alors que Moscou a exprimé ces dernières semaines ses réticences à l'opération de l'Otan sur le territoire libyen, débutée mi-mars. Le Kremlin jugeait en effet qu'en bombardant les résidences de Kadhafi, l'Alliance sortait du mandat fixé par l'ONU dans le cadre de la résolution 1973.

Mais ses partenaires du G8 l'ont semble-t-il convaincu du nécessaire départ du "Guide". "Oui, nous sommes prêts à l'admettre, il [Mouammar Kadhafi] doit partir", avait d'abord déclaré le vice-ministre russe des Affaires étrangères, Sergueï Riabkov. Le président russe, Dmitri Medvedev, est allé plus loin, indiquant lors de sa conférence de presse vendredi après-midi que « le monde ne considérait pas Kadhafi comme le leader légitime de la Libye ». Pour le régime libyen, qui a enregistré de nouvelles défections dans ses rangs ces derniers jours et qui se trouve toujours aux prises avec les rebelles sur le terrain, ce changement de ton côté russe est une mauvaise nouvelle.

Vers une intensification des frappes

Dmitri Medvedev entend toutefois peser de tout son poids

Suite à la page (19)

Pas de construction d'Haïti sans la budgétisation des sources de détournements des fonds publics (texte remanié) 21 mai, 2011

Par Franck Laraque

Vifs remerciements à Tontongi qui a pris l'initiative de cette activité, aux autres organisateurs, contributeurs qui l'ont embrassée, aux présents et absents. Une pensée spéciale pour nos morts en général et en particulier pour ma femme Anne-Marie et ma fille Marie-Hélène, Paul et sa femme Marcelle, Guy et sa femme Elsa.

Célébration

Rappelons que la date du 21 mai est proche du 18 mai (création du drapeau national et aussi de la consécration de l'armée indigéniste sous le commandement de Dessalines, initiée par la prise d'armes de Pétion, de Clerveaux, le 13-14 octobre 2002 et de Dessalines le 17 octobre, par coïncidence même jour et mois que son assassinat le 17 octobre 2006). Aujourd'hui donc fête de l'amitié càd des valeurs familiales, communautaires pour la préservation de la culture nationale (sans cette culture impossibilité de défendre la souveraineté nationale), en solidarité avec les victimes de Janvier 2010 et la libération du pays (souveraineté nationale, priorité de la souveraineté et de la sécurité alimentaires). Ont témoigné les parents, les écrivains, amis artistes, animateurs de programmes radiophoniques suivants : Dr. Danielle Arena, Marc Arena, Michèle Laraque. Le militant Ernest Barnathe, Jean-Claude Cajou, comaître de cérémonie. Berthony Dupont, directeur de Haïti Liberté, auteur de : Pliye pa kase, Jean-Jacques Dessalines Itinéraire d'un Révolutionnaire. Professeur Alex Dupuy auteur de: Haiti in the World Economy, Haiti in the New World Order, The Prophet and Power. Jean-Bertrand Aristide, Haiti and the International Community. Prince Guetjens, critique littéraire, critique d'art, musicien et son ensemble Tayno. Kim Yves, cinéaste, membre de la rédaction de Haïti Liberté. Josaphat-Robert Large : auteur de : Nerfs du Vent, Chute de Mots, Pè Sèt , Les sentiers de l'enfer, Les récoltes de la folie , Les terres entourées de larmes, Rete!Kote Lamèsi!, Partir sur un coursier de nuages. Denizé Lauture auteur de: Father and Son, Bonga, The Black Warrior and other poems, Running the Road to ABC, Wikipedya. Dr Frantz Latour (son frère François assassiné est jeté sur le pavé), éditeur rédacteur de Haïti Liberté, en constante création d'un français haïtien dans ses articles. Professeur Frantz-Antoine Leconte auteur de : La Tradition de l'ennui splénétique en France, Le viol du nouveau monde, En grandissant sous Duvalier, Haïti et la Littérature Jacques Roumain au pluriel, Le vodou en Haïti Les mythes revisités .Papadòs (André Fritz Dossous), poète, dramaturge, auteur de : Pataswèl ; Pikan Kwenna, de 22 pièces de théâtre, dont trois publiées Ròchnansolèy, Nansoulye Washington, foli grandè. Le poète Tony Leroy. Hans Roy, petit-fils de Georges Petit (ami et compagnon de lutte de Jacques Roumain), directeur d'un programme de radio, artisan d'une alliance potentielle diaspora-paysans haïtiens. Hughes Saint-Fort, linguiste, chroniqueur « Du côté de chef Hughes » dans Haitian Times, rédacteur en chef de Francographies. Etienne Télémaque, ingénieur urbaniste, conférencier, animateur de programmes de radio a perdu son frère lors du séisme du 12 janvier 2010 .Tontongi (Eddy Toussaint) journaliste, éditeur en chef du journal trilingue Tanbou et du site Tanbou, www.tanbou.com,, et de Trilingual Press, auteur de : Cri de rêve, The dream of Being, The Vodou God's Joy, Réjwissans lwa yo, Critique de la francophonie haïtienne, Poetico Agwe . Paul Tulcé, auteur de : Plongaye, Kenbe tren an (inédit). Sylvie Michel, venue exprès de Miami. Jean Béliard Lucien, ancien étudiant de Franck. Le cinéaste Frantz Voltaire. Le photographe Edgar Lafont. Gérard Pétrus. Ont aussi contribué la poétesse Jeannie Bogart et la chanteuse Jocelyne Gay. Nous avons entendu avec émotion la voix de Jacques Elie Leblanc, de Max Manigat et de Jérémie Laraque Two Elk, qui, outre leurs textes, ont appelé au téléphone au cours de l'activité. Nous n'oublierons pas non plus les autres membres de Haïti Liberté , Léonia Lamour, Didier Leblanc, Minouche Lambert, Yves Camille qui ont pris soin de la salle, se sont dépensés avant, pendant la fête, pour l'éclosion de cette chaleur humaine bercée par l'ensemble Tayno. Nous tenons à signaler les écrivains présents et leurs œuvres pour qu'ils fassent connaissance ici, leur importance dans la bataille idéologique qui doit être maintenue pour ne pas laisser le champ libre aux intellectuels de la droite et de l'extrême droite qui veulent maintenir le peuple et le pays dans le statu quo .Un statu quo qui signifie tutelle, exploitation des masses et vol organisé des biens publics, le maintien d'une marche arrière annoncé.

Idéologie en action

Nous continuons d'insister que cette idéologie si brillante soit-elle ne peut pas se confiner aux théories, elle doit se manifester dans le domaine économique pratique, les conditions de vie des masses urbaines et rurales pour leur conscientisation économique .La connaissance non seulement de la constitution pour la défense des droits politiques et civiques mais du budget, des différents contrats de l'Etat, des structures d'exploitation qui maintiennent le prolétariat et le sous-prolétariat dans la pauvreté et la misère. Sans quoi ils sont vulnérables et subissent un lavage de cerveau par des slogans populistes des experts de la tromperie Il ne s'agit pas pour écrivains et artistes d'être économistes mais d'avoir une vue générale sur les revenus et dépenses de l'Etat car ils affectent l'existence des démunis. Il nous faut savoir les causes de l'accroissement de la vie chère qui profite à l'étranger et aux gros commerçants et surtout ce qui doit être fait pour changer cette inégalité criante. Faire connaître les solutions pratiques qu'apportent des individus comme le frère Francklin Armand, à Hinche et Jean- Claude Fignolé aux Abricots, Food for the Poor, Fonkoze à Fondwa (université pour l'art vétérinaire et l'entraînement des petites marchandes) ainsi que Lambi Fund dans le même ordre avec ses vingtaines de branches dans les sections rurales surtout. Tout en continuant notre mission d'écrivains et artistes engagés, il nous faut nous renseigner sur un minimum de connaissances à transmettre ou véhiculer aux masses pour ce que j'appelle la conscientisation économique des Haïtiens (conscience ou connaissance plus action) au lieu de répéter des slogans ou des généralités. Par exemple, il ne suffit pas de dire que les Duvalier et leurs acolytes sont des voleurs. Il faut donner les preuves, les sources de leurs détournements et les structures de corruption qui demeurent pour qu'on les supprime.

Importance d'une enquête sur la corruption

Un document intitulé : François St Fleur, ministre de la Justice de la République d'Haïti et al. Rapports sur les Finances de Jean-Claude Duvalier et Cie (1987), une enquête partielle, montre les montants détournés, les bénéficiaires, les entreprises de l'Etat ciblées, les moyens employés. Ce rapport donne la preuve d'une partie du montant total volé par les personnes suivantes : Jean-Claude Duvalier, $120,574,575. Michele B.Duvalier, $94, 603,083. Mme François Duvalier,$2,049,241.Nicole Duvalier,3,223,468. Simone Duvalier,$437,921 . Marie-Denise Duvalier,$1,119,163 ; Jean Sambour,$109,123,503. Frantz Mercer-on, $59,870,876, Auguste Douyon, $ 120,010,697. Les entreprises de l'Etat siphonées : Ministère des Finances, Régie du Tabac, Minoterie d'Haïti, Loterie de l'Etat Haïtien, Commission du contrôle des Jeux de Hasard(CCJH), Organisation des Assurances des Véhicules contre Tiers(OAVCT), TELECO, Electricité d'Haïti, Ciment d'Haïti, Banque Nationale de Crédit, Direction Générale des Impôts. D'autres entreprises seront l'objet d'une enquête future : Magasin de l'Etat, Ministère du Commerce, Administration Aéroport International, Office National d'Assurance Vieillesse, Bureau de Supervision d'Entreprises Mixtes. « Le siphonnage » des revenus publics d'Haïti s'opérait à deux niveaux : au niveau des « dépenses » (dépenses administratives) et au niveau du « profit net » (comptes extra-budgétaires)

Un autre aspect mémorable de cette enquête, c'est qu'elle indique que $120 millions auraient permis de fournir de l'eau potable à la population, ou de subvenir à l'éducation de plus de 240,000 enfants, ou de contribuer à nourrir les plus de 25% de la population infantile souffrant de malnutrition. Ce rapport ne fait pas mention des centaines de millions siphonnés des recettes consulaires par les Duvalier. Mené en 1987, il n'a eu aucune suite et le Ministre de la Justice ne semble pas avoir été autorisé à le compléter. Les revenus de la plupart de ces entreprises publiques n'ont pas été budgétisés après le départ de Jean-Claude Duvalier et ces entreprises sont restées des sources de détournements de fonds publics pour récompenser les partisans et les copains au lieu d'être investis dans des programmes sociaux et de développement économique. On comprend ainsi pourquoi l'on demande à l'étranger de couvrir les deux tiers du budget national et déclare, encouragé par les « gouvernements amis », la Banque mondiale, Le Fonds Monétaire International et les grands bailleurs et l'ONU, que les prêts sont indispensables. Pourtant Jean Ziegler, rapporteur spécial de l'ONU pour le droit à la nourriture, auteur de « The Empire of Shame » et d'autres experts prouvent que la dette enfoncée dans la gorge des peuples avec la complicité des présidents déprédateurs est une dette odieuse, un garrot ou tourniquet pour étrangler le pays emprunteur, créer la faim et empêcher tout développement. Heureusement que les démarches de président Bush pour le faire révoquer n'ont pas abouti.

Au niveau international, la corruption s'exerce aussi dans d'autres domaines. L'ex- président Bill Clinton avoue avoir favorisé les producteurs de riz d'Arkansas au détriment de la production de riz haïtienne en demandant en 1994 au Président Aristide de réduire la taxe à l'importation. Une baisse de tarif qui a contribué grandement à éliminer toute la production nationale d'Haïti. Qui pis est, lorsqu'il devenu co-président de la Commission Intérimaire, aucun journaliste n'a pensé à lui demander au cours d'une conférence de presse quelle mesure il prenait pour réparer le dommage causé. En dépit du fait qu'Acaau, paysan du Sud, réclamait dès 1843 (comme je l'ai écrit dans l'article « L'Incessante Lutte des Masses Haïtiennes pour la Liberté et leur Existence », non pas en 1853 dit par erreur) un système de taxation favorable à l'exportation de nos produits.

Continuité de la corruption

En effet, dans Monsieur le Ministre… Jusqu'au bout de la patience, Raoul Peck, ancien ministre de la Culture, sous Préval en 1997, témoigne au sujet d'un contrat de téléphone cellulaire : « Ce n'est pas parce que nous sommes dans le mouvement lavalas que nous ne devons pas faire de l'argent.» Ce cri du cœur que le ministre des Finances (Fred Joseph) ne peut retenir ramène finalement le débat à son véritable enjeu : l'argent… Quatre-vingts pour cent des gros contrats de construction sont pris par des anciens macoutes, anciens militaires, ou les fils de ceux-ci… La plupart des appels d'offre sont en effet gagnés par les héritiers des régimes précédents…. Ce qui prouve que le pouvoir réel, le pouvoir économique, ne change pas de mains rapidement, même après une « révolution.»… « le deal du siècle » pour le téléphone cellulaire ne s'est pas fait jusqu'ici parce que les « partenaires » n'ont pu s'entendre sur le partage du gâteau. Nous avons dans plusieurs articles mentionné la grande importance de la connaissance du budget, document aussi important que la constitution, garanti à plus de 60% par l'étranger alors que nous avons indiqué des suppressions de dépenses et accroissements de revenus pouvant offrir une disponibilité de 300 à 400 millions de dollars à investir dans des projets de notre choix. Voici ce que dit Peck sur la gloutonnerie coutumière des

Suite à la page (19)

La semaine dernière, nous avons présenté quelques-unes des interventions par des parents et amis de Franck Laraque, à l'occasion du bel hommage qui lui a été rendu au local du journal, le samedi 21 mai écoulé. Cette semaine, nous présentons le témoignage de Tontongi (Eddy Toussaint), l'initiateur de cette belle soirée de solidarité consacrée au Professeur Franck Laraque. D'autres interventions suivront.

L'Autre Laraque

Par Tontongi

En tant que petit frère d'un grand frère charmeur et charismatique, Franck Laraque a été toujours « l'Autre » Laraque, même si ses propres atouts et accomplissements le qualifient plutôt comme un égal de Paul, un alter ego.

Les deux frères étaient en effet très proches, depuis leur enfance commune à Jérémie, partageant la même chambre. Même s'ils se battaient et se disputaient d'une manière habituelle, ils maintenaient par contre une solidarité inébranlable dans leurs rapports avec leurs parents. Leur omertà (serment de silence) était impénétrable.

Ils ont poursuivi pratiquement une même trajectoire qui s'étale et continue tout au long de leur exil aux États-Unis. Leurs discussions ont généré une sorte d'influences croisées : Paul a initié Franck au marxisme, à son tour Franck lui a inculqué la discipline de la praxis, et l'importance de la liberté dans le projet socialiste. Il lui a surtout montré que la Révolution, c'est aussi l'arrosage de la rizière, la construction des routes, des écoles, des cliniques, bref la construction empirique du changement révolutionnaire.

Franck est l'un des derniers représentants d'une lignée d'intellectuels haïtiens qui ont une expérience personnelle, empirique, de la première occupation étatsunienne d'Haïti. Dans un entretien avec moi, il a parlé avec fierté des grèves contre l'occupation à Jérémie en 1929-1930. Il cite le poème de Paul sur Edmond Laforest, ce poète qui se noie dans son bassin avec deux gros dictionnaires attachés au cou, pour protester contre l'occupation. Il se rappelle quand, enfant, il passait avec son père devant le palais national à Port-au-Prince et criait, téméraire : « A bas Borno gros cochon ! »

En tous cas à New York, durant les temps forts de l'antiduvaliérisme parmi les émigrés haïtiens, Paul et Franck menaient ensemble, en alter ego, le combat, Paul concentrant ses tirs en poésie, Franck en économie politique et critique littéraire, mais tous les deux emportés par le même militantisme contre à la fois la dictature duvaliériste, la domination néocolonialiste et pour l'avènement de la Deuxième Indépendance d'Haïti, qu'ils estimaient continuellement sous occupation étatsunienne depuis 1915.

Le militantisme de Franck, avec son frère Paul, pour la Deuxième indépendance d'Haïti n'était pas sans risque à sa carrière en tant que professeur à l'Université de la ville de New York. Surtout à un moment qui suit de si près le maccarthysme et sa chasse aux sorcières communistes ou prosocialistes. Dans un moment surtout où l'impérialisme occidental avait le vent en poupe, notamment à travers la poursuite de l'offensive guerrière par les États-Unis au Vietnam et dans l'Amérique latine, la critique des frères Laraque avait une influence considérable sur la jeunesse montante qui rejette à la fois la tyrannie duvaliériste, l'apologie du capitalisme et la prêche autojustificatrice de l'impérialisme.

Bien que Franck Laraque ait été un participant à la commémoration du 70ème anniversaire de naissance de Jacques Roumain à l'Université Columbia, à New York, en 1977, où j'ai rencontré Paul pour la première fois, il fut formellement présenté à moi par Jeanie Loubet, l'ancienne rédactrice en chef de *Haïti Progrès,* durant la première du documentaire *Canne amère* en 1984 à Brooklyn College. Quelque temps plus tard, nous nous sommes rencontrés aux bureaux de *Haïti Progrès* à l'issue d'une réunion organisée par le journal pour planifier une manifestation contre la répression jeanclaudiste en Haïti. Dans un tête-à-tête avec Loubet, je lui ai confié que j'admire les analyses politiques de Franck Laraque mais que je le trouve « un peu hautain », elle défend ardemment Franck, disant qu'il est l'un des meilleurs gentilshommes qu'elle ait connus. Il faut dire que j'appréciais le fait que Loubet défendait Franck en son absence.

«Mais elle n'est restée pas là ! Un peu plus tard après la réunion, quand nous nous trouvons tous les trois ensemble...», elle m'adit, sourire aux lèvres, pointant Franck du doigt : « Voici l'homme que tu as qualifié de hautain. » Franck lui aussi souriait. Il était clair que nous avions plus de racines émotivo-idéologiques qui nous unissaient que de susceptibilités personnelles qui nous aliénaient.

Je rencontrerai ce trait chez Franck tout au cours des trente années où je l'ai connu. Nos contacts se multipliaient au cours des ans, de par à la fois notre commune collaboration avec *Haïti Progrès* et les visites de Franck à Boston, invité par ses amis Jacques Antoine Jean, Arielle Adrien Jean, Lesly René, Carline Désiré, etc. à donner des conférences sur les sujets chauds du moment, qui incluaient plus souvent les répressions et malversations du régime duvaliériste et les menées impérialistes en Haïti.

La dernière visite de Franck à Boston en avril 2004 a eu lieu dans le cadre de la promotion de son livre, *Haïti, la lutte et l'espoir,* co-écrit avec Paul et dans lequel il reprend un sujet qui lui tient beaucoup à coeur : l'économie politique, plus particulièrement le défi de résoudre le problème de la pauvreté dans le monde et du sous-développement en Haïti.

« De la dépendance à l'interdépendance »

En effet, l'analyse laraquienne de la pauvreté, mise en relief dans son livre *Défi à la pauvreté,* publié en 1987 par CIDIHCA, est basée sur deux *constantes* complémentaires qu'il déplore et auxquelles il cherche une solution alternative : l' « état de dépendance » d'Haïti envers les États-Unis et les inégalités engendrées par la collusion entre les intérêts impérialistes et ceux des classes dominantes. «Ces inégalités ne s'expliquent », dit-il dans ce livre, « ni par l'intelligence, ni par le choix. Elles sont causées par la propriété privée des moyens de production et de distribution des richesses. »



Il est en effet clair que sans la présence des troupes françaises Ouattara ne serait d'aucune efficacité militaire, ni ne penserait probablement même à agir militairement



Tontongi et Franck Laraque le 21 mai dernier au cours de la soirée en l'honneur de Franck à la librairie Grenadier

Déjà en 1987, Franck Laraque se lamente sur les conditions sub-humaines où vivait le peuple haïtien : « Des centaines de milliers d'affamés dont femmes et enfants squelettiques, de sans-logis se couchant dans les rues, de chômeurs désespérés. (...) Que faisons-nous en face de ces drames quotidiens, de ces problèmes de santé, d'écologie, de chaos économique ? » se demande-t-il. « Rien, presque rien » répond-t-il.

À la conclusion de la deuxième partie du chapitre précisément intitulé « De la dépendance à l'interdépendance », dans lequel il analyse les mécanismes locaux et extérieurs qui engendrent et cultivent la pauvreté en Haïti, Franck Laraque dit : « Le passage de la dépendance à l'interdépendance est semé d'embûches mais plein d'attraits pour un collectif dont l'objectif primordial est de construire à tout prix une Haïti libérée et mise sur les rails d'un développement profitable à la population entière convaincue que sacrifices et efforts feront germer un avenir différent et meilleur. (...) À cette fin, analyses, discours, sermons ne suffisent plus. On a pour devoir de convertir la théorie en action. De transférer la démocratie des rues au coeur des institutions nationales. » [Cf. *Défi à pauvreté*]

Conscientisation économique

La solution alternative à la pauvreté, dès lors, implique une approche *autogène* du développement d'Haïti, basée sur ses propres ressources et moyens, actuels et potentiels. Franck Laraque développera plus tard ces termes dans *Haïti, la lutte et l'espoir*. Franck place la conscientisation économique comme une nécessité impérative s'il faut que le pays marche vers l'avant : « Les masses se savent exploitées, mais elles sont tenues dans la parfaite ignorance des mécanismes d'exploitation économique, des réels détenteurs du pouvoir économique qu'une étude sérieuse du budget de l'État et d'autres facteurs et documents économiques peut aider à dévoiler. (...) Une conscientisation économique s'avère indispensable afin de réduire le verbiage politique par l'analyse des mécanismes d'exploitation économique, de contrôle et de détournements des fonds de l'État ainsi que des réseaux de collusion et de complicité. » [Cf. *Haïti, la lutte et l'espoir*]

Est-ce autant dire que cela nécessairement implique une révolution en Haïti ? Étonnamment, Franck ne le met pas comme une condition préalable ; il croit que même sous le régime transnational actuel de production capitaliste et d'échange globaliste, les peuples et classes dominés peuvent développer des méthodes alternatives de production et d'échange qui les bénéficient directement. Il donne l'exemple des projets de développement initiés par des groupes locaux tels que Fondwa ou Pliché, au Cavaillon dans le sud, ou encore le Mouvement Paysan de Papaye, dans le Plateau Central, qui, même limités en proportion, procurent des avantages économiques réels aux participants tout en aidant à leur prise de conscience économique et politique.

Car la prioritisation des impératifs économiques elle-même implique un changement paradigmatique dans la psyché de l'exploité/dominé ou du pays dominé qui invente une « nouvelle façon » de faire. Mais il précise dans *Défi à pauvreté* que la construction d'Haïti doit passer « du stade de complète dépendance à l'interdépendance dans la plénitude de la souveraineté. Au niveau économique, plus spécifiquement, passer d'un système économique dit de marché libre à une économie mixte où prime la coopérative. Passer de l'étape de destruction ou de critique négative à une étape constructive ».

L'économie politique et la littérature

Franck Laraque a divisé sa partie du livre écrit avec Paul en trois catégories distinctes : « Économie, Politique et Littérature », selon le sous-titre. Il tient, comme Marx, l'économique et la politique comme « les deux piliers fondamentaux de la société » qui à la fois déterminent et gèrent les rapports de classes et de pouvoir dans la société.

Cependant, bien qu'il ne dise pas trop sur la marque de la littérature dans la trilogie, à bien disséquer son continuel intérêt à celle-ci, particulièrement à voir les nombreuses recensions qu'il a consacrées aux oeuvres d'auteurs des plus distingués tels Jean-Paul Sartre et Jacques Roumain, ou plus précisément à lire les mémoires-émois qu'il a écrits dans *Haïti, la lutte et l'espoir* sur Jean Brierre, Jean Métellus, Cauvin Paul, Marie Chauvet, y compris la narration sur des drames personnels comme l'assassinat par les vauriens du FRAPH de son jeune frère Guy Laraque, poète, duquel Franck a dit : « Chaque fois que je pense à Guy, je sens sourdre en moi une très grande colère doublée d'une insurmontable frustration. En Haïti, on est forcé de se résigner à l'idée que l'assassinat est une norme, la justice un anachronisme, l'impunité une nécessité, le pouvoir incompétent et corrompu une fatalité... » Ou encore à lire l'hommage, d'un ton posé, austère presque stoïque, rendu à sa fille Marie-Hélène Laraque, anthropologue et poétesse, farouche défenseur des droits des Indiens Déné des Territoires du nord-ouest du Canada, morte dans sa relative jeunesse en mars 2000, on comprend aisément son grand amour pour la littérature. Il a traduit en français quelques uns des poèmes de Marie-Hélène, dont « Capter un rêve nouveau » où elle se réjouit du rêve de rentrer au pays, Haïti, et « s'émerveiller de la tombée de la nuit / près de la mer / du rythme des palmiers / recevoir la caresse du souffle doux de l'air chaud ».

À vrai dire, l'amour et l'attirance de Franck à la littérature sont bien manifestes dans sa magistrale oeuvre *La révolte dans le théâtre de Sartre* [éd. Universitaires, 1976] où il dit, tout au début, dans un Avertissement, que le « rôle du critique doit être la réduction de l'écart de compréhension

entre l'oeuvre et le lecteur au lieu d'un élargissement souvent causé par l'interposition de la vision du critique. Une sorte de concurrence à l'auteur ». « Notre projet, continue-t-il, se veut une tentative de désacralisation de la critique, du sectarisme culturel et de la mentalité élitiste qui perpétuent l'arrogance d'une prétendue supériorité de la connaissance et créent une petite 'classe' de pontifes intellectuels. »

Naturellement Franck approuve le cheminement subversif du théâtre sartrien, un théâtre en « situation », un théâtre « temporel » qui, dit-il avec un enthousiasme mitigé, « rompt avec la gratuité de la génération précédente [et] pose les problèmes essentiels de notre liberté et surtout de notre responsabilité, ce théâtre qui prend partie pour la révolte et la révolution contre le statu quo est donc un théâtre révolutionnaire, axé sur le principe de l'antériorité de l'existence sur l'essence ». Il prend pour exemples les pièces *Les Séquestrés d'Altona* qui traite de la torture en France et en Algérie et *La Putain respectueuse,* qui traite du racisme aux États-Unis. Il conclut, presque satisfait : « Le théâtre de Sartre qui garde le grand pouvoir émotionnel et artistique du théâtre traditionnel et désire créer une conscience politique active, engendrée par la révolte, offre peut-être la solution du théâtre de demain ».

Cependant, dans la conclusion du livre qui a justement pour sous-titre « Sartre ou les limites de la révolte » il a comme quoi « re-calibré » cette pensée, l'intensité de son enthousiasme s'est comme amoindrie, parce que, dit-il « la révolte, pour nécessaire qu'elle soit, est uniquement une attitude si elle n'est pas définie, mais la définir risque d'imposer aux autres une liberté qu'ils ne se sont pas choisie ». Il déplore le fait que le théâtre sartrien semble encourager la gratuité, voire le fatalisme : « La révolte émerge comme une fatalité plutôt que comme une liberté en action, parce que souvent l'acte n'est pas libérateur. »

Mais en dépit des limites du théâtre sartrien en tant qu'expression d'une petite-bourgeoisie particulière vivant dans une « situation » historique particulière, Franck Laraque embrasse à la fin du livre l'irréductible défi du refus sartrien comme un point d'honneur. Aux yeux de ses critiques négatives, il réhabilite Sartre, duquel il dit, fier : « Il lutte contre la guerre, assaille les dictatures de droite, flagelle l'antisémitisme, épouse la cause noire. Il cherche patiemment et scientifiquement les causes de l'aliénation, mal dont la jeunesse ressent les morsures douloureuses. Ses démarches sont en faveur d'une refonte de la conscience, du renversement des tabous, de la pulvérisation des principes d'obéissance passive, d'un perpétuel dépassement de soi… (…) Dans les périodes de crise qui en appellent plus à la conscience qu'au divertissement, Sartre demeurera une vigie exemplaire, un fossoyeur de l'ombre. » [Cf. *La révolte dans le théâtre de Sartre*]

Comme nous le voyons plus haut, Franck Laraque n'écrit pas seulement sur les écrivains déjà fameux comme Sartre ou Roumain, il montre de l'intérêt aux oeuvres de ses collègues, contemporains et amis ; il était assez généreux pour consacrer à mon livre *Critique de la francophonie haïtienne* [éd. l'Harmattan, 2008] une recension favorable où il a saisi sans problème les fondamentaux des points que j'y ai soulevés, à savoir, le problème de l'exploitation politique de la problématique linguistique en Haïti par les classes dominantes. Spécialiste de Sartre, il comprend bien que la littérature peut être part du problème de l'oppression — et de sa solution aussi. Il est en train d'écrire une critique en ce moment sur le roman de Marie-Thérèse Labossière Thomas, *Clerise of Haiti,* qui vient d'être publié par Triilingual Press.

Franck Laraque et les leçons du tremblement de terre

Après le tremblement de terre du 12 janvier 2010 qui a ravagé Port-au-Prince et le sud-ouest d'Haïti, la question de la subsistance et du développement économique d'Haïti a été reposée avec une nouvelle urgence. En effet, après le séisme qui a aggravé le dénuement général d'Haïti, plus particulièrement vu l'arrogance de la CIRH (Commission Intérimaire pour la Reconstruction d'Haïti) qui veuille coiffer Haïti d'un modèle de développement exogène qui renforcera la dépendance d'Haïti d'autant plus sévèrement qu'il s'enorgueillit de l'aura de la charité internationale, l'analyse de Franck Laraque devient très pertinente.

Dans un texte anglais, publié dans *Tanbou* et intitulé « Un séisme naturel suit le séisme économique qui a bouleversé Haïti depuis les Duvalier », Franck Laraque dénonce à la fois « la nature prédatrice du gouvernement haïtien », la concession, en 1927, à la Plantation Dauphin à Fort-Liberté de 20.000 hectares de terre pour la culture du sisal, la concession à la SHADA (Société Haïtienne Américaine de Développement Agricole), en 1941, de 100.000 hectares de terre arable pour la culture de la plante du caoutchouc (ou plante de la gomme, hévéa), comme autant de causes de la pauvreté et, par extension, de la destructivité du tremblement de terre. « Ces concessions, dit-il, ont abouti à la destruction de la culture de nourriture et d'arbres fruitiers par les paysans. » Ces concessions seront suivies de celles faites à la compagnie Reynolds Mining Corporation en 1956, et à la compagnie SEDREN SA, en 1960, pour l'extraction de la bauxite.

Il cite le meurtre par les régimes des Duvalier de plus de 10.000 personnes, et leur responsabilité pour « l'exodus de dix-mille paysans, amenant au pays la mafia et les drogues, avec le soutien financier et moral de Nixon, Reagan et leurs successeurs, tout cela au nom de la démocratie et de l'anticommunisme ». « Un autre coup accablant au paysan, écrit-il, a été la création de la Zone de libre échange sous le gouvernement d'Aristide. (…) Ces Zones de libre échange, qui paient un salaire d'esclave, qui bénéficient de l'exonération fiscale et permettent la répatriation des profits, ont causé la ruine des cultivateurs des plaines de Maribaroux et de ses environs. Privés de leur terre fertile, ces cultivateurs étaient jetés bas au-dessous du seuil de la pauvreté ».

Il continue : « Le séisme catastrophique dont les secousses continuent de faire trembler le pays a dévoilé l'état de délabrement préexistant ; c'est la conséquence de la cupidité et de la mauvaise foi des représentants des trois branches du gouvernement et de la faillite évidente des politiques économiques néolibérales (notamment la privatisation et la globalisation) imposées par les pays occidentaux, les Nations unies, la Banque mondiale et le Fonds monétaire international. » Il conclut : « Nous voyons un grand besoin d'un mouvement populaire, tout comme en 1930, pour renvoyer les leaders corrompus et y amener de nouveaux leaders qui aient un programme économique cohérent et fiable, basé sur la sécurité de l'aliment et qui mêlent la justice égalitaire avec un partage équitable des ressources de la nation. » [notre traduction de l'anglais].

Conclusion : Un pari sur l'avenir

Notre relation l'un à l'autre étant initiée par la littérature et la politique, c'est par la littérature et la politique que je voulais en rendre compte. Même si je voudrais lui témoigner tout autant ma gratitude pour son amitié et mon appréciation pour la fortitude morale et intellectuelle qu'il a toujours fait montre. Que le lecteur souffre mon effort de lui présenter une part de l'oeuvre de Franck, une oeuvre qui demeure *actuelle,* qui se nourrit du présent et qui lui cherche une ouverture au futur.

À la mort de Paul Laraque en mars 2007, Hugues St. Fort dit qu'il considère les deux frères, Paul et Franck, comme constituant ensemble, en deux parties, ***« la personnification de la conscience d'Haïti dans la diaspora ». Dans mon entendement, les deux frères sont une extension de l'un à l'autre, et c'était un plaisir de voir combien ils sont proches idéologiquement, et voir aussi leurs nuances et complémentarité. Paul et moi étions devenus amis quelques années avant Franck, mais il ne nous a pas mis longtemps pour nous rapprocher ; ainsi, pendant plusieurs années avant la mort de Paul, quand Franck était en passage à New York, je m'arrangeais avec eux (je vis à Boston) pour passer le voir chez Paul, dans son appartement à Flushing, Queens.***

Rescapés pour ainsi dire de l'armée d'Haïti dans un temps où l'on pouvait être à la fois un militaire et un décent citoyen, il saute aux yeux que ces deux frères n'étaient guère le prototype de l'*homo militaris.* Intellectuels en marronnage sous habits militaires, l'exil devient inévitable. Dès leur début en tant qu'opposants antiduvaliéristes et antiimpérialistes à New York, ils se font remarquer comme des ex-militaires d'un « autre genre ». Ils deviennent deux apôtres farouches pour la Deuxième indépendance d'Haïti et la « personnification de la conscience d'Haïti en diaspora » selon le beau mot de Hugues St. Fort.

Mon admiration personnelle pour Franck a à voir avec son insistance que le militantisme quotidien, actuel, agissant dans le réel, implique la mise au point des démarches empiriques, des pratiques réelles pour faire avancer la lutte pour l'humanisme socialiste, la lutte pour la libération de l'humain (qui implique le respect du droit à la nourriture, à un habitat décent, à un soin de santé adéquat, à une éducation dézombifiée, à la liberté de l'esprit et du corps).

Même accablé par les récents décès de ses proches et par les tragédies sérielles qui ont ravagé Haïti, il continue encore à garder l'espoir, à parier sur l'avenir d'Haïti, sur sa reconstruction, sur le jour où elle reprendra le volant de son futur, où elle redeviendra le sujet de l'Histoire.

Tontongi, Boston, 15 mai, 2011

Suite de la page (16)

pour imposer une solution politique. Il a pour cela proposé la médiation de son pays. « Si le ton respectueux qu'observe la Russie dans son dialogue avec les autorités libyennes aidait Mouammar Kadhafi à prendre la bonne décision, ce serait à mon avis une contribution sérieuse et importante de notre part au règlement d'une situation grave et potentiellement encore plus dangereuse pour la Libye et la région », a commenté son vice-ministre des Affaires étrangères.

Lors de sa conférence de presse de clôture du sommet, Nicolas Sarkozy a jugé «bienvenue» l'aide de Moscou pour régler la crise libyenne. Mais le président français ne semble pas trop y croire. Selon lui, il n'y a en effet «pas de médiation possible» avec le dirigeant libyen. Interrogé sur un probable refus du dirigeant libyen de quitter le pouvoir, le président français a esquissé la réponse de la coalition internationale engagée en Libye : «Intensification de l'intervention militaire pour protéger les populations.»

Un scénario confirmé quelques instants plus tard par le Premier ministre britannique, David Cameron, qui a précisé que les opérations allaient entrer «dans une nouvelle phase». Après Paris, Londres a d'ailleurs confirmé vendredi l'envoi d'hélicoptères d'attaque sur place, capables de repérer les troupes fidèles à Kadhafi qui se mêlent à la population. Avant même la fin du G8, Barack Obama et Nicolas Sarkozy avaient donné le ton, déclarant, à l'issue d'un tête à tête : «Nous sommes déterminés à finir le travail». Tout est dit.

JDD 27 Mai 2011

Suite de la page (17)

dirigeants : *Nous trouvons un déficit budgétaire colossal, de l'ordre de 1,3 milliard de gourdes (près de 87 millions de dollars), à peine à la moitié de l'année fiscale 1995-1996, alors que 800 millions de gourdes (environ 53 millions de dollars étaient prévus pour tout l'exercice fiscal. Ce déficit est en grande partie lié à des dépenses extra-budgétaires, notamment dans le cadre des « petits projets de la Présidence.»*

Nous avons voulu en donnant quelques exemples signaler la nécessité pour nous tous de nous intéresser aux problèmes quotidiens auxquels sont confrontés les résidents des bidonvilles, des démunis sous les tentes et à la recherche avec des personnes sur le terrain de solutions concrètes tenant compte des ressources matérielles et humaines. L'argent volé n'est pas simplement un acte criminel, il est avec la dette odieuse, deux des causes principales de la pauvreté des laissé(e)s- pour- compte qui doivent en être informé(e)s pour leur mobilisation.

Conclusion

Il est impératif pour nous tous d'entrer en contact avec des institutions et groupes en Haïti, non inféodés à aucun gouvernement, tels des groupes sociaux, des experts de l'ECOSOFSA.(Experts-conseils en Economie, Finance, Gestion et Société), de La Fondation Groupe 73, des associations de paysans, anciennes victimes des Tontons Macoutes, le Mouvement Paysan de Papaye, PAPDA, Frère Francklin Armand, les associations haïtiennes qui travaillent avec les victimes sous les tentes .Ces contacts sont possibles si nous comprenons la nécessité de nous abonner à un journal comme Haïti Liberté pour avoir sur place des journalistes affectés à la poursuite de ces contacts, d'acheter les livres d'écrivains progressistes, les œuvres d'artistes travaillant dans ce sens. La réunion de ce soir peut encourager des rapports progressistes en faveur du peuple. C'est en somme ce que nous vous exhortons à poursuivre. Merci de nous donner une telle opportunité au cours de cette exaltante activité artistique, littéraire, solidaire, pour laquelle vous vous êtes tant dépensés, particulièrement les responsables et membres d'Haïti Liberté.

Ensemble nous pouvons faire d'autres recherches pour convaincre que toute construction ou reconstruction d'Haïti exige de budgétiser les fonds publics et d'établir un budget du peuple, avec le peuple, sans les dépenses extra-budgétaires, sans la dette odieuse à ne pas accroître (malgré l'appel des sirènes étrangères), garantissant les droits politiques et économiques de tous. Fraternel abrazo.

Franck Laraque